

Journal 150

Supplément « Sans visa »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14296 - 5 F

SAMEDI 12 JANVIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La mission du secrétaire général de l'ONU avant l'échéance du 15 janvier

M. Perez de Cuellar se présentera à Bagdad comme « le porte-parole de la communauté internationale »

L'ambiguïté de Moscou

L'UNION SOVIÉTIQUE partage l'inquiétude de Washington après l'échec de l'entrevue de Genève, appelle l'Irak à faire preuve de responsabilité pour préserver le destin des peuples de la région et renouvelle son soutien aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier celle autorisant l'emploi de tous les moyens pour obtenir, après le 15 janvier, l'évacuation du Koweït par l'Irak.

Cette mise au point faite jeudi 10 janvier par le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a sans doute été bien accueillie à Washington, où l'on s'interroge, depuis la démission surprise de M. Chevardnadze, le mois dernier, sur la continuité de la diplomatie soviétique. Elle ne suffira pas, cependant, à calmer toutes les craintes, surtout qu'on ne connaît toujours pas le nom du nouveau ministre des affaires étrangères.

Il est certain que le souci de mortifier éventuellement d'une décapitation et le recours à la force dans plusieurs Républiques - dont la Géorgie - a joué un rôle important dans le départ annoncé de M. Chevardnadze. Il n'est pas le moins clair en effet que ce rôle de la parastatisme était dans la colline des conservateurs, notamment pour sa politique dans le Golfe, jugée trop « soviétique » par rapport aux États-Unis.

Les déclarations du porte-parole soviétique risquent d'autant plus d'apparaître comme des propos circonstanciés que M. Gorbatchev a choisi la période la plus chaude de la crise du Golfe pour déclencher une épreuve de force avec les Républiques baltes, y déployer plusieurs unités de parachutistes et menacer de placer la Lituanie sous administration directe du Kremlin si elle n'accepte pas de se soumettre. La situation a été jugée suffisamment grave par Washington pour que la Maison Blanche émette une vigoureuse mise en garde contre un recours à la force sur les rives de la Baltique.

TOUT à sa volonté de reprendre en main les rênes d'un empire en proie à tous les soubresauts, M. Gorbatchev - volontairement ou non - cède de plus en plus de terrain aux forces conservatrices : armée (que les Américains soupçonnent d'avoir désobéi aux consignes du pouvoir politique dans la mise en œuvre du récent accord sur la réduction des armes conventionnelles), KGB (de plus en plus présent), Parti communiste (sur l'offensive) et directeurs des grandes entreprises du complexe militaro-industriel (qui rêvent d'en finir avec les velléités d'indépendance économique des Républiques).

Il serait étonnant qu'une telle évolution, si elle se confirme, n'ait pas à la longue des répercussions sur la politique étrangère soviétique. D'où sans doute le deuxième « message » - codé celui-là - transmis par Washington à Moscou et n'excluant pas le report du sommet américano-soviétique prévu en principe pour les 11, 12 et 13 février. Une des raisons qui pourraient inviter les États-Unis est électorale : l'armée rouge ferait traîner en longueur la mise au point de l'accord sur la réduction des armements stratégiques (START).

À la veille de sa rencontre à Bagdad avec M. Saddam Hussein, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a été reçu vendredi matin 11 janvier à l'Élysée par M. Mitterrand. À l'issue de cet entretien, M. Perez de Cuellar

fait mordre d'une grande prudence, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a déclaré après son entretien à l'Élysée : « J'espère que je serai entendu et j'espère trouver une volonté de paix à Bagdad. Je n'ai pas dit que je suis optimiste, mais je conserve quand même de l'espoir. Je vais entendre ce que l'on a à me dire, et, bien sûr, je vais dire quelque chose, mais sans m'écarter des résolutions du Conseil de sécurité ».

Le secrétaire général a souligné qu'il avait reçu un « encouragement » de M. Mitterrand. A son

« déclaré, qu'il n'était porteur d'aucune proposition concrète » à l'intention du président irakien, et qu'il serait à Bagdad « le porte-parole de la communauté internationale ». L'un des principaux responsables de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a

réclamé vendredi à Paris une solution globale des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Pour sa part, le gouvernement irakien dénonce « l'intransigeance américaine », qu'il rend responsable de l'échec de la rencontre de Genève.

Lire également

- Les Jordaniens jouent leur va-tout par FRANÇOISE CHIPAUX
- La presse israélienne critique violemment la diplomatie française par ALAIN FRACHON
- Londres agacé par les déclarations de Paris par DOMINIQUE DHOMBRES
- Le Congrès américain en pied de mur par MARIE-CLAUDE DECAMPS
- Selon Washington, l'offensive allée « rassemblerait un débarquement en Normandie » par FRANK NOUCHI
- Les hôpitaux militaires français à pied d'œuvre par FRANK NOUCHI
- M. Joxe évoque la « menace terroriste » par FRANK NOUCHI
- Les manifestations pacifistes se multiplient en France pages 3 à 6
- Débats : quatre points de vue sur la crise page 2
- M. Mitterrand a demandé à M. Chevardnadze de rester à son poste par PATRICK JARREAU

Menaces du Kremlin sur les Baltes

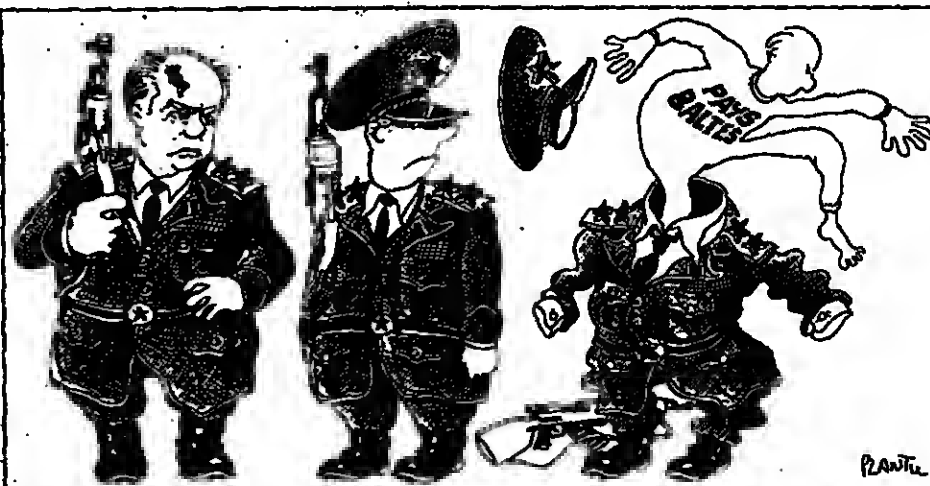
Des coups de feu ont été tirés à Vilnius tandis que M. Gorbatchev lançait un ultimatum aux Litoniens

Des parachutistes soviétiques se sont emparés, vendredi, des locaux du département de la défense lituanien et de l'imprimerie de Vilnius. Alors que des blindés manœuvraient dans la ville, des coups de feu ont été tirés et l'AFP fait état de blessés. La veille, M. Gorbatchev avait lancé un appel au Parlement lituanien, menaçant d'imposer le pouvoir présidentiel direct dans la République. Dans un communiqué, les pays membres de l'OTAN ont « demandé instamment » à l'URSS de « s'abstenir de tout acte d'intimidation et de recours à la force ». La CEE est intervenue dans les mêmes termes. Cependant un nouveau premier ministre a été désigné à Vilnius : M. Albertas Simanas, professeur d'économie, politiquement indépendant mais soutenu par l'Eglise catholique.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Pour le président soviétique, la situation en Lituanie est arrivée « dans une impasse » et exige des « mesures urgentes ». Il « propose » donc à Vilnius de « rétablir immédiatement et en totalité la Constitution de l'URSS et celle



de la RSS de Lituanie » (il s'agit de l'ancienne Constitution, calquée sur le modèle soviétique) et d'« annuler les actes anticonstitutionnels adoptés précédemment ». Autre différence avec les documents du printemps dernier : à aucun moment il n'est question de négociations avec Moscou. Cet appel a eu

siôt été appuyé sur place par des grèves, officiellement qualifiées de « politiques », lancées jeudi par les personnels, en majorité russe, de plusieurs entreprises lituaniennes, notamment dans les chemins de fer et les services de l'Aéroflot.

MICHEL TATU
Lire la suite page 7

Combats au Tchad

Affrontements au Tibesti entre les forces gouvernementales et des éléments libyens

page 7

L'argent des communes

La réforme de la dotation globale de fonctionnement va modifier les ressources de 390 villes

page 22

L'orthographe à l'essai

La réforme pourrait faire l'objet d'une « période probatoire » de trois à cinq ans

page 9

L'affaire du Cap-d'Agde

Un entretien avec l'ancien juge d'instruction

page 10

M. Tapie et Adidas

Le nouveau patron affirme avoir les moyens de développer sa société

page 21

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28 - section D

Le nouveau sacre de Mario Soares

M. Mario Soares devrait remporter confortablement l'élection présidentielle du dimanche 13 janvier au Portugal.

Aucune des autres personnalités en lice - MM. Basilio Horta, soutenu par le Centre démocratique et social ; Carlos Carvalhal, issu des rangs communistes, et Carlos Marques, de l'Union démocratique populaire (extrême gauche) - ne peut en effet prétendre inquiéter le président sortant, dont le popularité n'a jamais été aussi forte.

Par rapport au scrutin de 1986, que M. Soares avait gagné de justesse, le campagne électorale a été cette année très calme et dénuée de grands affrontements idéologiques.

Lire page 7 l'article de JOSÉ-ALAIN FRALON

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

JANVIER 1991

INGÉNIEURS LES NOUVELLES FILIÈRES DE FORMATION

Egalement au sommaire :

- LYCÉES : RÉAJUSTEMENT APRÈS LE SÉISME
- UNIVERSITÉ : DU NOUVEAU POUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS
- SOCIÉTÉ : ENFANTS MALTRAITÉS, QUE FAIRE ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

La musique au pluriel

Le festival Futurs Musiques, quatre semaines de créations en banlieue parisienne

Allegro furioso : tel est le ton, et le tempo, du mois de manifestations de musique contemporaine distribuées, du 12 janvier en 12 février prochains, par le déléguat départementale à la musique du Val-de-Marne dans vingt-quatre localités de la banlieue parisienne. Concerts-lectures, concerts scéniques, musique chorégraphique, théâtre musical, opéras de chambre, formule plus classique du « concert de créations », mais un parti pris jamais démenti de convier en première partie des amateurs locaux, et des causeries, des stages, des « master-classes », une exposition de photographies...

Le menu de Futurs Musiques 1991, ce sont soixante manifestations parfois itinérantes, et l'espoir de franchir la barre des 14 600 entrées atteinte en cinq semaines de festival, l'an passé. On remarquera le pluriel généralisé, celui de « Futurs » en particulier : l'avenir n'est jamais assuré pour les musiques « non pasteurisées » dont ce festival, lit-on dans sa profession de foi, s'est fait une spécialité.

Andante maestoso : telle fut l'allure de ce même festival en 1985, année zéro. Michel Thion, qui était peut-être encore professeur de judo tout en roulant sa bosse dans les « activités associatives » et dans l'action culturelle, organise pour la municipalité d'union de la gauche de Fontenay-sous-Bois une édition du Chant des adolescents, l'exécution du dixième Klavierstück de Stockhausen, en comptant sur les commentaires de Philippe Manoury pour la vulgarisation, mais sans trop croire au résultat : une salle de deux cents places, enthousiaste et aux trois quarts pleine. On aurait pu prévoir plus grand.

Deux concerts à Fontenay en

ANNE REY
Lire la suite page 11

Une trilogie allemande au Théâtre de Gennevilliers

Woyzeck, de Bochner, *Tarnhauze dans la nuit*, de Brecht et *Don Juan revêtu de guerre*, de Horvath, ont été réunis sous le titre *Les Hommes de neige*, par Stéphane Breunschweig, ancien élève d'Antoine Vitez, qui s'efforce à mettre les textes et leurs prolongements en concurrence.

Lire page 11 l'article de COLETTE GORDARD

M0147 - 01120 - 5.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 880 m.c. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 28 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Irlande, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Israël, 180 DR ; Italie, 90 p. ; Japon, 2 000 Y. ; Luxembourg, 33 F. ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL. ; Portugal, 150 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,40 RS ; Thaïlande, 170 THB ; USA, 1,5 \$; USA général, 2,50 \$.

LA CRISE DU GOLFE

A quelques jours de la date fatidique du 15 janvier

La mission de M. Perez de Cuellar à Bagdad est l'objet de nombreuses spéculations

Si les chances de paix existent encore à quelques jours de la date fatidique du 15 janvier, elles reposent désormais presque entièrement sur les épaules de M. Perez de Cuellar. Avant de quitter son bureau de New-York pour Bagdad, avant d'entamer ce qui restera sans doute comme le plus importante mission de sa carrière, le secrétaire général des Nations unies fut entouré et applaudi longuement par une centaine de membres de son personnel, conscients de la gravité de l'enjeu.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Un week-end chargé attend M. Perez de Cuellar. Arrivé à Paris vendredi matin, 11 janvier, M. Perez de Cuellar a été reçu à l'Élysée par M. Mitterrand. Il devait ensuite se rendre aussitôt à Genève, en compagnie de M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères.

Les deux hommes devaient participer sur les bords du Léman à une réunion avec les ministres des affaires étrangères de la Commu-

nauté européenne. Le secrétaire général aura une première rencontre avec le président irakien samedi à Bagdad, à une heure qui n'a pas encore été annoncée.

Il repassera par Paris dimanche, avant de rentrer à New-York lundi, où il informera le Conseil de sécurité des résultats de sa visite. « Je pars avec un très éminent soutien de la communauté internationale », a-t-il déclaré avant de quitter les Nations unies, énumérant, parmi ceux qui l'ont encouragé à se rendre à Bagdad, M. Bush, M. Gorbatchev, le premier ministre japonais, M. Kaifu, et la Communauté européenne. L'escalade péruvienne de M. Perez de Cuellar, qui n'était pas initialement prévue, a été expliquée par des raisons de sécurité.

Intenses spéculations

La mission du secrétaire général est naturellement l'objet d'intenses spéculations. Selon un scénario optimiste cité par des diplomates arabes à l'ONU, M. Saddam Hussein pourrait, en recevant M. Perez de Cuellar, exprimer pour la première fois son intention de principe de se retirer du Koweït, à condition qu'il obtienne simultanément un engagement de la part d'une conférence internationale



sur le Moyen-Orient. Ces diplomates pensent aussi que M. Saddam Hussein attendrait quelques jours après le 15 janvier pour annoncer ses propositions, mais qu'il en parlerait à M. Perez de Cuellar.

Que peut faire M. Perez de Cuellar? Selon les Occidentaux, le secrétaire général ne peut qu'« écouter » les propositions éventuelles de M. Saddam Hus-

sein. Mais ils précisent que le diplomate a obtenu certaines garanties de la communauté internationale au cas où le président irakien lui exprimerait réellement l'intention de quitter le Koweït. Parmi ces garanties, on parle d'une force onusienne de paix qui s'interposerait entre le Koweït et l'Irak et comprendrait des soldats de plusieurs pays, à l'exception de militaires américains, saoudiens ou

égyptiens. M. Joe Clark, ministre canadien des affaires étrangères, qui avait rencontré M. Perez de Cuellar mercredi soir, lui a remis une lettre de son premier ministre. Dans cette lettre, le Canada propose plusieurs garanties à l'Irak, si l'armée de Bagdad acceptait de se retirer du Koweït : un meilleur accès à la mer, des garanties sur ses frontières et la promesse d'un « mouvement » vers une conférence internationale sur le Moyen-Orient.

Les scénarios des diplomates

Les scénarios avancés par les diplomates tournent autour d'un possible déploiement d'une force de l'ONU au Koweït, en échange d'un retrait de Bagdad. Ainsi M. De Michelis, le chef de la diplomatie italienne, avait évoqué cette solution jeudi à Rome. Mais le porte-parole de l'ONU, M. François Giuliani, a démenti jeudi qu'un tel projet soit d'ores et déjà à l'étude. « Le secrétaire général ne part pas avec ce genre de plan en poche, a-t-il déclaré, mais, selon le déroulement des discussions à Bagdad, il pourrait en être fait mention. Mais ce n'est pas une idée que le secrétaire général a préparée spécialement pour cette mission. » Selon une source occidentale à

l'ONU, le voyage de M. Perez de Cuellar a été proposé par le président Bush lors de leur rencontre, la semaine dernière, à Camp David. Cette proposition de M. Bush aurait eu pour but de mettre fin à toute autre initiative, « celle de la France par exemple ».

Par ailleurs, le Conseil de sécurité s'est réuni sur la question palestinienne. A la suite de l'expulsion de quatre Palestiniens des territoires occupés, la semaine dernière, les pays non alignés du Conseil ont proposé un projet de résolution déplorant l'action d'Israël. Comme d'habitude, les Américains essaient d'éviter le vote sur ce projet. Une réunion était prévue pour vendredi.

Les non-alignés pourraient insister en faveur d'un vote, ce qui mettrait les Américains dans une position inconfortable, car, depuis le début du mois de janvier, avec la nouvelle composition du Conseil, Washington n'a plus les neuf voix nécessaires pour demander un report.

On estime que si les Américains demandent un vote de procédure pour un report de plus de vingt-quatre heures, la France, la Chine, le Yémen, Cuba, l'Équateur, le Zimbabwe et, probablement, l'Australie, voteront contre.

AFSANÉ BASSIR-POUR

Guerre ou paix? Le Congrès américain va devoir trancher

Que faire après le 15 janvier? A cinq jours de l'échéance fatidique, l'échec des négociations de Genève entre M. Tarek Aziz et James Baker aura eu pour première conséquence : plaquer l'opinion publique américaine et le Congrès au pied du mur : faut-il vraiment entrer en guerre, et, si oui, quand et comment? Autant de questions auxquelles les élus américains, réunis depuis le jeudi 10 janvier dans une session à la gravité inhabituelle, puisqu'il s'agit somme toute du premier grand débat public depuis la seconde guerre mondiale pour décider de l'opportunité d'envoyer des troupes au combat, vont s'efforcer de répondre dans les prochaines heures.

Guerre ou paix? L'idée même d'un débat au Congrès n'est pas nouvelle. Remettant une nouvelle fois en question les pouvoirs du président en matière de déclaration de guerre, sénateurs et représentants, encore échauffés par ce qu'ils considéraient comme certains « abus » présidentiels lors de la guerre du Vietnam par exemple, s'étaient opposés depuis le début de la crise du Golfe à laisser « carte blanche » en la matière à un George Bush jugé à l'occasion « trop bellâtre ». L'ultime tentative de négociation tentée à Genève par la Maison Blanche aurait dû en principe désamorcer l'argument et jouer en faveur du président.

Pourtant, dès les premières interventions au Congrès, il était clair que la belle démonstration d'unité appelée par George Bush n'aurait pas lieu. Du moins pas tout de suite, et, au vu des divisions qui se sont fait jour, un vote ne semble pas attendu à présent avant samedi au mieux. En réalité, à travers deux textes de résolution, ce sont deux conceptions qui s'affrontent, deux évaluations de « l'urgence » de la situation.

D'un côté, les leaders démocrates des deux Chambres, qui sont favorables à l'adoption d'une résolution n'excluant pas un recours éventuel à la force, mais qui demandent à George Bush d'attendre que les sanctions internationales fassent leur effet avant de chasser l'Irak du Koweït par la force. De l'autre, une coalition de républicains mais aussi de démocrates conservateurs qui, s'alignant en quelque sorte sur la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU, souhaitent autoriser une entrée en guerre à tout moment après l'expiration de l'ultimatum du 15 janvier.

Le président de la Chambre, M. Thomas Foley, bien qu'opposé

personnellement à l'usage de la force, ayant déclaré que chacun devait voter « selon sa conscience », qu'il n'y a « pas de consensus » de « voter » peut raisonnablement s'attendre à voir la Chambre des représentants accorder son feu vert au président Bush.

Vision d'apocalypse

En revanche, l'issue du vote au Sénat reste incertaine. « La décision grave [d'entrer en guerre] est en train d'être prise prématurément », a ainsi déclaré à ses pairs le sénateur du Maine, George Mitchell, chef de la majorité démocrate au Sénat, avant de poursuivre : « Si des soldats américains meurent au combat avant que les sanctions aient eu le temps de produire leur effet, la terrible question sera : ces morts étaient-elles nécessaires? »

Vision d'apocalypse particulièrement efficace aux yeux d'une opinion publique divisée qui, selon plusieurs sondages publiés jeudi, s'attend à plus de 85 % à la guerre mais ne souhaite déclencher les hostilités qu'à 50 %, et que devait reprendre à son compte l'un des principaux témoins démocrates, le sénateur Edward Kennedy : « Seul le Congrès peut arrêter cette marche ébrieuse vers la guerre (...). Je ne pourrais accepter la mort d'un seul de nos enfants dans le Golfe ».

Le point de vue du groupe républicain du Sénat devait être défendu avec autant de passion par le sénateur du Kansas Robert Dole, ancien rival malheureux de George Bush à la dernière élection présidentielle, qui a condamné le projet de résolution des démocrates : « Il dit d'attendre et c'est tout. Il ne dit pas combien de temps - trente jours, mois, ans? »

Le président se satisfait d'« une voix »

Le scrutin s'annonce si serré que déjà les partisans d'une résolution pour la guerre ont souligné, au sortir d'une réunion à la Maison Blanche, que le président se satisfait d'une majorité d'une seule voix au Sénat (cent élus). « Le président a répété que, si c'est un vote affirmatif, il est preneur, a ainsi déclaré le sénateur républicain Richard Lugar aux journalistes. Cinquante et une voix lui suffiront ».

Débordant largement des colonnes du Congrès, le débat se réchauffe vendredi matin dans les colonnes du New York Times qui, dans une prise de position des plus inhabituelles, avait tenu à rappeler qu'il avait soutenu l'opération « Bouclier du désert » mais s'opposait à une entrée en guerre contre l'Irak. Nous ne sommes pas opposés au recours à la force dans certaines circonstances, écrit le quotidien, mais « ces circonstances ne

sont pas réunies » et « les intérêts vitaux de l'Amérique au Moyen-Orient ne sont pas en danger immédiat ».

Parallèlement, au moment où le Pentagone vient de demander au président américain d'étendre jusqu'à deux ans le service militaire actif des réservistes appelés dans le cadre de la crise du Golfe, des milliers de jeunes Américains, dont certains ont déjà tenu des sit-in, évoquant la révolte des campus des années 60, se sont déjà adressés à plusieurs organisations pacifistes pour savoir comment « contourner » leur service militaire s'il y a lieu.

Une démarche qui a conduit George Bush à vouloir désamorcer une crise éventuelle. Ce dernier a dès jeudi envoyé une lettre ouverte aux quatorze millions de ces jeunes étudiants américains, particulièrement inquiétés à l'idée d'un conflit armé, leur rappelant, au oom de son propre engagement dans l'aviation à leur âge, lors de la dernière guerre mondiale, certains principes destinés à leur ouvrir les yeux. « Nous ne devons pas hésiter sur ce qui doit être fait dans l'affaire [l'invasion] du Koweït », écrit le président, les faits sont là. Le choix est sans ambiguïté, c'est le droit contre l'arbitraire. »

M.-C. D.

Bagdad n'a pu obtenir le soutien de l'Iran

Après trois jours de visite à Téhéran, une délégation de hauts responsables irakiens partie demander le soutien des autorités de l'Iran dans la crise du Golfe est rentrée à Bagdad, jeudi 10 janvier, apparemment bredouille.

D'après un article publié jeudi dans le quotidien radical iranien Jomhuri Islami, « l'Irak avait besoin de cette visite en Iran pour surmonter l'échec des entretiens de Genève ».

Lors de sa rencontre avec le chef de cette délégation, M. Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution irakienne, le président iranien Achéméni Rafsanjani a déclaré qu'il était conscient des « dangereux objectifs des États-Unis » dans la région, mais il a ajouté qu'il y avait des problèmes « qui les avaient conduits à déployer leurs forces » dans le Golfe. De même, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a expliqué que « l'occupation du Koweït avait conduit la région à se trouver dans une situation très dangereuse ». — (AP)

M. Baker s'est rendu en Arabie saoudite

Après l'échec de sa rencontre avec M. Tarek Aziz

Après leur rendez-vous de Genève, qui, selon leurs déclarations publiques, n'a donné lieu qu'à un dialogue de sourds, MM. James Baker et Tarek Aziz ont pris, jeudi 10 janvier, la même direction : le Golfe. Le secrétaire d'État américain est allé en Arabie saoudite tandis que le ministre irakien des affaires étrangères rentrerait à Bagdad informer le président Saddam Hussein de son séjour genevois.

Une brève dépêche de l'agence officielle INA mentionne que M. Aziz a rendu compte à M. Saddam Hussein et au Conseil de commandement de la révolution irakienne - la plus haute instance de direction en Irak - de ses entretiens de Genève.

La rencontre Saddam-Aziz, écrit l'agence, a porté sur « l'insécurité américaine quant à la situation dans le Golfe ». INA précise simplement que le président du Parlement, Saïd Mahdi Saleh, et le ministre de l'Information Latif Nassif Jassim, étaient présents, de même que les principaux collaborateurs de M. Saddam Hussein.

Jeudi soir, on n'en savait pas plus sur l'échec à Bagdad, des entretiens de Genève. On doit, toutefois, aux confidences de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à l'ONU - qui assure les tenir lui-même d'une « source plutôt digne de foi » - de savoir que malgré le refus officiel de M. Aziz de transmettre à M. Saddam Hussein la lettre que M. Bush lui destinait, le président irakien aura pu en prendre connais-

sance. Le ministre irakien aurait, en effet, « mis une copie de cette lettre dans sa poche » avant de quitter Genève... Pris de dire où M. Aziz avait pu se procurer la copie en question, sir David Hannay a répondu en plaisantant : « Il circule sans aucun doute beaucoup de copies ».

Coup de théâtre de dernière minute?

Cependant, à Ryad, les préparatifs de guerre dans le Golfe ont été, jeudi et vendredi matin, au centre de conversations entre M. Baker et le roi Fahd d'Arabie saoudite. Mais, malgré l'impression constatée mercredi à Genève et la tonalité militaire des entretiens de Ryad, le chef de la diplomatie américaine, qui s'est félicité de la décision du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, de se rendre à Bagdad, n'a pas renoncé à l'espoir de voir la crise se régler politiquement. « Je continue à croire que la paix est possible (...). Le choix en appartient au gouvernement irakien », a-t-il déclaré à quatre jours de l'échéance du 15 janvier, date à partir de laquelle la force pourra être utilisée pour expulser les irakiens du Koweït.

Ce relatif optimisme repose peut-être sur l'analyse de certains responsables américains qui envisagent encore un coup de théâtre de dernière minute. Ainsi de cette personnalité anonyme, citée par Reuters, selon laquelle « notre opinion n'a toujours été que l'Irak allait se plier à la résolution des Nations unies, mais, connaissant Saddam Hussein, il le

fera à la dernière minute ». Toutefois, a ajouté ce même responsable américain, le président irakien « pourrait aussi décider de tenir bon et de chercher à devenir un martyr. C'est tout à fait possible ».

De son côté, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a évoqué la possibilité pour les forces américaines d'intervenir à l'intérieur même de l'Irak si nécessaire. « Notre affaire n'est pas de conquérir l'Irak ou ses territoires traditionnels, ou d'occuper Bagdad. Cela n'est pas notre objectif », a déclaré M. Cheney dans un entretien diffusé par la chaîne ABC. « Mais, a-t-il ajouté, nous sommes prêts à (...) l'expulser [Saddam Hussein] du Koweït. Et (...) il devrait comprendre qu'il n'y aura pas de sanctuaire à l'intérieur du territoire irakien lui-même ».

A la question de savoir si les États-Unis se fixeraient pour objectif la tête de M. Saddam Hussein, le chef du Pentagone a répondu : « Certainement pas en tant que personne (...). Mais il est clair que si nous devions lancer une action militaire, nous ferions le nécessaire pour atteindre nos objectifs ».

Quant à M. Baker, il doit poursuivre sa tournée de consultations auprès des membres de la coalition par des discussions à Abou-Dhabi et une rencontre avec l'émir du Koweït en exil à Taïf avant de se rendre en Égypte. Il sera samedi en Syrie et en Turquie puis repassera Washington dimanche via Londres et Ottawa.

Y. H.

« Il n'y a pas d'initiative franco-algérienne »

déclare M. Ahmed Ghazali

Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Ghazali, a affirmé, jeudi 10 janvier, un démenti aux rumeurs selon lesquelles une initiative franco-algérienne serait en préparation. « Il n'y a pas d'initiative franco-algérienne », a déclaré à la presse, à l'issue d'une rencontre à Paris avec M. Roland Dumas, le chef de la diplomatie algérienne. « Franco-arabe, je ne peux pas dire, parce que je ne suis pas le seul Arabe concerné », a-t-il cependant ajouté.

M. Ghazali, qui avait rencontré la veille M. Tarek Aziz à Genève, a affirmé qu'il avait « l'impression qu'un geste, pas un petit geste, mais un geste concret dans le domaine de la question palestinienne, conduirait à un dénouement très probable ». « En France et en Algérie on est animé de convictions très semblables (sur la question palestinienne) », a précisé le ministre algérien, pour lequel « la France peut apporter sa part ». « Je ne crois pas que la question palestinienne

puisse être résolue sans les États-Unis, (...) s'ils refusent d'en entendre parler, nous sommes dans une logique de guerre », a cependant ajouté M. Ghazali.

Le chef de la diplomatie algérienne, qui a également rencontré M. Jacques Poos, président d'exercice de la Communauté européenne, a par ailleurs déclaré qu'il avait « dit aux Irakiens qu'il faut parler aux Européens, et aux Européens qu'il faut parler avec les Irakiens ».

Dans l'attente d'une réponse à la proposition européenne d'une rencontre à Alger entre M. Tarek Aziz et la trilogie européenne, M. Poos a déclaré jeudi qu'il avait « un espoir personnellement qu'une rencontre puisse encore se tenir », alors qu'à Genève l'envoyé spécial de l'Agence officielle algérienne AFS, citant des sources diplomatiques, estimait qu'une telle réunion « pourrait se tenir entre le 12 et le 13 janvier ».

La France, qui a exprimé jeudi, par la voix du porte-parole de l'Élysée, M. Hubert Védrine, sa « très grande déception que les conversations de Genève n'aient pas permis de progresser », est soucieuse de « maintenir une cohésion étroite » entre les Douze, a affirmé M. Daniel Bernard, porte-parole du Quai d'Orsay. Son homologue danois avait mis en garde Paris, le même jour, contre toute initiative solitaire qui « serait lourdement préjudiciable pour la CEE ».

« Toutes les voies pour parvenir à une solution pacifique par les contacts appropriés seront explorées », a cependant déclaré le porte-parole du ministère français des affaires étrangères. Les vingt ambassadeurs arabes accrédités en France, ainsi que le représentant de l'OLP à Paris, M. Ibrahim Souss, et le représentant adjoint de la Ligue arabe à Paris, M. Esmat Fallouh, ont participé jeudi à un déjeuner organisé par M. Roland Dumas. — (AFP, Reuters)

Bienvenue à Jerusalem

LA CRISE DU GOLFE

Le gouvernement britannique est agacé par les démarches de Paris

Le gouvernement britannique est désormais persuadé du caractère quasi inévitable d'une guerre dans le Golfe. Les derniers efforts de M. Parez de Cuellar sont perçus avec sympathie, mais sans illusions, tandis que ceux de M. Mitterrand provoquent un certain agacement.

LONDRES

de notre correspondant

On estime à Londres que le secrétaire général des Nations unies est bien dans son rôle en se rendant à Bagdad pour une ultime tentative en faveur de préserver la paix, alors que les divers projets suggérés par Paris risquent d'être vus comme « signal d'alarme » à M. Saddam Hussein sur la détermination de la coalition rassem-

blée contre lui. Le cabinet s'est tenu jeudi en atmosphère qualifiée de « sombre » par un des participants et a envisagé les dispositions à prendre en cas de déclenchement des hostilités. Le premier ministre, M. John Major, a fait état de l'« excellent moral » des troupes britanniques qu'il vient de visiter dans le Golfe.

L'attorney général, qui conseille le gouvernement en matière juridique, a affirmé qu'une déclaration de guerre n'était pas nécessaire puisque les forces des pays coalisés agissent en vertu d'une résolution des Nations unies. Il a rappelé que la Grande-Bretagne n'avait d'ailleurs pas davantage déclaré la guerre à l'Argentine en 1982 lors du conflit des Malouines.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a expliqué que les sanctions contre l'Irak n'avaient pas donné de résultats

tangibles et a critiqué ceux qui, tels les travaillistes, réclament qu'on leur laisse encore un peu de temps pour agir. Dans une interview à la BBC, il a déclaré que « la balance penchait désormais du côté de la guerre ».

Le ministre de l'Intérieur, M. Kenneth Baker, a exposé les mesures prises pour déjouer de possibles attentats terroristes. La sécurité a été renforcée dans les aéroports et sur les plates-formes pétrolières en mer du Nord. Le public a été invité à faire preuve de vigilance.

Petits gestes et grands gestes

Dès que la nouvelle de l'échec des pourparlers de Genève entre MM. James Baker et Tarek Aziz a été connue, le Foreign Office s'est demandé si l'ambassadeur britannique à Bagdad de quitter son poste avec ses derniers collaborateurs. Celui-ci, après avoir passé un bonjour tous les deux documents confidentiels, a quitté jeudi matin la capitale irakienne en voiture pour Amman.

M. Hurd devait commencer vendredi une tournée de quatre jours à Bahreïn, Qatar, Abou Dhabi, en Jordanie et en Turquie. Le but du secrétaire au Foreign Office est de réaffirmer aux petits États pétroliers du Golfe la détermination de la Grande-Bretagne de ne pas les abandonner dans la tourmente. M. Hurd est équipé, pour ce périple, d'une tenue de protection contre les armes chimiques.

Le secrétaire au Foreign Office a répondu indirectement, jeudi soir, aux propos de M. Jean-Pierre Chevènement. Le ministre français de la Défense avait suggéré qu'un « petit geste », tel que l'annonce d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, pouvait provoquer un « grand geste » de la part de l'Irak. M. Hurd rejette l'idée qu'un « petit geste » destiné à sauver la face à M. Saddam Hussein puisse changer quoi que ce soit. Le seul message qui doit être adressé au dirigeant irakien est qu'il ne serait pas attaqué chez lui une fois qu'il se serait retiré du Koweït, affirme M. Hurd.

M. Major sera lundi 14 janvier à Paris pour y rencontrer M. Mitterrand.

DOMINIQUE D'OMBRES

La presse israélienne critique violemment la diplomatie française

JÉRUSALEM

de notre correspondant

La France a, ces jours-ci, fort mauvaise presse en Israël. Les efforts du président François Mitterrand pour animer une ultime initiative européenne dans la crise du Golfe – serait-ce avec l'assentiment des États-Unis – lui valent les commentaires les plus désobligeants.

Parce qu'elle donne l'impression d'être disposée à plus de compromis que Washington – notamment sur la fameuse question du « lien » entre l'affaire du Golfe et le conflit israélo-arabe, – la France est qualifiée de « monton noir » de la coalition anti-irakienne. Les ventes d'armes à l'Irak avaient déjà suscité critiques amères et commentaires ironiques; cette fois, l'assentiment plus vigoureux

encore. Pour le *Masar*, la politique de Paris pour résoudre le conflit du Golfe peut se résumer en une phrase: « La France s'efforce de vendre Israël en tant que bouc émissaire ».

Le *Jerusalem Post* dénonce « la filière française de Saddam ». Dans une « libre opinion » présentée M. Mitterrand comme « le plus dangereux des amis de M. Bush ou le plus amical des ennemis du président américain », le journal accuse: « La médiation française dans le Golfe veut dire un soutien français à l'Irak ». L'indépendant *Haaretz* intitule un article « M. Lavi, le présumé » et compare la politique de la France dans le Golfe avec celle que conduisit Pierre Laval en 1935 lorsque Paris, manifestant quelque faiblesse pour Mussolini, ne protesta

pas outre mesure contre l'agression italienne en Érythrée.

Un commentateur de la radio a dénoncé le « double langage » du gouvernement français, qu'il a encore accusé d'apporter de l'eau au moulin de la thèse irakienne selon laquelle Bagdad aurait envahi le Koweït pour la défense de la cause palestinienne. Tel autre éditorialiste estime que le président Saddam Hussein interprète chaque initiative de la France comme un signe de faiblesse de la coalition anti-irakienne.

Comme certains des commentateurs aiment volontiers de hautes sources, il n'est pas interdit de penser que ces critiques à l'adresse de Paris sont, sans doute en termes plus polés, émanées dans certains milieux officiels à Jérusalem.

ALAIN FRACHON

M. Kaddoumi à Paris

L'OLP réclame une solution globale au Proche et au Moyen-Orient

Reprenant la thèse irakienne, l'un des principaux responsables de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, s'est prononcé en faveur d'une solution globale de tous les problèmes au Proche et au Moyen-Orient, à l'issue d'un entretien avec le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, vendredi 11 janvier, à Paris.

« Il faut un package deal [une solution globale] pour résoudre l'ensemble des problèmes régionaux », a déclaré M. Kaddoumi, chef du département politique (ministère des affaires étrangères) de l'Organisation de libération de la Palestine. Pour l'OLP, la crise du Golfe « concerne le conflit israélo-arabe et a un lien direct et fondamental avec ce conflit ». M. Kaddoumi s'était entretenu jeudi, à Genève, avec le ministre irakien des Affaires étrangères, M. Tarek Aziz.

À son avis, la France et « en particulier le président Mitterrand » ont un rôle « important » à jouer dans le règlement de la crise, qui, a-t-il estimé, ne peut être trouvée par « la

menace », mais par un « travail diplomatique sérieux ». Il pense qu'une initiative diplomatique franco-arabe est encore possible. « Il faut être optimiste et prendre le temps de résoudre la crise », a-t-il conclu.

Alors qu'il quittait le Quai d'Orsay, M. Kaddoumi a croisé le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, qui arrivait de New-York. Les deux hommes ne se sont pas parlés.

Notre correspondant à Tunis, Michel Deur, nous signale de plus que l'OLP a rejeté sur les États-Unis la responsabilité de l'échec de la tentative de Genève, qu'elle « regrette vivement ». Dans une déclaration reçue par notre correspondant à Jérusalem, M. Bassam Abou Charif, conseiller du président de l'OLP, a relevé que Washington « s'obstine » à user de la politique « des deux poids et deux mesures » dans sa façon de considérer les résolutions des Nations unies et a déploré son rejet de « la proposition

arabe » de lier la solution de la crise du Golfe à celle de l'affaire palestinienne. « Cette position va augmenter les frustrations dans la région et la conviction des masses arabes que les États-Unis ne cherchent pas à contribuer à l'établissement d'une paix globale dans la région », a ajouté M. Abou Charif.

Par ailleurs, le président égyptien Hosni Moubarak a déclaré jeudi, dans une interview à la chaîne de télévision américaine CNN, qu'il n'y avait « pratiquement plus d'espoir » d'éviter la guerre dans le Golfe après l'échec des discussions irako-américaines. Il a « déconseillé » les « réactions » de la mission en Irak du secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuellar, tout en « exprimant que quelque chose se passera et qu'il [le président Saddam Hussein] réalisera les dangers de la situation ». Concernant les déclarations irakiennes niant l'envoi de troupes à Israël, M. Moubarak a souligné que, si cela arrivait, cet État aurait « le droit de riposter ». (AFP, Reuters.)

La Belgique partagée

BRUXELLES

de notre correspondant

Comme d'autres pays européens, la Belgique « rappelle » temporairement ses diplomates au poste à Bagdad et prend des mesures de sécurité intérieure, mais avec des États d'âme et des hésitations dus au fait qu'elle est dirigée par un gouvernement de coalition qui n'est pas nécessairement unanime devant les défis de l'heure présente.

Le ministre de l'Intérieur, M. Louis Tobback, a décidé de prendre des précautions qui devaient être approuvées par le gouvernement vendredi 11 janvier: renforcement des patrouilles de protection des ambassades à Bruxelles; écoute plus attentive des radios libres arabes pour prévenir tout discours en faveur de l'Irak; surveillance des communes à forte concentration d'immigrés.

Tradition pacifiste

La Belgique vit dans la hantise des attentats, tels ceux des Cellules communales combattantes, qui l'ensanglantèrent au milieu des années 80. Après d'autres attentats, commis par des terroristes palestiniens, la présence de nombreux immigrés arabes (quatre-vingt mille Marocains, plus de dix mille Algériens, plus de dix mille d'origine libanaise) fait réfléchir les autorités, même si elles essaient d'éviter tout discours de nature à renforcer une extrême droite qui gagna du terrain en soulignant ces problèmes.

M. Willy Claes, ministre des Affaires économiques, vient de déclarer au quotidien *le Soir*: « Le scénario militaire (dans le Golfe) est synonyme de la formation d'une bombe fondamentale, la bombe de la violence, la bombe de la haine, la bombe de la peur ». En brisant par ailleurs un tableau fait sombre des entraves sociales qu'imposerait une « économie de guerre », la ministre a rapprôché sans doute des préoccupations de ses électeurs du Parti socialiste flamand, de tra-

dition pacifiste depuis une première guerre mondiale pendant laquelle leurs pères furent commandés par des officiers francophones plus motivés qu'eux contre l'ennemi allemand.

La Belgique et des pacifistes patentés, qui viennent de se signaler en allant remettre à Bagdad du lait en poudre, sous le direction de l'ancien député européen Jaf Urburgs. Pour la mamant, les tiraillements éventuels au sein du gouvernement ne sont pas portés sur la place publique, mais certains analystes se demandent déjà si, en cas de guerre, le premier ministre social-chrétien n'aurait pas besoin de l'appoint d'un libéral, attentistes convaincus, absents de la coalition actuelle. Reçue récemment par le groupe français GIAT-Industries (le Monde daté 2-3 décembre), l'ambassadrice française à Bagdad, M. Genevieve Fabry, a déclaré que la Belgique n'avait pas, dans l'immédiat, des réductions d'effectifs annoncées, en raison des engagements « inévitables » que lui vaut la crise du Golfe. En revanche, une poudrière, à Huy, également près de Liège, n'a pas donné suite – sur l'ordre du gouvernement – à une commande britannique de munitions. Ce refus, sévèrement commenté par la presse de Londres, est déploré par le président du Parti social-chrétien francophone, M. Gérard Deprez, qui parle d'« erreur psychologique et de politique ».

Une autre cacophonie se prolongeait jeudi soir quant à la libération du terroriste Nasser Saeid en échange d'un otage belge du Fatah-Christ révolutionnaire, les campagnes de M. Jacqueline Valente à bord du *Silco* (le Monde du 5 janvier). Alors que la ministère des Affaires étrangères parait d'« accord de principe » pour un tel échange, celui de la justice avait apparemment des problèmes de conscience. Il est vrai que la situation créée par l'échec de la renouveau de Genève n'était pas de nature à faciliter l'élargissement d'un exécutif d'Abou Nidal, lui-même réconcilié avec M. Saddam Hussein.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La Chine « hors jeu »

PÉKIN

de notre correspondant

Pékin a de plus en plus l'impression que les jeux sont faits. Au cours de son point de presse hebdomadaire, jeudi 10 janvier, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères n'a pas répété moins de trois fois, un appel alarmé – presque un supplice – à l'Irak pour qu'il retire ses troupes du Koweït. « Nous exhortons l'Irak à adopter une approche réaliste et à retirer immédiatement ses troupes du Koweït », a-t-il lancé.

Sans faire explicitement référence aux efforts du secrétaire général des Nations unies ou de la France, il a souligné que la Chine « soutient toute activité diplomatique visant à trouver une solution pacifique à la crise ». Mais il n'a été sollicité avec insistance pour répéter la formule

rituelle de Pékin selon laquelle ces efforts doivent être poursuivis « tant qu'il existe une issue d'espoir pour la paix ». Depuis plusieurs jours, la télévision chinoise paraît vouloir donner l'impression à la population que la guerre est quasiment inévitable.

Que fera la Chine si elle échoue? Les responsables refusent de s'en ouvrir publiquement. Mais, en privé, un haut fonctionnaire nous confie le sentiment d'impuissance qui règne à Pékin: « Que voulez-vous que nous fassions? Porter l'affaire devant le Conseil de sécurité? Cela a déjà été fait, et nous nous sommes abstenus... » a-t-il dit avant de se réfugier dans le silence. Un diplomate occidental résumait en ces termes la situation du cinquième membre permanent du Conseil face à la crise: « Ils ont désolé l'impression d'être hors jeu ».

F. D.

Les Jordaniens jouent leur va-tout

En raison de son soutien à l'Irak, le roi Hussein n'a jamais été aussi populaire

AMMAN

de notre envoyé spécial

« Nous n'avons rien à perdre. Ici, nous voulons la guerre. Au moins cela bouleversera les choses et rien ne peut être pire que ce que nous vivons. » Déterminé, Fouad, marchand ambulancier dans le sud d'Amman, est loin d'être isolé dans cette logique de guerre. Une partie des taxis d'Amman, ne saurait tromper. Si les Jordaniens ont un peu évolué dans leur appréciation du président irakien, en particulier à la suite de nombreux témoignages rapportés par les personnes évacuées du Koweït sur les atrocités commises là-bas par l'armée irakienne, c'est surtout qu'ils ont repris à leur compte cette guerre qui s'annonce de plus en plus: ils la feront si nécessaire pour eux-mêmes.

L'entrée en lice d'Israël et ses menaces directes sur le Royaume hashémite ont la détermination, en particulier dans les camps palestiniens, chez ces jeunes qui regardent avec fierté le soir les images de l'intifada et sentent qu'ils vont enfin être, à leur tour, partie prenante. « Eux reçoivent des bulletins, cela ne fait rien si nous recevons des bombes, nous nous battons », affirme ainsi Souheil, impatient d'en découdre.

La situation économique dramatique de la Jordanie, l'absence totale de perspective, l'accélération de l'immigration juive en Israël qui fait craindre à beaucoup que l'État hébreu profite de cette crise pour expulser les Palestiniens des territoires occupés vers la Jordanie, expliquent pour une large part l'ardeur volontaire d'en finir, et par la guerre, « le moyen le plus réaliste », « s'il y a un accord, qu'on nous le dise, déclare Abdallah, avocat. On sera de nouveau obligés de mendier, de nous humilier devant les pays du Golfe – qui nous puniront de ne pas les avoir suivis... de combler l'échec devant

l'Occident pour percevoir son aide. Non, de cela nous ne voulons plus ».

Le désespoir total d'une majorité de la population, dont le quart vit au-dessous du seuil de la pauvreté, explique aussi la lente dérive islamique de la Jordanie où, pour la première fois dans l'histoire du Royaume, les Frères musulmans ont fait leur entrée au gouvernement. Leur participation est certes la conséquence logique du processus démocratique engagé et poursuivi par le roi Hussein, mais elle forme l'un des groupes les plus importants du Parlement. Celle-ci est « bénéfique », disent pour se rassurer les partis de gauche, en expliquant qu'ainsi « leur présence suppléera le rôle démocratique et que la population pourra mieux juger leur incapacité à faire face aux problèmes du pays ». « Ils ne

pourront rien faire de sérieux, renchérit un proche du pouvoir, puisque des mesures importantes exigent un accord au conseil ».

Il n'empêche qu'en leur confiant des portefeuilles qui ne sont peut-être pas « politiques », mais qui sont ceux de l'éducation, de la santé, du développement social, de la justice, les plus proches des préoccupations des gens, le régime amplifie les moyens d'action qui étaient déjà à l'origine de leur succès. « C'est un précédent, affirme ainsi un intellectuel laïque, qui dénote à tout le moins une politique de court terme, sans vision globale de la société qu'on forme pour le futur. Mais, peut-être, dans la perspective de la guerre, le gouvernement en avait-il besoin pour en cas de débordements dans les rues, calmer les esprits et canaliser les

colères. » Têché ardue, et d'ailleurs pas évidente, tant les islamistes jordaniens sont divisés, les Frères musulmans d'origine palestinienne, ou plus généralement les islamistes « palestiniens », étant beaucoup plus radicaux que leurs coreligionnaires jordaniens. Les premiers étaient d'ailleurs contre toute participation au gouvernement, et les cinq nouveaux ministres Frères musulmans sont tous des transfugeants qui ont toujours fait montre de leur loyauté vis-à-vis de la famille hashémite.

Quoi qu'il en soit, le roi Hussein paraît avoir beaucoup plus suivi son peuple qu'il ne l'a conduit, et cela explique la popularité réelle et sans égale dans l'histoire dont il jouit depuis son avènement. C'est certes une popularité de circonstance, mais elle est aussi, pour certains, une popularité de conviction. L'interrogation publique sur le soutien apporté à l'Irak et au président Saddam Hussein, et sur les conséquences qu'il a entraînées pour le pays, ne remettent pas en cause le roi.

Les différences d'appréciation sont essentiellement fonction de ce que les gens ont à perdre, et à cet égard les Jordaniens ont bien conscience que c'est l'existence de leur pays qui est en jeu. Dans la situation actuelle, les dés sont jetés, et, comme l'a déclaré le premier ministre au Parlement, « la Jordanie résistera de toutes ses forces contre une intervention aérienne ou terrestre israélienne et demandera l'aide de la Syrie et de l'Égypte. Si la guerre éclate, elle ne sera pas limitée et entraînera la disparition de nombreux régimes. Ceux qui peuvent décider de la guerre ne déterminent pas la décision de la terminer, et les Arabes et les musulmans ne pourront pas rester muets et inactifs ».

Une affirmation qui rejoint quelque peu les « désirs » et les « espoirs » de la rue. Après avoir tout essayé pour éviter la guerre, le roi Hussein, dont la tournée en Europe a quelque chose de pathétique tant elle est dépassée, semble s'en remettre au destin, avec pour lui le seul confort de bénéficier, au moins jusqu'à maintenant, du soutien de son peuple.

FRANÇOISE CHIPAUX

L'offensive arabe
« ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

« L'offensive arabe ressemblerait au débâcle »

LA CRISE DU GOLFE

Selon le Pentagone

L'offensive alliée contre l'Irak « ressemblerait au débarquement en Normandie »

Une offensive alliée contre l'Irak serait « une opération planifiée ressemblant au jour J du débarquement en Normandie le 6 juin 1944 », a indiqué jeudi 10 janvier le porte-parole du Pentagone. « Il y a un plan très complet » d'une éventuelle attaque et, si elle se produit, elle sera organisée en une série de « phases soigneusement mises au point ». Le porte-parole a toutefois ajouté qu'il n'évoquait le débarquement en Normandie que pour souligner la différence existant entre une situation à la vietnamienne et celle qui prévaudrait en cas de conflit avec l'Irak. Le souvenir du Vietnam demeure en effet traumatisant pour l'armée américaine.

Huit bâtiments de guerre américains, dont le navire d'assaut USS, sont entrés dans le Golfe, ont annoncé jeudi à Ryad des sources militaires américaines. Cette flottille, qui sera très rapidement suivie d'une autre, conduite par le porte-avions Midway, transporte

environ dix mille hommes. Un troisième convoi de dix-huit bateaux doit arriver « prochainement » à l'entrée du Golfe.

Un avis négatif de la CIA sur l'embargo

Pendant ce temps, le directeur de la CIA a estimé que l'embargo appliqué par les Nations unies contre l'Irak ne le conduirait pas à retirer ses troupes du Koweït, même s'il restait en place pendant encore six mois à un an. « Il est improbable que les difficultés économiques seules contraignent Saddam Hussein à se retirer du Koweït ou provoquent en Irak un mécontentement populaire menaçant le régime. C'est particulièrement vrai si l'Irak ne croit pas qu'une attaque de la coalition est probable pendant cette période », a déclaré jeudi M. William Webster. Selon ce dernier, les forces et les défenses aériennes irakiennes souffriraient bien plus que l'armée de terre des

effets du blocus. Mais l'aviation ne devrait pas jouer un grand rôle dans un éventuel conflit.

Les États-Unis n'ont pas l'intention de maltraiter des « forces importantes » dans la région du Golfe, une fois disparue la « menace » créée par l'occupation irakienne du Koweït, a indiqué jeudi à Bruxelles, au siège de l'OTAN, le secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires européennes, M. Raymond Seitz. Sur le front saoudien, d'intenses préparatifs militaires se poursuivent, ont pu constater des correspondants de presse sur place.

Commande de sacs-cercueils

Sur les axes principaux, notamment les routes venant de Ryad et de Doha, des centaines de chars, de jeeps, de camions et de camionnettes montent sans interruption vers le front. Les autorités saoudiennes continuent d'élargir les

piétons pour faire face au trafic. A la Cité militaire du roi Khaled, devenue la capitale du secteur occidental du front, nombre de ces convois convergent avant d'être « défilés » vers les positions avancées.

Parmi les préparatifs du Pentagone, une commande de seize mille sacs-cercueils (« body-bags ») vient d'être passée. Le porte-parole du département de la défense a indiqué qu'ils seraient plus solides que ceux jusqu'à présent utilisés par l'armée américaine.

Enfin, la Grande-Bretagne a demandé à l'UEO (Union de l'Europe occidentale) d'envoyer des dragons et des chasseurs de mines dans le Golfe, a rapporté jeudi le porte-parole du ministère néerlandais de la défense. Une mine a été détruite mardi dernier au large de Bahrein et huit autres ont été découvertes dans la zone des puits de pétrole offshore du nord de l'Arabie saoudite. (AFP, Reuters)

Renforcement général des mesures de sécurité aux États-Unis

Les États-Unis ont renforcé leurs mesures de sécurité notamment pour la surveillance des frontières et du transport aérien, dans la crainte d'attaques terroristes à l'approche de l'échéance du 15 janvier.

Surveillance des frontières : selon l'Office d'immigration (INS), tous les voyageurs titulaires de passeports irakiens et koweïtiens entrant aux États-Unis sont photographiés et leurs empreintes digitales relevées. Il y aurait aux États-Unis soixante mille immigrants irakiens et huit mille cinq cents étudiants et visiteurs.

Résidents arabes : le FBI a annoncé qu'il tentait de recueillir des informations sur d'éventuelles menées terroristes auprès de membres de la communauté arabe aux États-Unis. Cette opération n'a pour l'instant rien donné, mais elle a été critiquée par les associations d'Américains arabes et le président de la sous-commission de la Chambre des représentants pour les droits civiques, M. Roy Edwards a

demandé son annulation du fait de ses aspects « discriminatoires ».

Centrales nucléaires : la Commission de réglementation du nucléaire (NRC) a indiqué qu'elle avait demandé aux responsables des centrales nucléaires de renforcer les mesures de sécurité et de relever tout ce qui semblait inhabituel dans leur environnement.

Transport aérien : l'Administration fédérale de l'aviation (FAA) a refusé de divulguer le détail des mesures de sécurité adoptées, mais des sources aéronautiques ont indiqué que des plans conséquents avaient été établis.

Enfin, sur le littoral, la sécurité a été renforcée, notamment autour des ports et des usines côtières, tandis que le filtrage des visiteurs sera plus sévère à l'entrée des bâtiments publics. (AFP)

Le débat sur la future couverture des événements

Des journalistes américains portent plainte contre leur gouvernement

Treize organes de presse et journalistes américains ont déposé plainte, jeudi 10 janvier, contre le gouvernement des États-Unis car ils estiment que les restrictions qu'impose le Pentagone aux reporters pour la couverture de la crise du Golfe étaient anti-constitutionnelles.

Le département de la défense a décidé lundi que, en cas de guerre, les journalistes devront travailler en « pools accorés par des militaires » et que toutes les dépêches devront être visées par la censure militaire avant d'être envoyées.

« Ces nouvelles restrictions équivalent à une politique de censure pour la première fois dans l'histoire de la guerre moderne », ont déclaré les plaignants, parmi lesquels figurent

les magazines The Nation et Harper's et les écrivains E. L. Doctorow et William Styron.

Une lettre de protestation

Jeudi matin, les dirigeants des quatre principales chaînes de télévision américaines, ABC, CBS, NBC et CNN avaient adressé une lettre de protestation au secrétaire à la défense, M. Dick Cheney.

L'agence Associated Press s'était, de son côté, insurgée contre un article du règlement du Pentagone interdisant de fournir des détails sur les « pertes et destructions importantes survenant sur le champ de bataille ». (AFP, Reuters)

Les entreprises françaises ont commencé à évacuer leur personnel de la région

Deux cent onze personnes, pour la plupart des ressortissants français, sont arrivées, jeudi 10 janvier, à Paris à bord d'un avion spécial venant de Tel-Aviv. La France avait affrété deux appareils pour rapatrier ses ressortissants dans les pays du Golfe et au Proche-Orient. Le second s'est rendu à Abou-Dhabi, capitale des Émirats arabes unis, et a effectué des escales successives à Qatar, Bahrein, Ryad avant de gagner la Jordanie. Il a débarqué 289 personnes vendredi matin à Paris. Le gouvernement français affrètera d'autres vols si nécessaire, indique-t-on au Quai d'Orsay. Mais aucune décision n'a été prise concernant l'évacuation des derniers diplomates se trouvant encore à l'ambassade de France à Bagdad.

Paris envisage cependant de réduire au strict minimum son personnel diplomatique dans les autres pays de la région. Pratiquement toutes les sociétés françaises travaillant dans le Golfe ont entrepris de rapatrier les familles de leurs collaborateurs. La Banque Indosuez, très présente dans la région notamment à travers sa filiale la Banque franco-saoudienne (soixante-trois agences en Arabie saoudite), a fait rentrer depuis la semaine dernière les familles de ses collaborateurs français, une trentaine de personnes au total. Pour ses mille trois cent quatre-vingt employés, un plan de repli sur Djeddah, dans le sud-ouest du pays, est prévu si la capitale de l'Arabie saoudite, Ryad, devenait vulnérable. « Pour le moment personne n'a demandé à partir, seules les familles rentrent », a précisé un porte-parole.

Les compagnies pétrolières, comme Total et Elf, rapatrient également les familles qui le souhaitent. Près de cent vingt Français travaillent pour Total à Abou-Dhabi et en Syrie et cent quarante pour Elf-Aquitaine au Qatar, en Oman et en Syrie. Elf a prévu des dispositions pour rapatrier ses employés en cas d'embargo général. Total pour sa part a signé un accord avec une compagnie aérienne pour le rapatriement immédiat « si nécessaire » des employés. Des dispositions de sécurité prises au sein des installations de Total, qui réalise près de 10 % de son chiffre d'affaires dans la région.

Bagdad se vide de ses diplomates

De même Ceglec a entamé le rapatriement des familles et Bouygues a indiqué que ses quinze collaborateurs, dont ceux employés à la construction de la ville nouvelle Al-Kharr, seraient mis à l'abri à 1 500 kilomètres de la zone du front. La Lyonnaise des Eaux-Dumex a déjà décidé de déplacer à Ryad près de mille employés (dont deux cents asiatiques) qui travaillaient sur l'aéroport de Dammam (nord-est de l'Arabie saoudite). Le groupe emploie trois mille trois cents personnes en Arabie saoudite. A l'inverse, Thomson n'a rien prévu concernant ses employés mais reste en « coordination étroite avec le Quai d'Orsay ».

Dans le secteur touristique, Accor (huit hôtels dans le Golfe) a déjà rapatrié les familles de ses employés et le Club Méditerranée a fermé il y a une semaine son village de Coral-Beach, près d'Éilat, en Israël.

Air France a décidé de maintenir ses vols vers le Proche et le Moyen-Orient dans les prochains jours mais applique des surcharges de tarifs de

100 à 200 dollars suivant les destinations pour couvrir les augmentations de primes des assurances.

La compagnie Aramco, qui produit la quasi-totalité du pétrole saoudien, a adopté un plan d'évacuation d'urgence pour les 14 000 travailleurs étrangers - sur un total de 46 000 - qu'elle emploie. Bien qu'elle soit devenue saoudienne à 100 %, la compagnie utilise encore les services de nombreux travailleurs détachés des compagnies américaines - Exxon, Chevron, Texaco et Mobil - qui, jadis actionnaires, sont restés les partenaires privilégiés de l'Aramco.

La compagnie a également prévu d'évacuer une partie de ses travailleurs locaux vers l'île de Bahrein ou vers les Émirats arabes unis en cas de guerre. Ces départs devraient affecter la production pétrolière saoudienne, bien que la compagnie ait prévu de

conserver sur place les travailleurs directement rattachés à l'extraction. Selon les experts américains, l'Aramco pourrait être amenée en cas de conflit à réduire sa production d'un quart au moins, certains champs, situés au Nord, près de la frontière koweïtienne, étant particulièrement exposés.

A Bagdad, les rangs de la communauté occidentale, s'écroulent, s'écroulent quasiment d'heure en heure. Les derniers diplomates font leurs valises, ou s'apprêtent à le faire, dans une course contre la montre. Les derniers diplomates font leurs valises, ou s'apprêtent à le faire, dans une course contre la montre. Les derniers diplomates font leurs valises, ou s'apprêtent à le faire, dans une course contre la montre.

Cinq cents médecins et infirmiers en Arabie saoudite

En France, vingt hôpitaux militaires sont à pied d'œuvre

A mesure que la date fatidique du 15 janvier se rapproche, le dispositif sanitaire mis en œuvre par l'armée française en vue d'une éventuelle guerre contre l'Irak se renforce. Au début de la semaine prochaine, cinq cents personnes appartenant au personnel de santé - dont une centaine de médecins - seront à pied d'œuvre en Arabie saoudite. Ce chiffre, indique-t-on au service de santé des armées, pourra doubler rapidement en cas de conflit important. En quelques jours, neuf cents personnes, dont environ deux cents médecins, pourraient être présentes dans la péninsule arabique.

Evacuation vers des zones « propres »

Une véritable chaîne sanitaire sera ainsi installée en chaque point du dispositif militaire français. Plusieurs hôpitaux mobiles de campagne sont d'ores et déjà opérationnels, aux

quels il faut ajouter une vingtaine d'équipes chirurgicales.

Ce dispositif sera complété, à l'avant, par des structures de décontamination chimique. L'objectif est de pouvoir immédiatement sauver la vie de blessés victimes d'une arme chimique. Pour ce faire, une première équipe médicale, elle-même protégée, à l'abri de toute contamination, aura pour tâche d'effectuer les premiers gestes de secours et d'évacuer les blessés - une fois décontaminés - vers une zone « propre », non polluée, selon des protocoles extrêmement précis.

Une fois parvenus dans cette zone décontaminée, les blessés, selon la gravité de leurs blessures, pourront être évacués, soit vers des hôpitaux lourds disposant de blocs opératoires situés à l'arrière du théâtre des opérations, soit vers la France. Destinées en particulier à ne pas engorger les hôpitaux de campagne, ces évacuations aériennes seront assurées, sur

place, par des hélicoptères sanitaires, et, entre l'Arabie saoudite et la France, par des avions également équipés de type Transall ou Hercules C-130. Ces derniers appareils peuvent transporter jusqu'à quatre-vingt blessés, tandis que les Transall peuvent accueillir un maximum de soixante blessés.

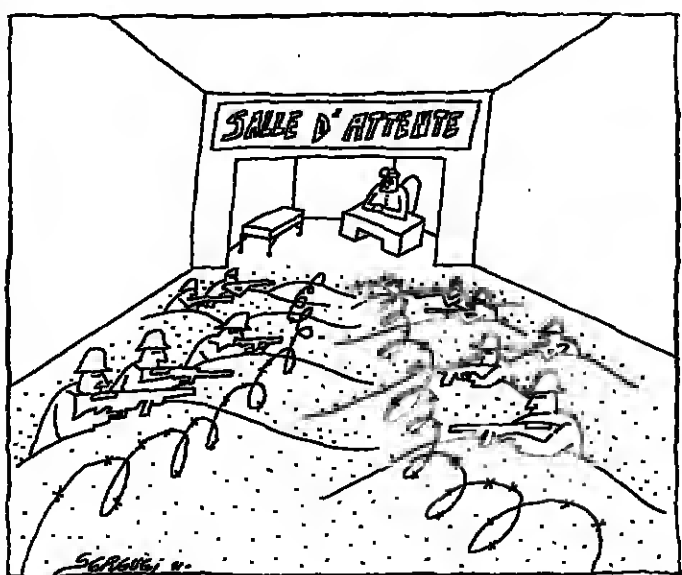
Outre ces avions militaires cargo, l'armée française pourra disposer d'avions de type DC-8. Les autorités militaires auront en outre la possibilité de réquisitionner, sur ordre gouvernemental, des avions civils. Cette éventualité est actuellement simplement « à l'étude », précise-t-on au service de santé des armées.

Une capacité en France de 7 000 lits

An total, en cas de conflit, les personnels de santé pourraient donc représenter près de 10 % des militaires français présents en Arabie saoudite. Soit un pourcentage à peu près identique à celui des forces américaines. Seule originalité : le service de santé a décidé d'envoyer à l'avant un psychiatre dont le rôle sera d'assurer un soutien psychologique aux combattants.

En France, les vingt hôpitaux militaires, dont la capacité maximale théorique est de sept mille lits, sont prêts à faire face à toute éventualité. Les stocks en médicaments et en matériels ont été vérifiés. Afin de disposer d'une capacité en lits maximale, des mesures ont été prises en vue de faire sortir au plus vite toutes les personnes hospitalisées ne nécessitant pas des soins particuliers. Un dispositif spécifique permettant de connaître à tout instant la disponibilité en lits a été mis en place.

Le plus difficile sera, en cas de conflit majeur, de disposer d'un nombre suffisant de lits spécialisés, en particulier en réanimation, en neurochirurgie ou à destination des grands brûlés. Dans une telle hypothèse, les autorités militaires pourraient décider d'activer le protocole santé-déficé de 1984 prévoyant la possibilité, en temps de crise ou en



temps de guerre, de faire appel aux hôpitaux civils.

Par ailleurs, contrairement aux États-Unis ou à la Grande-Bretagne, il n'a pas été décidé de rapatrier des médecins militaires résidents. « Ce qui n'exclut pas, indique-t-on de bonne source, qu'on le fasse en cas de besoin ».

La crainte des armes biologiques

Les mesures spécifiques prises pour parer à l'utilisation d'armes biologiques ne sont pas connues. On sait seulement que tous les risques ont été étudiés et que, pour chaque cas, des mesures particulières ont été prévues. Selon certaines informations, les spécialistes de ces questions craignent en particulier que les Irakiens utilisent des armes biologiques vectrices de la toxine responsable du botulisme. Il s'agit d'une intoxication due à l'ingestion de clostridium botulinum, toxine contenue le plus souvent dans la charcuterie avariée ou

dans des conserves mal préparées. Cette affection, qui débute en général par des troubles digestifs d'apparence banale, peut aboutir à la mort si ne sont pas mis en œuvre une vaccination (antitoxine) et une sérothérapie. En conséquence, des mesures de surveillance de la chaîne alimentaire et des circuits d'eau ont été mises en place dans le Golfe.

Extrêmement difficiles à produire et d'un maniement pour le moins compliqué, voire dangereux, les armes biologiques induisent, du seul fait de leur existence, une logique de terreur. De ce fait, et il en va de même pour les armes chimiques, les Irakiens ont tout intérêt à agiter la menace de leur utilisation qu'ils, en définitive, n'en pas y avoir recours. « Reste à savoir, reconnaît un observateur, si ce qui peut nous apparaître comme logique l'est forcément pour quelqu'un comme Saddam Hussein... »

FRANCK NOUCHI

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions en France après l'échec de la rencontre de Genève

Les manifestations pacifistes se multiplient

A la veille des manifestations contre la menace de guerre prévues samedi 12 janvier à Paris (1) et en province, la pression des organisations de gauche et des composantes du courant pacifiste se manifeste déjà sur la voie publique. Près de deux mille personnes se sont rassemblées, jeudi soir 10 janvier, à Toulouse, à l'appel de plusieurs formations (PCF, CGT, Verts, Mouvement de la paix, Appel des cent, Amis de la Terre, MRAP, SNES, LCR, Alliance rouge et verte (ex-PSU

et comités Juquin), pour exiger « la priorité à la négociation, le retrait des troupes, l'arrêt des ventes d'armes dans les pays du Golfe et une conférence internationale pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient ». A Cherbourg également, un millier de manifestants se sont regroupés derrière la bannière « Quelle comédie la guerre ! », citation du poète Jacques Prévert, mise en exergue par la PCF depuis quelques jours. La Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty

international/section française et SOS-Racisme demandent, vendredi 11 janvier dans un communiqué signé de leurs présidents, la « mise en œuvre urgente de conférences internationales sur les problèmes du Proche-Orient ». « Nous appelons le président de la République à poursuivre et à intensifier toutes les initiatives en faveur des négociations avant et après le 15 janvier », écrivent MM. Yves Jourfa, Alain Faure et Harlem Désir.

de Washington, son sang et ses ressources, son autorité dans le monde arabe, son indépendance de décision. L'honneur de la France et son intérêt lui commandent d'agir vite et de façon déterminée pour sauver la paix; sauver la paix sans capitulation, en permettant au Koweït de retrouver son existence indépendante, en permettant le règlement de la question palestinienne, ce qui est le but proclamé par l'ONU.

M. Chirac : « La guerre pratiquement inévitable »

Le quotidien du PCF a consacré une large place à la conférence de presse tenue jeudi après-midi au Café du Croissant, où fut assassiné Jean Jaurès à la veille de la guerre de 14-18, par les premiers auteurs de l'Appel des 75 lancé dès le mois de septembre par l'avocat Denis Langlois et d'autres personnalités de sensibilités politiques et philosophiques diverses.

Au nom de la Ligue communiste révolutionnaire, M. Alain Krivine a appelé « tous les soldats à refuser de partir ». « Nous refusons cette guerre

Pour le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, « le respect du droit international justifie la guerre, mais il ne s'agit pas du problème du rétablissement de la souveraineté du Koweït ».

Selon le président du CNL, M. Yvon Briant, « le bilan du gouvernement dans la crise du Golfe n'est en vérité qu'un trompe-l'œil », car M. Mitterrand « ne peut sérieusement prétendre à l'autonomie de la

diplomatie française ». Le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, pense, pour sa part, que « François Mitterrand enferme la France dans l'impasse de la guerre en envisageant la participation des troupes françaises à la confrontation armée voulue par les Etats-Unis », alors que « notre pays, a déclaré jeudi le député européen, pourrait jouer un rôle de médiateur, précieux recours en cas de conflit, en raison de son crédit auprès des nations arabes. François Mitterrand va gaspiller cette chance en plongeant dans la mêlée sanglante sous le prétexte inacceptable que « la France doit tenir son rang », a ajouté M. Waechter. Aujourd'hui, seule une large mobilisation de l'opinion publique peut enrayer le processus guerrier : décidément, nous n'avons pas encore quitté l'ère de la barbarie ».

(1) Un rassemblement à lieu à 14 h 30 à la Bastille. Un autre est prévu à 14 h 30 à la Madeleine. Les organisateurs de cette seconde manifestation jugent « l'opportunité et l'indispensabilité de la présence de députés du Front national qui ont appelé les militaires d'extrême droite à rejoindre ce rassemblement (Le Monde du 11 janvier).

M. Jean-Pierre Chevènement appelle les Etats-Unis à faire « un très petit geste »

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a invité, jeudi 10 janvier, les Etats-Unis à accepter l'idée d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. « Les Etats-Unis, a-t-il dit, pourraient faire un très petit geste qui permettrait à Saddam Hussein de faire un beaucoup plus grand geste et à retirer ses troupes du Koweït. » (Nos dernières éditions du 11 janvier).

« La France tient plus que tout, chacun le sait, mais il faut le redire, a expliqué M. Chevènement, à cette conférence internationale évoquée récemment par le Conseil de sécurité de l'ONU et que

le Proche et le Moyen-Orient n'ont que trop attendue. Chacun sait que cette conférence s'imposera de manière plus impérieuse encore après ce conflit. Alors pourquoi ne pas en faire aujourd'hui l'annonce, si celle-ci permet de faire l'économie de ce conflit ? Telle n'est pas la position des Etats-Unis, mais telle est celle de la France ».

A propos de l'échec des conversations de Genève entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre irakien des affaires étrangères, le ministre de la défense a regretté que « ces négociations aient été bien tardives », si tant est qu'on puisse parler de négociations ».

« Une longue période de troubles graves »

M. Chevènement, qui présentait ses vœux à la presse, a ajouté : « Le conflit pourrait être court, mais il pourrait aussi être long. Sachez que nos soldats ne sont pas des va-t-en-guerre. Mais ils sont prêts à se battre si l'ordre leur en est donné, comme je le suis moi-même à appliquer les directives que me donnera le président de la République : avec détermination et la volonté d'atteindre les objectifs fixés (...). Ce conflit, s'il éclatait, serait sans doute meurtrier et annoncerait une longue période de troubles graves, non seulement au Moyen-Orient, mais probablement dans tout le monde arabe. Il serait illusoire d'imaginer que cela resterait sans conséquences pour notre économie aussi bien que pour notre société et pour les valeurs républicaines auxquelles nous sommes attachés. Peu d'observateurs en mesurent l'ampleur. » (Lire également page 28.)

CORRESPONDANCE

L'Arabie saoudite et les vœux

Nous avons reçu de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Paris une lettre démentant l'existence d'une circulaire officielle demandant aux Saoudiens de ne pas présenter des vœux aux chrétiens à l'occasion des fêtes.

Le Monde du 29 décembre 1990 a publié ce qu'il a considéré comme une circulaire saoudienne invitant les musulmans à ne pas répondre aux vœux que leur adressaient des non-musulmans.

(...) Aucune circulaire de la sorte n'a été émise par le gouvernement saoudien, et si aujourd'hui je vous écris, avec un temps de retard, pour non seulement démentir mais également dénoncer cette « nouvelle », c'est

parce que la chose est tellement grotesque et incroyable que les autorités saoudiennes ont tenu à effectuer les vérifications nécessaires avant d'émettre un démenti. (...) J'aurais-il un tract distribué par des illuminés comme il en existe dans toutes les sociétés ? Nous ne pouvons l'exclure, mais confondre cela avec une circulaire affichée dans les administrations saoudiennes nous paraît grave, regrettable et susceptible de semer le trouble dans les esprits.

JAMIL AL HEJAILAN
Ambassadeur d'Arabie saoudite à Paris
(Le Monde possède copie de cette circulaire authentifiée par un tampon officiel.)

Une déclaration de la commission française Justice et Paix

Mgr Jacques Delaporte, archevêque de Cambrai et président de la commission française Justice et Paix, a publié, jeudi 10 janvier, une déclaration : « Nous sommes conscients des conséquences terribles d'une éventuelle action armée dans le Golfe. Catholiques, nous ne pouvons pas nous résigner à la guerre, à ce "moyen le plus barbare et le plus inefficace de régler les conflits" (Jean-Paul II) (...) ».

« Nous ne pouvons pas plus nous résigner aux violations du droit international, qu'à ce que soit l'heure ou la nouvelle situation internationale permettait d'envisager peut-être un monde marqué par plus de respect pour les droits de chaque homme, plus de respect de chaque femme, plus de respect de chaque enfant, un monde où le rôle plus important joué par l'ONU, et plus de chance donnée à la justice. (...) ».

Entre ce double refus, quel chemin prévoyez-vous ? Nous sommes conscients de la complexité de cette situation qui nous dépasse et de notre impuissance à peser sur la décision. Cependant, nous proposons, à la mesure de la responsabilité de chacun, les attitudes et gestes, suivants : 1) La prière (...). 2) L'information, plus complète sur la situation, pour mieux comprendre nous-mêmes les enjeux et connaître les nations qui ont part à ce conflit, en vue de préparer un avenir commun. 3) Le jeûne : de pénitence, pour les responsabilités françaises dans les désordres actuels (vente d'armes...), de solidarité avec ceux qui souffrent de

La CGT de Savoie envisage de bloquer les trains de matériel militaire américain

A l'occasion de la journée de manifestations contre la guerre, prévue ce samedi 12 janvier, l'union départementale CGT de Savoie envisage de bloquer, à Chambéry, les trains chargés de matériel militaire - provenant des bases américaines en Allemagne et se dirigeant vers Liourne (Italie) - à destination du Golfe. Depuis le 29 décembre 1990, selon la fédération des cheministes CGT, plus d'une trentaine de ces convois, composés de trente-cinq wagons, ont traversé l'« incognito » par la France, sur la ligne internationale Dijon-Modane. Pour M. Michel Vallée, secrétaire de l'union départementale, qui n'achète pas de prolonger cette action ultérieurement, il importe de « sensibiliser l'opinion au fait que la France est déjà associée, concrètement, à l'effort de guerre américain, puisque ces transports sont organisés avec l'accord des autorités nationales ». (Correspondance.)

M. Joxe évoque la « menace terroriste »

Lors de la cérémonie des vœux à la presse au ministère de l'intérieur, jeudi 10 janvier, M. Pierre Joxe a brièvement évoqué la « menace terroriste » qui pèse actuellement sur la France en raison de la crise du Golfe (nos dernières éditions du 11 janvier). « Cette crise, dont la gravité est prise en compte par tous, a expliqué le ministre de l'intérieur, nous conduit depuis plusieurs mois à une vigilance renforcée pour assurer la sécurité de la France et des Français. En raison des enjeux multiples qui sous-tendent cette période de tension, la menace terroriste conduit à une attention et à des dispositions nouvelles, en coopération avec les pays amis. Des mesures de sécurité entrent en vigueur progressivement en fonction de l'évolution des risques et concernent notamment la surveillance, la coordination et l'acquisition des moyens mobilisés. Les préfectures et les services de police ont reçu des instructions qui permettent

M. Delors croit encore par « intuitif » à la paix. - Le président de la commission européenne, M. Jacques Delors, a déclaré, vendredi 11 janvier, à l'issue d'une entrevue avec le président de la République à l'Elysée, qu'il voulait encore croire par « intuitif » aux chances de la paix dans la crise du Golfe. Interrogé sur ces chances, M. Delors a répondu : « Mon intuition me dit que oui, mon espoir aussi. »

Veillée de prière à Notre-Dame de Paris. - Une veillée d'adoration et de prière pour la paix aura lieu lundi 14 janvier, de 19 h 30 à 22 heures en la cathédrale Notre-Dame de Paris. La veillée sera retransmise sur les ondes de Radio-Notre-Dame jusqu'à 20 h 45.

ASIE

CHINE

Protestation mesurée de Pékin contre la visite de M. Fauroux à Taiwan

PÉKIN

de notre correspondant

Le ministre français de l'Industrie, M. Roger Fauroux, qui vient de passer six jours à Taiwan, a estimé jeudi 10 janvier que les relations officielles entre Paris et le régime nationaliste chinois iront en s'étoffant au fur et à mesure que les échanges économiques s'accroîtront. Interrogé, au cours d'une conférence de presse donnée à l'issue de sa visite, sur l'éventualité de l'ouverture d'une délégation générale française ayant un caractère plus officiel que l'actuel Institut français de Taipei, M. Fauroux s'est gardé d'envisager une dimension politique aux rapports franco-taiwanais, qui ne manqueraient pas de provoquer l'ire de la Chine populaire.

A Pékin, à peu près simultanément, le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait condamné de façon mesurée la visite. Il s'agit d'une « erreur » de la part de la France, d'une action « inacceptable » qui « va à l'encontre des principes ayant présidé à l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoises » en 1964 et « des engagements de la France à ne reconnaître qu'une seule Chine ». Dure dans le ton, cette déclaration « à chaud » semble cependant témoigner d'un réalisme nouveau de la part de Pékin : le porte-parole n'a pas brandi la menace de « conséquences » dans les relations entre Paris et Pékin, formule généralement employée pour annoncer des représailles diplomatiques.

Il n'est pas exclu que le régime communiste effectue une représentation plus musclée auprès de Paris

pour protester contre cette visite. Mais, en privé, un haut fonctionnaire de la diplomatie continentale n'a pas caché que, face à cette première franco-taiwanaise, les moyens de rétorsion de Pékin étaient aujourd'hui particulièrement faibles.

Au cours du séjour de M. Fauroux à Taipei, Paris et le régime nationaliste chinois ont effectivement élargi leur coopération semi-gouvernementale avec deux lettres d'intentions marquant leur volonté d'échanges dans le domaine de la lutte anti-pollution et des innovations technologiques et industrielles. Une structure permanente de consultation entre le ministère français de l'Industrie et celui des affaires économiques de Taiwan sera créée à cet effet.

Invité à titre « privé » par Taipei, M. Fauroux n'en a pas moins été reçu par le président Lee Teng-hui ainsi que par plusieurs membres du gouvernement, dont son premier ministre, M. Hau Pei-tsun. Il s'est déclaré encouragé par l'intérêt manifesté en haut lieu pour les offres technologiques françaises comme le TGV, une centrale pouvant constituer la quatrième phase du programme nucléaire de Taiwan ou les projets de métro ; mais il a précisé que ces dossiers devaient suivre leur cours sur le plan technique et commercial.

M. Fauroux a assuré que l'éventualité de ventes d'armes françaises à Taiwan, cause d'un désaccord entre Paris et Pékin il y a tout juste un an avec l'affaire des frégates, n'avait pas fait l'objet de discussions. Mais il ne paraît pas nécessairement pour tous les hommes d'affaires l'accompagnant.

FRANCIS DERON

A TRAVERS LE MONDE

LIBAN

Le Parlement a accordé sa confiance au gouvernement de M. Omar Karamé

Le Parlement libanais a accordé, mercredi 9 janvier à Beyrouth, sa confiance au nouveau gouvernement, par 37 voix contre trois, sur les 40 députés présents. 27 députés n'ont pas pris part au vote. L'investiture par le Parlement du cabinet de réconciliation nationale de 30 membres, en majorité pro-syriens, formé le 24 décembre par M. Omar Karamé, était prévue par les accords de Taef.

Plusieurs parlementaires ont cependant exprimé leurs griefs à l'égard de ce gouvernement. Ainsi, M. Albert Moukheiber, député du Metn (grec-orthodoxe, indépendant), a estimé qu'il fallait à l'écarter une « grande partie de l'opinion publique » qui éprouve le général Michel Aoun et lui a refusé sa confiance. De même, M. Najih Wakim (député de Beyrouth, grec-orthodoxe), a refusé sa confiance et a critiqué le processus de désignation du gouvernement, estimant que la nomination de M. Karamé était acquiescente aux consultations entreprises par le président Elias Hraoui en vertu des accords de Taef.

Des formations qui affirment représenter le « camp chrétien » considèrent que celui-ci est sous-représenté dans l'équipe actuelle face aux ministres pro-syriens. Le radio du parti Karabé a fait état de « pressions sur certains députés » pour qu'ils assistent à la réunion de mercredi, et dénoncé le « gouvernement monocolor ». Les évêques maronites ont mis en garde contre « toute tentative de donner l'avantage à un des protagonistes de la guerre au Liban ». (AFP.)

ROUMANIE

Démission des autorités locales à Timisoara

Le maire de Timisoara, le commandant de la police de la ville et le préfet du département de Timis (ouest de la région) ont présenté leur démission jeudi 10 janvier, au premier jour d'une grève locale par les syndicats libres locaux pour obtenir le départ du gouvernement de M. Petre Roman. Sept des deux cents entreprises de

Timisoara ainsi que les quatre universités de la ville suivent le mouvement de grève. Aucune raison n'a été fournie pour expliquer cette série de démissions. (AFP, UPI.)

Accident de l'avion présidentiel. L'avion du président Ion Iliescu, avec seul l'équipage à bord, s'est écrasé jeudi 10 janvier en tentant un exercice d'atterrissage d'urgence sur l'aéroport de Bucarest. Il n'y a pas eu de victimes mais le Boeing 707 présidentiel, qui servait aussi aux déplacements de Nicolas Ceausescu, a été gravement endommagé. (AFP, Reuters.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le Parlement rouvre le dossier des anciens collaborateurs de la police politique

Le Parlement tchécoslovaque a donné son feu vert, jeudi 10 janvier, à l'ouverture d'une nouvelle enquête destinée à démasquer les anciens agents et collaborateurs de la police politique communiste (Sb) au sein de l'appareil d'Etat.

La résolution adoptée par les députés juge « inadmissible » que d'anciens collaborateurs de la Sb continuent d'occuper des fonctions au Parlement, au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle.

Une demande en ce sens avait été présentée par l'ancien dissident catholique Václav Benda, vice-président du Parlement et chef du Parti chrétien-démocrate. Le vice-ministre de l'Intérieur, chargé du démantèlement de la Sb, M. Jiri Ruml, qui s'est toujours inquiété de l'activisme persistant des anciens agents de la police secrète (Le Monde du 21 septembre), a affirmé qu'un « vaste réseau » de collaborateurs, estimés à 140 000 avant le changement de régime, continuait d'agir au sein de la société.

Par ailleurs, le Parlement a adopté mercredi la loi sur les droits et les libertés fondamentales qui ouvre la porte du Conseil de l'Europe à la Tchécoslovaquie. (AFP.)

COLOMBIE : colèvement d'un sénateur. - Un sénateur du Parti libéral au pouvoir, M. Ivan Gomez Osorio, a été enlevé jeudi 10 janvier par trois hommes armés à la sortie de son bureau, à Medellín, siège du cartel de la drogue. (Reuters.)

Portugal : le sacre

M. Soares

Le Portugal a élu son premier président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

M. Soares, 57 ans, a été élu président de la République

EUROPE

Portugal : le sacre attendu de « Don Mario I^{er} »

Le président de la République, M. Mario Soares, est assuré d'obtenir un second mandat dès le premier tour de l'élection du 13 janvier

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas qu'il s'ennuie, Mario Soares. Ce mercredi 9 janvier, par exemple, dans les rues entourant le Jardim da Parada de Lisbonne, il semble même prendre un certain plaisir aux bains de foule traditionnels. Pas dupe, le président de la République se rend bien compte que le cortège qui l'entoure est composé en grande partie de notables du Parti socialiste portugais, des vieux combattants de la lutte antifasciste aux jeunes technocrates du socialisme new look. Mais on sent qu'il aime ce contact direct avec « ses » Portugais : la solide poignée de main et le clin d'œil entendu à monsieur, la bise à madame et la caresse à la petite Bruf, « Don Mario I^{er} », comme on l'appelle ici, apprécie son sacre.

Car c'est de cela qu'il s'agit, beaucoup plus que d'une élection normale. Assuré, faute d'opposants crédibles de l'emporter dimanche dès le premier tour de l'élection présidentielle, M. Mario Soares savoure donc sa popularité comme il pouvait le faire, lui, le geste d'un porteur de laïcité, le visage d'un homme de bien, le visage d'un homme de bien, le visage d'un homme de bien.

Alors pourquoi cet air de lassitude, ce léger désenchantement qui flotte autour de M. Soares. Sans doute parce que, sous les aspects ronds et bon enfant du président de la République, se cache un animal politique hors pair qui aime avant tout se battre contre des adversaires de chair et de sang. Or, son véritable ennemi lors de cette élection en trompe-l'œil, c'est cette chose molle et sans consistance, cet édredon qui s'appelle l'abstention, et à l'aune de laquelle on jugera sa performance.

Qu'elle semble lointaine l'élection présidentielle de 1986, où Mario Soares avait emporté de quelques dizaines de milliers de voix au second tour après une lutte acharnée contre ses rivaux. Jusque-là, il fallait le voir : le Parti tout seul contre l'avis unanime des dirigeants socialistes, crédité au départ de moins de 8 % des voix par les sondages, il avait réussi le tour de force de faire mordre la poussière à son adversaire de

droite, M. Diogo Freitas do Amaral. « Les choses étaient simples, dit un militant socialiste avec regret, c'était la droite contre la gauche. »

Le moins que l'on puisse dire est que, cinq ans plus tard, cette simplicité bilatérale a fait place à une redoutable complexité. Car le parti au pouvoir, le Parti social démocrate (PSD) du premier ministre, M. Aníbal Cavaco Silva, qui représente la droite libérale et qui a obtenu la majorité absolue aux législatives de 1987, a totalement brouillé les cartes en décidant de ne pas présenter de candidat et de soutenir... Mario Soares. Ce dernier sait bien — on ne le lui fait pas — que ce cadeau est aussi un cadeau empoisonné et que l'autoroute qui lui a été ainsi apparemment ouverte est semée d'embûches. Car si, côté droit, le PSD soutient Mario Soares, côté gauche, le PSD soutient aussi le candidat de son adversaire, M. Cavaco Silva lui-même, dans le secret de l'isolement, ne mettra pas un bulletin blanc dans son enveloppe.

Cohabitation « à la portugaise »

Le premier ministre ferait ainsi d'une pierre deux coups. En effet, M. Soares sera isolé, car le président de la République, dans le régime semi-présidentiel portugais, a, en fin de compte, peu de pouvoirs. Mais, s'il fait un score moyen il ne pourra pas jouer de rôle important dans l'échec, crucial, des élections législatives d'octobre prochain. Elections au cours desquelles le Parti social-démocrate et le Parti socialiste — que les sondages donnent pour le moment à égalité avec environ 30 % des voix chacun — vont s'écarter joyeusement. De quoi alimenter donc à satiété les commentaires sur l'étrange cohabitation « à la portugaise » entre M. Soares et M. Cavaco Silva, et sur les relations ambiguës entre le président de la République et le premier ministre. L'affrontement entre eux n'aura été digne de sens.

Et quel beau combat ! Tout oppose en effet les deux hommes qui dominent actuellement la vie politique portugaise. Jusqu'à leur physique : autant « Cavaco » est long, anguleux, austère, voire terne, autant « Mario » est rond, raffiné, joueur et charismatique. « Si le premier ministre ne respecte pas d'abord le président de la République pour des raisons poli-

tiques et juge sévèrement ses changements de registre, Mario Soares, de son côté, ne respecte pas beaucoup Cavaco Silva pour des raisons sociales. Lui, le sceptique, le pur produit de la bourgeoisie éclairée de Lisbonne, le fils d'un des ministres de la première république portugaise, ne semble avoir que du mépris pour cet enfant de paysans d'Algarve, à l'esprit un peu borné et qui n'a pas hésité à dire un jour qu'il ne se trompait jamais et qu'il avait rarement des doutes », commente un journaliste portugais.

Faute de joutes électorales en bonne et due forme, le combat se déroule malgré tout à fleur de mouche. Cavaco Silva, sûr de sa majorité absolue à la Chambre, gouverne comme si de rien n'était et inaugure à tour de bras les moindres réalisations de son gouvernement. Et, lorsqu'on l'interroge sur les élections de dimanche, il se contente d'encourager ses concitoyens. « À aller voter. Ni plus ni moins. Mario Soares même campagne sur des thèmes les plus académiques possibles : l'Europe, la solidarité. Son emblème n'est plus le poing vengeur sur fond rouge du Parti socialiste portugais, mais une rose accueillante sur fond blanc et son slogan reste : Soares est un « fixe ». Traître : on « type chouette ».

Des adversaires plutôt timides

M. Cavaco Silva ne s'étant pas lancé dans la bataille, Mario Soares doit donc se contenter d'adversaires dont lui-même regrette le manque de poids. Encore que le candidat de droite, M. Basílio Horta, un avocat de quarante-sept ans, que les sondages initiaux donnaient comme pouvant difficilement atteindre 10 % des voix, semble en train de filer avec la barre des 20 %. Soutenu du bout des lèvres par les notables de son parti, le Centre démocratique et social (CDS), qui s'était complètement effondré aux dernières législatives, M. Basílio Horta, qui fut ministre de Soares lors de celui-ci dirigeait le gouvernement, même une campagne politique qui trouve un écho certain. Critiquant la décolonisation, qui « a spolié les Blancs et livré les Noirs à eux-mêmes », s'opposant à l'Europe fédérale — « il faut plus de Portugal en Europe et moins d'Europe dans le Portugal », répliquant à l'avis que le Portugal est « un petit pays mais une grande nation », M. Horta, rabai-

sien, accrocheur, remarquable tribun (Soares le compare à Le Pen), a lancé un brûlot dans la campagne électorale : une affaire de corruption touchant un ancien gouverneur de Macao, proche de Mario Soares, et qui, tôt ou tard, pourrait ébranler le président de la République. Il n'a pas hésité à traiter Mario Soares de « parrain ». S'il fait un score honorable à l'élection présidentielle de dimanche, et tout semble indiquer qu'il le fera, il faudra certainement compter avec lui dans les années à venir.

Timide, le candidat du Parti communiste, M. Carlos Carvalhas, un économiste de quarante-huit ans, a la redoutable mission de faire ses preuves comme dauphin éventuel du légendaire Álvaro Cunhal, l'éternel numéro un du PCP. Crédité de 6 % des voix dans les sondages, au début de la campagne, son loin des 12 % à 13 % habituels des communistes, il semble remonter son handicap en faisant une campagne centrée sur l'amélioration du niveau de vie des Portugais. Interrogé sur l'évolution des pays d'Europe de l'Est, il répond qu'il ne se sent pas responsable de ce qui se passe à 3 000 kilomètres du Portugal et qu'il ne faut pas juger un homme de cinquante ans sur toutes ses actions passées, « sinon ça dirait-on de François Mitterrand et de son rôle pendant la guerre d'Algérie ».

Quant au dernier candidat, le gentil Carlos Marques, qui représente le petit parti d'extrême gauche, l'Union démocratique populaire (1 % des voix aux dernières législatives), il a abandonné la vulgate gauchiste pour un discours fondé sur la solidarité nécessaire entre tous les Portugais. S'il réussit à atteindre 3 % des voix, ce que les sondages lui permettent d'espérer, il aura donc amplement rempli son contrat.

Aussi, comme tous les autres candidats, pourrait-il fêter sa victoire dimanche prochain. Mario Soares sera élu président de la République pour la deuxième fois consécutive, Basílio Horta aura montré qu'il faut compter avec lui, Carlos Carvalhas n'aura pas démenti l'ombre de Cunhal et Carlos Marques aura prouvé que double les voix de son parti. Le temps des affrontements idéologiques violents semble donc clos, ici comme ailleurs. Le Portugal est bien un pays européen et les cillats sont définitivement fanés.

JOSÉ-ALAIN FRALON

baltes». D'autres font valoir que la proximité du sommet Bush-Gorbatchev — toujours souhaité par Moscou à la date du 11 février — oblige le Kremlin à la prudence.

Gesticulation

Enfin, d'autres observateurs à Moscou, plus optimistes, se demandent si cette « gesticulation » ne relève pas de la nouvelle routine du régime présidentiel, grand amateur de textes aussi en encore un exemple jeudi avec un nouveau décret du président annonçant des « mesures urgentes pour l'amélioration de la situation alimentaire ».

Ignorant le marché au profit des « commandes d'Etat » et autres « livraisons obligatoires », créant une nouvelle commission gouvernementale, ce texte n'a guère de chance de modifier en profondeur la situation, mais il confirme le repli observé depuis l'automne sur le cadre administratif familial.

Le contraste est grand, en tout cas, entre ce qui se passe à Mos-

cou et à Vilnius. Dans la capitale soviétique, où le Soviet suprême discute du budget fédéral, le système parlementaire se rode peu à peu, le président Loukatchev dirige avec une bonhomie apparente, dans un brouhaha de bon aloi, des débats contradictoires coupés d'interpellations et de « points d'ordre ».

Mais à Vilnius, une autorité extérieure exige brutalement du Parlement local qu'il renonce à tout ce qu'il a fait en dix mois d'existence. De même, alors que le mot « socialisme » n'est plus guère de bon ton à Moscou, à Vilnius, M. Gorbatchev n'hésite pas à condamner, dans son texte, ce qu'il appelle « le retour à l'ordre bourgeois ».

En fait, le contraste n'est qu'apparent, dans la mesure où le « socialisme » est encore bien vivant à Moscou et où M. Gorbatchev n'a pas grand-chose à redouter de son Parlement fédéral, qui vote généralement à de larges majorités les propositions du gouvernement.

Mais il est clair qu'un coup de force à la périphérie entrainera un peu plus la nouvelle démocratie autorisée au centre. Et qu'il faudra un jour sortir du principe qui était déjà, en fait, celui du « socialisme mûr » de Brejnev : vous êtes libres, à condition de faire ce qui nous convient.

MICHEL TATU

(1) C'est ainsi que « Vozdvis », la très contestataire émission de vendredi, a été supprimée pour une période indéterminée en attendant la mise au point d'une nouvelle « conception créatrice ».

ALBANIE : légalisation d'un troisième parti. — Un troisième parti politique, le Parti républicain, a été légalisé jeudi 10 janvier en Albanie. Les autorités refusent en revanche de légaliser le Forum des droits de l'homme, fondé le 19 décembre par des intellectuels albanais, selon l'écrivain Besnik Mustafaj. — (AFP)

AFRIQUE

TCHAD

Des combats ont opposé, dans le Tibesti, des forces gouvernementales à des éléments libyens

Six semaines seulement après avoir chassé du pouvoir Hissène Habré, dont il fut l'homme de confiance, M. Idriss Déby, le nouveau chef de l'Etat tchadien, a déjà maille à partir, comme on pouvait s'y attendre, avec ceux qui l'ont aidé à mener à bien son entreprise, à savoir ses voisins libyens et ses compatriotes hadjerias.

Siôt arrivé aux affaires, le nouvel « homme fort » du Tchad s'était empressé de rapatrier quelques quatre-cent cinquante prisonniers de guerre libyens dont Tripoli avait, en vain, demandé la libération à son prédécesseur. Geste de bonne volonté pour remercier le colonel Kadhafi de sa précieuse aide militaire lorsqu'il n'était encore qu'un rebelle.

Mais l'impatience de la Libye à profiter de ce changement de pouvoir pour pousser, de toutes les manières possibles, ses pions au Tchad a de nouveau contribué à déteriorer les relations de bon voisinage entre les deux pays. Très voyant à N'Djamena, cet activisme l'a été beaucoup moins dans l'extrême nord, dans la mesure où Idriss Déby n'avait pas les moyens de savoir très exactement ce qui s'y passait.

Sous prétexte de venir en aide aux autochtones et sans demander rien à quiconque, les Libyens se sont notamment infiltrés, avec armes et bagages, dans le Tibesti. Avertis de ces mouvements par des tétrages aériens confisqués au dispositif français Epervier, les autorités de N'Djamena ont voulu y mettre bon ordre.

Fin décembre, les forces gouver-

nementales se sont ainsi durement affrontées à ces « envahisseurs », à l'échelle de 80 kilomètres à l'est de Bardai. Au cours de cet accrochage qui a fait plusieurs morts, quinze militaires libyens ont été faits prisonniers, mais presque aussitôt remis à la disposition de Tripoli.

La grogne des Hadjerias

Idriss Déby n'est pas au bout de ses peines puisque Maledoum Bada Abbas, son principal chef militaire et numéro deux du régime, est en délicatesse avec lui. Si la rupture n'est pas consommée entre ces deux chefs de bandes armées formées sur une base ethnique, les Zagawas, d'une part et les Hadjerias de l'autre, il n'en demeure pas moins que les relations sont très tendues entre les deux hommes.

Maledoum Bada Abbas a joué, il est vrai, un rôle militaire décisif dans la chute de l'ancien régime puisque, numériquement parlant, le rapport de ses forces avec celles d'Idriss Déby était, grosso modo, de deux pour un. Aujourd'hui, il réclame donc son dû, en clair un partage du pouvoir qui favorise les siens, victimes d'une sévère répression du temps d'Hissène Habré.

Rien pour le moment ne permet de penser qu'Idriss Déby a la « carrière » nécessaire pour conjurer tous ces périls, qu'ils viennent de l'extérieur ou de l'intérieur. Et ce à dire que le Tchad est indéfiniment condamné à vivre sous la menace libyenne et au rythme des guerres de chefs ?

JACQUES DE BARRIN

SOMALIE

Des opposants demandent une aide d'urgence pour éviter la famine et les épidémies

NAIROBI

de notre correspondant

Il n'y a plus d'étrangers retenus en Somalie. Les appareils de l'armée de l'air italienne qui, depuis une semaine, évacuaient les expatriés de Mogadiscio, ne devraient plus en principe y retourner. De son côté, la France a fait savoir que les deux avions qu'elle avait dépêchés vers les côtes somaliennes, le Jules Verne et le La Motte-Picquet, avaient achevé leur mission après avoir embarqué quatre-vingt-dix personnes.

Un des derniers évacués de Mogadiscio a déclaré en arrivant à Mombasa, sur la côte kenyane, que la capitale somalienne était pour ainsi dire ouverte aux pillards qui opèrent impunément dans les quartiers où ni l'armée ni les rebelles ne sont présents militairement, c'est-à-dire la plus grande partie de la ville.

Le mouvement d'opposition du Manifesto (du nom d'un document publié en mai 1990 par des personnalités modérées, opposées au

régime du président Siyad Barre) a lancé un appel à l'aide à la communauté internationale, demandant « d'urgence des vivres, des médicaments et du carburant pour éviter la famine et les épidémies ». Il a précisé que l'aide ne saurait être remise au régime « puisqu'il n'y a pas de gouvernement digne de ce nom ». Le Manifesto a appelé de ses vœux la réunion d'une conférence de toute l'opposition somalienne sous l'égide d'une institution internationale pour « mettre fin à la destruction de la nation somalienne ».

J. H.

Un diplomate coréen tué par une grenade à Mogadiscio. — Un diplomate coréen a été tué, jeudi 10 janvier, lors d'une attaque à la grenade lancée contre l'ambassade d'Italie à Mogadiscio. Plusieurs Italiens qui avaient trouvé refuge dans leur mission diplomatique ont été blessés, a-t-on appris, vendredi, de source proche des autorités italiennes. — (Reuters)

EN BREF

ALGERIE : quarante-huit blessés dans des affrontements à Batna. — Quarante-huit personnes ont été blessées, dont un grièvement, dans de violents affrontements, jeudi 10 janvier, à Batna, entre islamistes et militants du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). Le secrétaire général de ce parti d'opposition, M. Saïd Sadi, a accusé les militants du Front islamique du salut (FIS) de « provocation préméditée », soulignant que « les fondements mêmes de l'Etat algérien sont en train de se détruire ». — (AFP)

LIBERIA : fin de l'opération d'évacuation des étrangers. — L'opération « Sharp Edge », organisée par les Etats-Unis pour évacuer les étrangers, qui avait commencé il y a sept mois, a pris fin, jeudi 10 janvier, après le départ de « plus de 2 400 personnes dont 226 Américains », a annoncé le porte-parole du Pentagone. Il a précisé que le navire amphibie Nashville, le dernier bâtiment de ce type à être stationné au large des côtes libériennes, avait embarqué le contingent de marines déployés à Monrovia pour évacuer les civils et protéger l'ambassade américaine. — (AFP)

TOGO : amnistie générale pour les délits politiques. — Le président Gnassingbé Eyadéma, a « proposé » jeudi 10 janvier, « une amnistie générale à tous ceux qui ont été condamnés pour des délits politiques ou des complicités contre la nation ». Il a aussi annoncé, dans la perspective de l'instauration prochaine du multipartisme, la suppression de la codation obligatoire au Rassemblement du peuple togolais, le parti unique au pouvoir, appliquée, depuis 1977, sur les traitements et les salaires de tous les travailleurs. — (AFP)

Menaces du Kremlin sur les Baltes

Suite de la première page

Le journal télévisé « Vremia », presque totalement « normalisé » depuis la nomination d'un nouveau directeur (1), a lourdement insisté, jeudi soir, dans des reportages aussi dramatiques qu'unilatéraux, sur les manifestations de ces populations « opprimées ».

Irak — on jusqu'à l'instauration du pouvoir présidentiel direct, réclamé par les partis communistes locaux et par tout ce qui leur reste d'organisations satelitiques ? Il est clair, en tout cas, que le facteur qui avait déclenché la crise — la décision de prendre des mesures de force contre les réfractaires au service militaire — est maintenant dépassé. L'affaire est désormais plus politique que militaire et c'est pourquoi le comman-

dement soviétique s'offre le luxe de se tenir en dehors, mettant l'accent sur le nécessaire dialogue avec les autorités locales et annonçant, comme le fait vendredi son quotidien, l'Etoile Rouge, que la « psychose du para » est en déclin dans les régions concernées.

Plusieurs responsables baltes attirent l'attention sur le contexte international et rappellent le précédent de 1936, lorsque la crise de Suez avait « aidé » Khrouchtchev à déclencher la répression en Hongrie.

En Irak — il de même aujourd'hui dans les pays baltes, alors que tous les regards sont fixés sur le Golfe ? M. Lauristin, présidente du Parlement estonien, ne va pas jusqu'à le dire, mais elle n'en estime pas moins que « la semaine qui vient pourrait être critique pour les pays

GRÈCE : nouvelles manifestations

Quatre morts dans un immeuble incendié par un cocktail Molotov

Trois corps ont été retirés, jeudi soir et vendredi 11 janvier, d'un immeuble incendié par un cocktail Molotov lancé au cours des violents incidents qui ont opposé manifestants et forces de l'ordre à Athènes lors d'un défilé organisé pour protester contre la mort d'un enseignant de Patras battu à mort par un groupe de militants de droite (le Monde du 11 janvier).

Selon la police, vingt-trois membres des forces de l'ordre ont été blessés. D'après des sources médicales, une cinquantaine d'autres personnes au moins ont également été blessées. Plusieurs manifestants ont par ailleurs souffert de difficultés respiratoires provoquées par les gaz lacrymogènes.

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de province et à Athènes où le rassemblement a regroupé plusieurs dizaines de milliers de personnes qui protestaient contre la politique du gouvernement en matière d'éducation. Pendant toute la soirée et une partie de la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 janvier le centre de la capitale a été transformé en champ de bataille où des jeunes lançaient des pierres contre les forces de l'ordre qui les pourchassaient.

Des voitures et des cars de police ont été brûlés, des barricades érigées et des vitrines brisées. Le porte-parole du gouvernement, M. Byron Polydoras, a rejeté la responsabilité des incidents sur l'atti-

tude des partis de gauche. L'opposition a de son côté réclamé la démission du ministre de l'ordre public, M. Yannis Vassiliadis.

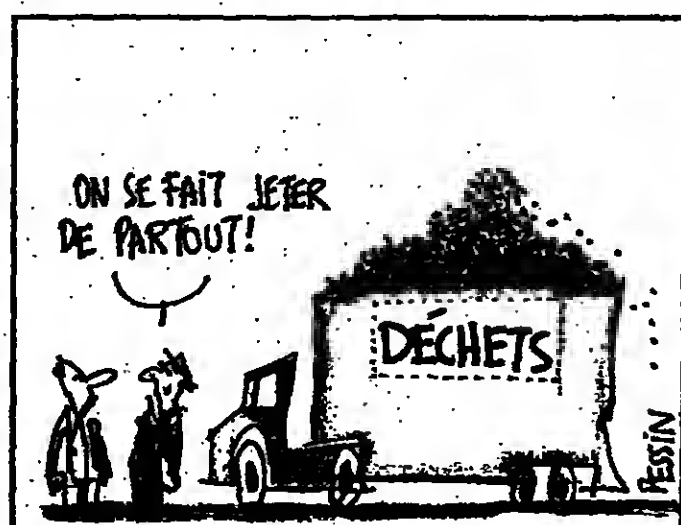
Les lycéens et les étudiants ont appelé à une nouvelle manifestation, vendredi, dans le centre d'Athènes. Les syndicats d'enseignants observent de leur côté une grève pour protester contre la mort de leur collègue de Patras, qui a été suivie par la démission du ministre de l'éducation, M. Vassilis Konstantinou. Le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, et le nouveau ministre de l'éducation, M. Georges Souflas, ont lancé des appels à toutes les parties concernées pour ouvrir un « dialogue national et démocratique ». — (AFP)

Des tonnes de cendres toxiques errent entre Concarneau, Quimper et Rouen

Est-il encore possible, en France, d'entreposer des déchets industriels en lieu sûr? On peut se le demander après l'aventure survenue aux déchets de Concarneau, aujourd'hui refusée partout, y compris le 8 janvier à Rouen où se trouve la plus grande décharge industrielle de France.

L'affaire remonte à 1989, lorsque la municipalité de Concarneau s'aperçoit qu'il ne suffit pas de disposer d'une belle usine d'incinération d'ordures ménagères pour être débarrassé du lancinant problème des déchets urbains. L'incinération des ordures, en effet, produit des mâchefers et des cendres (environ un tiers du tonnage brûlé) que l'on ne peut pas entreposer n'importe où, étant donnée la concentration de résidus chargés d'éléments chimiques indésirables, notamment les métaux lourds (mercure, plomb, chrome, etc.).

Pour les mâchefers et matériaux solides récupérés sous les grilles du foyer, pas de difficulté : on peut les épandre comme amendement de route ou de bâtiment. Mais les cendres recueillies après filtration au pied de la cheminée de l'usine, elles, ne sont pas utilisables. Ce matériau pulvérulent, concentré de pollution, doit être mis en décharge « de classe 1 ». Or depuis la fermeture de Montchaubin (Seine-et-Marne), en 1988, il n'existe plus que deux décharges de ce type en France, dont aucune en Bre-



tagne et une seule dans la moitié sud de la France, à Bellegarde (Gard).

La ville de Concarneau expédie d'abord ses cendres à Brest, qui vient, elle aussi, de se doter d'une usine d'incinération ultra-moderne. Mais Brest, évidemment, n'en veut pas. Le chargement repart pour Elliant, dans le Finistère sud. Entrepreneurs provisoires, qui permettent de se débarrasser, entre mai 1989 et février 1990, de quelque 1 500 tonnes déposées discrètement dans le site de Kérquell, la

décharge municipale de Quimper.

En novembre dernier, le conseiller municipal Vert de Quimper, M. Alain Uguen, révèle la présence des « cendres toxiques de Concarneau » dans la décharge de Kérquell. Le maire (PS), M. Bernard Poignant, enquête auprès de l'exploitant, la société Grandjean, de Nantes, aujourd'hui filiale d'Onyx (groupe Générale des Eaux) qui, dans un premier temps, nie. Mais après enquête, la société Grandjean doit finalement se rendre à l'évidence : 1

500 tonnes de cendres d'incinération ont été jetées en vrac au milieu des ordures ménagères. Triomphe des Verts, qui ont révélé le scandale, et mobilisation de la municipalité, qui met le gérant de sa décharge en demeure de trouver un lieu d'accueil pour ces encombrants déchets.

C'est finalement le décharge de la Fosse-Marmite, près de Rouen, qui est retenue pour recevoir au total 2 500 tonnes de déchets (cendres et ordures mélangées). En le 7 janvier, un premier convoi de cinq camions de 25 tonnes se présente à la Fosse-Marmite. Mais l'exploitant du site refuse d'accueillir les déchets de Quimper, car la décharge rouennaise arrive justement à saturation : plus d'un million de mètres cubes ont déjà été entreposés. Une demande d'extension est justement pendante, car la population et les élus riverains répugnent à prolonger ce qu'ils considèrent comme une « voracité » dans leur environnement déjà très pollué par la pétrochimie.

M. Laurent Fabius, député de Seine-Maritime, qui organise un grand colloque sur les déchets le 17 janvier à Paris, a demandé au préfet de faire diligence pour trouver une solution aux déchets de son département. En attendant, le convoi des cendres de Concarneau a rebrousse chemin pour un nouvel exode.

ROGER CANS

Le débat à l'Académie française

La nouvelle orthographe ferait l'objet d'une « période probatoire » de trois à cinq ans

Les journalistes français et étrangers étaient accourus, jeudi 10 janvier, quai Conti, où devait être tranchée la question cruciale : guerre ou paix sur le front de l'orthographe? Mais l'affiche s'est révélée trompeuse. « Je n'ai pas de dévotion », a prévenu M. Michel Mohr, le « directeur » de la séance qui venait de s'achever. L'Académie n'a pas tenu ses discussions. Elles reprendront jeudi prochain. Il n'a pas été possible de lui faire prononcer un mot de commentaire. Guerre ou paix? Le suspense durera encore une semaine.

Dès 15 heures, ce jeudi, les fauteuils verts de la salle des délibérations que domine le portrait de Richelieu avaient accueilli vingt-neuf académiciens (sur trente-huit), soit nettement plus que les vingt-deux qui, le 3 mai dernier, avaient approuvé à l'unanimité les propositions de rectifications orthographiques proposées par leur secrétaire perpétuel, M. Maurice Druon. Cette séance de rentrée, à huis clos, comme chaque jeudi, était la première depuis le développement de la polémique. Le climat fut « très chaleureux », a-t-il été dit, « très loin des animosités qu'on imagine », selon quelques observateurs. On a procédé à un tour de table, mais à aucun vote. Toutes les opinions se sont exprimées, depuis le soutien total au projet de modifications, jusqu'à son rejet pur et simple, mais l'attitude du secrétaire perpétuel,

critiquée dans la presse, paraît avoir été préservée, certains ayant même témoigné de leur solidarité.

Soucieux de masquer leur division sur le fond et de s'exprimer d'une seule voix, les Immortels semblent sur la voie d'un accord englobant deux principes : le gel de la réforme pendant trois ou cinq ans, et le refus de la publication d'une circulaire d'application dans l'éducation nationale. Il ne s'agit pas de décréter un moratoire, puisque les nouvelles graphies pourraient être diffusées et utilisées, mais d'une « période probatoire » au terme de laquelle l'Académie trancherait, sanctionnant la prise en compte ou non de la réforme par l'usage.

Un texte dans ce sens pourrait être publié à l'issue de la prochaine réunion, jeudi 17 janvier, si un accord est trouvé sur ces principes. Un accord qui serait sans respect par le gouvernement, soucieux de respecter l'avis des Immortels. Ainsi seraient sauvegardées les apparences, puisque l'Académie ne renierait pas formellement son vote du 3 mai. Mais la réforme, privée de tout caractère officiel pour les enseignants, aurait toutes les chances d'être enterrée en douceur. A la manière des rectifications proposées en 1975 par l'Académie, qu'elle a elle-même accueillies neuf ans plus tard, au motif qu'elles n'étaient pas entrées dans les mœurs.

PHILIPPE BERNARD

L'Ouest saturé de nitrates

Cent vingt-six communes de l'Ouest de la France sont en état d'alerte depuis le 10 janvier parce que les abondantes chutes de pluie de ces derniers jours ont fait remonter le taux de nitrates à un niveau inacceptable pour la consommation des nourrissons et des femmes enceintes. Dans le seul département de la Mayenne, quatre-vingt-dix communes sont touchées, y compris les villes de Laval, Mayenne et Château-Gontier.

Les autres départements atteints sont la Loire-Atlantique (seize communes), l'Ille-et-Vilaine (neuf communes), les Côtes-d'Armor (une commune) et la Sarthe. Certains quartiers de Quimper ont aussi dépassé le taux de 50 milligrammes de nitrates par litre, qui est la limite de possibilité fixée par le ministère de la santé. La montée des taux de nitrates est maintenant attendue dans tout le Finistère.

Records de chaleur

La température terrestre moyenne a été, en 1990, la plus élevée depuis cent ans environ. Les relevés météorologiques systématiques et fiables n'ont commencé à être faits que vers la fin du dix-neuvième siècle. C'est ce que viennent de montrer des études faites conjointement par le British Meteorological Office et la NASA. La température moyenne de la Terre a été, en 1990, supérieure de 0,35°C à la moyenne trentenaire de 15,11°C calculée pour la période 1961-1990. Le record de l'année dernière dépasse ainsi (très légèrement) les records précédents établis par ordre de valeurs décroissantes - en 1988, 1983, 1987, 1944, 1989 et 1981.

Faut-il incriminer l'augmentation régulière de la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique, méthane et autres gaz ayant un effet de serre provoqué par les activités humaines? Bien entendu, les experts pensent à cette cause anthropogénique. Mais ils n'excluent pas l'hypothèse d'une variation purement naturelle comme il s'en est déjà produit dans le passé et que l'on ne sait pas encore expliquer.

D'autre part, les températures relevées le 10 janvier à Strasbourg (17,4°C), à Colmar (19°C) et à Clermont-Ferrand (19,9°C) ont pulvérisé les records de tous les 10 janvier pour la période commençant en 1921 en Alsace et en 1923 en Auvergne.

RELIGIONS

Divergences au sein du mouvement Communium et Libération

Le mensuel catholique « Trente jours » se saborde

La « dérive politique » des deux derniers numéros du mensuel catholique italien *Trenta Giorni*, proche du mouvement Communium et Libération, ayant été jugée « intolérable » par son éditeur français, la publication en France de *Trenta Giorni* dans l'Eglise et dans le monde a été définitivement arrêtée. Un article « aux relents antisémites », consacré au cardinal Lustiger, a achevé de consumer la rupture.

La couverture parle d'elle-même. La cathédrale de Paris s'effondre dans les sables d'un désert infini. Le dossier principal du numéro de décembre du mensuel italien *Trenta Giorni* s'intitule « Notre-Dame-du-désert » et stigmatise le « catholicisme de pure façade », le « christianisme décliné, invisible et surtout ennuyeux » de l'Eglise de France. « Peut-être, quelques chrétiens de droite, peut-on lire, s'ils avaient eu, comme archevêque, saint Pierre lui-même, auraient découvert avec horreur qu'il était aussi juif. Mais sûrement tous

auraient pu découvrir que le juif Pierre (...) était porteur d'une espérance que n'a pas le cardinal ».

Déjà, en octobre, la version française de *Trenta Giorni* (*Trente jours dans l'Eglise et dans le monde*) avait été suspendue, sur ordre de son éditeur français 3 F Média (*Famille chrétienne, France catholique, Famille Espérance*). Un article sur les élections présidentielles en Pologne y était considéré comme « partial » et « très favorable à M. Lech Walesa ». Ce qui n'empêcha pas l'éditeur italien de *Trenta Giorni* de prendre l'initiative unilatérale d'envoyer en France un numéro « pirate ».

En fait, en acceptant valait trois ans de collaboration avec l'équipe italienne de *Trenta Giorni*, les éditeurs français avaient pour projet de « constituer une équipe internationale ». La version française comprenait d'ailleurs déjà à bout de 20 % une production rédactionnelle qui lui était propre. Tandis que les éditions étrangères, en anglais, en espagnol, se multipliaient.

Mais, de fait, de substantiels changements à la direction et à la rédaction de *Trenta Giorni* durant l'été 1990 ont imposé une ligne

politique plus conservatrice, marquée par la branche romaine du mouvement Communium et Libération. Le président du conseil d'administration de la société éditrice de *Trenta Giorni*, M. Mauro Bucarelli, est également vice-président du Mouvement populaire, la branche politique de Communium et Libération.

Fondée en 1969, reconnue officiellement en 1982 par le Saint-Siège, Communium et Libération est un véritable Etat dans l'Etat démocrate-chrétien. Bien que prônant le retour aux valeurs fondatrices du catholicisme, il n'est déjà plus trop en odeur de sainteté en Vatican depuis la publication, en 1990, par les dirigeants du mouvement, d'un Livre blanc contre toute une série de pratiques démocratiques jugées trop à gauche (*Le Monde* du 2 septembre 1989).

La suspension définitive de l'édition française *Trente jours* pourrait entraîner dans sa chute d'autres éditions étrangères (un différend rédactionnel, entre autres, avait déjà opposé les Américains aux Italiens) et marginaliser, à terme, la branche romaine de Communium et Libération.

JEAN-MICHEL DUMAY

DÉFENSE

Avec des stagiaires de l'Ile-de-France

L'IHEDN organise sa première session régionale à Paris

Pour la première fois depuis 1954, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), organisé à Paris une session régionale, qui réunira, entre le 14 janvier et le 7 mars, près de quatre-vingts participants choisis selon les activités qu'ils exercent dans la région de l'Ile-de-France.

Désignés par le ministre de la Défense, proposés par leur administration d'origine ou choisis par les préfets des départements intéressés, ces stagiaires étudieront la défense militaire de la France et les aspects non militaires de la défense, sous la direction de plusieurs conférenciers venus d'horizons très différents. La plupart des exposés auront lieu à la Sorbonne. Il est prévu que les stagiaires visitent des installations militaires, comme le 6^e régiment de cuirassiers (à Orléans), la Garde républicaine et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, l'école de la

gendarmerie (à Fontainebleau), ainsi que des chasseurs de mines (au Havre).

Outre les sessions nationales qui durent neuf mois, l'IHEDN, qui est chargé d'apporter une information de défense à des cadres civils et militaires choisis dans toutes les branches d'activités du pays, organise des sessions régionales au profit d'endosseurs civils et militaires en province. C'est en 1954 que la première session régionale fut instituée à Alger, lorsque l'Algérie (non indépendante) était constituée en départements français. C'est la première fois qu'une session régionale - ce sera la cent cinquante de France - est organisée pour l'Ile-de-France, avec l'accord de M. Michèle Gendreau-Massol, recteur des universités de Paris.

SCIENCES

L'Europe met à l'étude un projet de vaisseau de ravitaillement spatial

L'Agence spatiale européenne vient de passer un contrat de 1,4 millions de francs à trois industriels européens, Aérospatiale (France), British Aerospace (Grande-Bretagne) et Space Applications Services (Belgique), pour l'étude d'un vaisseau spatial autonome de transport destiné au ravitaillement en orbite de structures habitées.

Cet engin, baptisé LOVE et qui s'apparente par son concept aux vaisseaux soviétiques inhabités Progress, ne devrait pas voler avant le prochain siècle. A cette date, il devrait alors desservir la future structure spatiale habitée EMSI que projette l'Europe.

Ce nouveau projet devrait en principe voir le jour après le programme Columbus qui doit donner lieu à la griffe d'un module habité européen sur la station spatiale américaine Freedom.

Référendum pour une maternité dans la Marne

Naître au pays

SAINT-MENEOULD
de notre envoyé spécial

Le 31 décembre 1990, un dernier bébé est né à la maternité de Sainte-Menehould (Marne), ancienne capitale de l'Argonne. Aujourd'hui, les portes de l'établissement sont closes et les futures mères vont accoucher dans les hôpitaux de Verdun ou de Châlons-sur-Marne, situés à un et l'autre à une quarantaine de kilomètres de cette petite ville de 5 400 habitants. Suspendu par un arrêté préfectoral pour des raisons de sécurité, le service de gynécologie-obstétrique, après quarante ans d'existence, aurait fait son temps. Une décision qui est loin de faire l'unanimité.

Tendus en travers de la façade du centre hospitalier, une banderole appelle à la résistance : « Sauvez la maternité. Votez le 13 janvier ». Ce dimanche, en effet, les 11 400 électeurs des cinquante-sept communes de l'arrondissement sont invités à se rendre eux-mêmes pour se prononcer sur le maintien des services hospitaliers de Sainte-Menehould.

Avec moins de 300 accouchements par an - seuil minimal fixé par une circulaire du ministère de la santé de mai 1988 - la maternité était en mauvaise posture. En septembre dernier, une enquête menée par le comité technique régional de la naissance de Champagne-Ardenne avait conclu qu'elle ne pourrait « probablement jamais réunir un plateau technique et un personnel médical suffisamment nombreux pour garantir un environnement de la naissance présentant les garanties de sécurité que les parturientes ont en droit d'exiger en 1990 ».

Cent trente-quatre accouchements

En prenant son arrêté de suspension, le 27 décembre, le préfet de région a invoqué l'absence d'un poste permanent de gynécologue obstétricien et de médecin anesthésiste au centre hospitalier.

Pourtant, avec 134 accouchements en 1990, la maternité a

assuré près des trois quarts des naissances de l'arrondissement. Le docteur Xavier David, président de la commission médicale d'établissement, fait remarquer que « toutes les précautions sont prises. Les cas difficiles sont adressés aux centres hospitaliers de Châlons-sur-Marne ou de Verdun. En revanche, nous craignons, avec la fermeture de notre maternité, une recrudescence des accouchements à domicile et un moins bon suivi des grossesses ».

Outre l'organisation du référendum, le maire de Sainte-Menehould, M. Robert Gauthier, a déposé, le 9 janvier, un tribunal administratif de Châlons-sur-Marne, une demande de sursis à exécution et un recours en annulation contre la décision du préfet, qu'il juge sans base légale.

« Tous les services publics menacés »

« A terme, ce sont les services actifs de l'hôpital, et principalement la chirurgie, qui sont menacés. Les services de l'Etat veulent réorienter notre hôpital vers l'hébergement de long et de moyen séjour avec un service d'urgence développé qui viendrait les malades vers les centres hospitaliers plus importants, explique M. Robert Gauthier. Au-delà de l'hôpital, ce sont tous les services publics qui sont menacés. On nous a supprimé une ligne SNCF voyageurs, la gare marchandises. Il a fallu se battre pour le maintien de la gendarmerie, du centre des impôts et de la sous-préfecture. On ne fait ainsi qu'aggraver les difficultés de la région ».

Au ministère de la santé, on remarque en effet que le projet de restructuration de cet hôpital est axé sur le long et le moyen séjour, avec un service d'urgence renforcé, en fonction des besoins réels de la population. Mais, selon une circulaire du 10 septembre 1990 adressée aux préfets et aux directeurs d'établissement, le ministère indique que 102 maternités publiques réalisent moins de 300 accouchements annuels sont concernées par de telles mesures de restructuration.

MARTINE LARONCHE

CULTURE

THÉÂTRE

Histoires du soldat, histoire de solitudes

Büchner, Brecht et Horvath sont les « Hommes de neige » choisis par Stéphane Braunschweig pour sa trilogie allemande

Un garçon frêle court autour de la Terre. A côté, un couple un peu salimbanque, un peu clochard, perdu à l'échelle d'une musique intérieure esquisse quelques gestes de danse. La Terre est une tente blanche, circulaire, au-dessus de laquelle apparaît une bonhomme enfumé, noir d'œil, de cheveux, de moellon. Et puis la tente s'ouvre, dévoile un plancher et quelques échafaudages de bois, un peu de suspendu qui sert à réchauffer les lumières. C'est tout. C'est dans ce dispositif à transformations de Frédéric Rebuffat que va se jouer Woyzeck de Büchner, et Tombours dans la nuit de Brecht, et Don Juan revient de guerre de Horvath, trois histoires de soldat, une trilogie composée par Stéphane Braunschweig (le Monde du 27/28 mai 1990) qu'il a rassemblée sous le titre les Hommes de neige - « Des hommes irrécupérables et dont on voudrait qu'ils fondent », dit-il.

Le soldat Woyzeck est un innocent ballotté entre le paternalisme méprisant de supérieurs hiérarchiques qui l'utilisent comme cobaye, et une femme qui rêve d'un peu de bonheur. Il sera Marie, elle l'aura trompé avec un bel officier, il sera jaloux, mais ce n'est pas tout. Woyzeck court autour de la Terre, autour de la raison logique, d'une réalité toute proche mais qui se dérobe, et quand il s'y heurte, c'est pour prendre conscience qu'il n'appartient pas à ce monde-là. Son ami André lui tend la main, Marie également, mais à chaque fois, il est rejeté vers le pourtour.

Stéphane Braunschweig installe avec une tranquille obstination le « décentrage » de son héros et sa course vers un « enfer glacé », vers la sérénité de son univers enfin atteint, la mort évidemment. Sur le corps, sur le cou de Marie, avec son couteau il dessine la mort. Marie repose sur ses genoux, pour lui seul dans sa robe rouge. Il sourit, les autres ont disparu de sa conscience. Il a rejoint son point d'ancrage et s'y enfonce, comme

dans une bulle transparente. Insidieusement, le spectateur a été entraîné au dedans de cet esprit « irrécupérable ». On suffoque dans cette ambiance liquide, agitée de remous doux et profonds. On participe à la vision hallucinatoire et somnambulique de Woyzeck, créatrice d'images dépourvues, morbides, incroyablement belles. On sort fortement impressionné, oppressé, de ce spectacle dont Stéphane Braunschweig dit qu'il est « positif dans la mesure où la déstructuration de cette pièce, construite en fragments, permet de ne pas traiter le meurtre comme l'aboutissement d'un drame - mais comme le dépassement de ce drame. On peut alors le magnifier, en faire un acte de beauté ».

Sur le modèle des « Molière » de Vitez

Stéphane Braunschweig est un intellectuel (Normale sup, maîtrise de philo, DEA à l'école des hautes études en sciences sociales), « arrivé tard, dit-il, ou théâtre ». Mais comme il a vingt-six ans, qu'il a fondé sa compagnie en 1984, qu'il a écrit productions à son actif, plus trois autres en tant qu'assistant, plus des directions de stages, on ne peut pas dire qu'il a suivi les cours d'Antoine Vitez à Chailly en 1987 et 1988 - de là viennent également ses comédiens recrutés. Il est un parfait disciple dans le sens où ses spectacles ne ressemblent pas à ceux du maître, mais lui doivent beaucoup : l'acharnement à refuser l'évidence, à creuser les textes jusqu'à atteindre des zones insoupçonnées, et cette idée de ne pas enfermer une pièce dans une série de représentations, mais de l'ouvrir sur une suite - ainsi envisage-t-il de monter *La Carotte* de Tchekhov et *Mère Courage* de Brecht.

La trilogie les Hommes de neige, sur le modèle des « Molière » de Vitez se joue avec les mêmes



« Don Juan revient de guerre », de Odon von Horvath

comédiens, dans un dispositif unique, mais aménagé de façon différente pour chaque pièce, en perpétuel mouvement comme s'il s'agissait d'un parcours le long d'un labyrinthe plein de détours inattendus, de portes piégées, de chausse-trappes... Stéphane Braunschweig ne connaît pas la ligne droite, pratique un théâtre qui met en concurrence, en conflit, en relief et les éléments du texte et ses prolongements.

Chronologiquement, Woyzeck vient en premier. Le second volet est *Tombours dans la nuit* où l'on voit le soldat revenir après quatre ans de guerre « tout mal chaussé, tout mal vêtu » comme dans la chanson, juste au moment où sa fiancée, après l'attente de l'attente, accepte de se marier avec un planqué dont elle est enceinte. Entre des rideaux brechtiens déli-

mitant des espaces mouvants, toute cette partie qui tourne en dérision la comédie bourgeoise est superbe dans ses distorsions, dans le dessin tranchant des gestes, des comportements, dans les brutales variations d'éclairages - jours blafards, plaques de lune rouge...

L'histoire se passe au moment où les spartakistes tentent de prendre le pouvoir et ont investi le quartier des journaux. Un moment d'incertitude dans lequel personne ne parvient à se situer. Brecht non plus, semble-t-il, et la pièce devient floue. Stéphane Braunschweig ne fait rien pour la rendre plus nette. Il joue au contraire les hésitations « pour anticiper la période didactique de Brecht, comme s'il en pressentait la nécessité, sans en maîtriser les formes. Ce qui correspond à la situation des spartakistes qui ont voulu engager la révolution

avant que les masses soient prêtes, d'où leur échec... Ce serait une analyse possible de la part de Brecht ».

Tombours dans la nuit s'achève sur une désagrégation, comme un dernier soupir. Le troisième volet de la trilogie, *Don Juan revient de guerre*, où l'on voit le soldat revenir dans un monde de femmes privées d'hommes, est carrément un voyage au pays des morts.

Une descente aux enfers

Horvath a écrit ainsi sa pièce, rarement jouée et pourtant splendide. Le soldat part en quête de sa fiancée, et déjà l'on sait qu'elle est morte depuis deux ans dans un asile. Il est un survivant en quête d'un fantôme, mal venu dans cette société finie, mutilée, humiliée, par laquelle il se laisse manipuler, suc-

comant sans désir aux séductions du sexe et de l'argent, accusé d'être un affreux capitaliste et un suborneur de fille.

Don Juan revient de guerre joue du théâtre dans le théâtre. Il n'y a pas assez de comédiens dans la compagnie pour tenir les treize-cinq rôles de femmes. Les comédiens masqués, travestis, prennent leur part - comme les comédiens peuvent jouer des personnages masculins - avec un décalage de grotesque expressionniste, sans tomber dans l'outrance parodique. Le plancher est devenu une petite scène dont le cadre se modifie au long du spectacle. L'espace tout entier en semble rétréci. L'ambiance de dérisoire désespérée, violente, rappelle Edgar Poe, c'est absolument splendide.

Stéphane Braunschweig analyse son travail à partir du théâtre, il pourrait compléter le mot par « amour » ou « sexe » et on aurait une même trilogie de la solitude et de la peur, une descente aux enfers arides de l'absence. Ce garçon au visage glabre, à qui on donnerait quinze ans, possède une rare intelligence de la scène, une étonnante cohérence de pensée. Il a le sens du groupe, les acteurs jouent ensemble, la même chose, de sorte qu'il n'y a pas de fossé entre eux (1). Surtout il sait transcrire un monde étrange, inquiétant, vertigineux, le sien, bien à lui.

COLETTE GODARD

(1) Cyril Boiborel, Yann Joël Colin, Catherine Fourty, Isabelle Godard, Flore Lefebvre des Noëtis, Eric Louis, Gilbert Marcatogiani, Alexandra Scituna, Agnès Sourdilou, Nadia Vondelheyden.

► Théâtre de Gennepville. Woyzeck mardi et mercredi à 20 h 30. Tombours dans la nuit, jeudi, vendredi, à 20 h 30. Samedi 17 heures. Don Juan revient de guerre, samedi à 20 h 30, dimanche à 17 heures. Jusqu'au 17 février. Tél. : 47-93-26-30.

CINÉMA

La femme au portrait brisé

« Milena », de Véra Belmont, tente de reconstituer la vie et l'époque de Milena Jesenska

Prague 1945. Sur le quai de la gare, parmi la foule qui attend le retour des déportés, un jeune homme et une petite fille. Il porte une grande pancarte avec une photo de Valérie Kaprisky. Au-dessous, la mention : « Connaissez-vous cette femme ? » La femme en question c'est, bien sûr, Milena.

Milena Jesenska est morte à Ravensbrück le 17 mai 1944. Elle est entrée dans l'histoire littéraire par la petite porte, au titre de sa liaison épistolaire avec Kafka, et a connu une reconnaissance récente grâce à plusieurs publications (1).

Les premières images du film de Véra Belmont annoncent ce qui va se produire : pas plus qu'elle ne descendra du train, Milena n'apparaîtra sur l'écran de *Milena*. Mais en vase et en miettes le portrait d'une jeune fille rebelle aux conventions familiales et sociales, les émois du cœur, du corps et de la plume, l'évocation de la Mittel-europa cultivée dansant au bord de l'abîme, la dénonciation de l'antisémitisme endémique devenant virulent dans les années 30.

Le temps d'un éclat, la réalisatrice réussit pourtant, avec une sorte de joie gamine, la scène (inventée) de l'évasion de Milena hors de l'asile où son père l'avait fait enfermer pour empêcher sa liaison avec l'intellectuel juif Ernst Polak - son futur premier mari. Elle se tire sans trop de dommages

de l'écueil majeur qu'était la rencontre avec Kafka, en semblant faire sienne l'hypothèse de Philippe Sollers : « On ne veut rien savoir de Kafka » (2). Hormis une embarrassante scène d'hystérie, elle le laisse dans l'ombre, réduit à une silhouette, et c'est aussi bien.

Mais l'internationalisme des coproducteurs, le casting cosmopolite, toute la machine de fabrication, veut d'autres fastes : reconstitution tapageuse et convexe des cafés viennois des années 20, images d'épinal de la grève des mineurs de la Sarre où Milena part en reportage. Tout un poids de clichés carrément gênant quand il s'agit d'évoquer la montée du nazisme.

Valérie Kaprisky se démène. Un coup d'œil suffit pour savoir qu'elle n'est pas Milena. Peu importe qu'elle soit plus jolie, elle est surtout, à l'évidence, d'une autre planète, apparue beaucoup plus récemment, où la pesanteur des ressorts qui ont animé la traductrice de Kafka lui sont étrangers. L'actrice se dépense pourtant sans compter, dans un rôle-performances qui couvre vingt années, où elle doit être tour à tour enfant gâtée, égarée révolutionnaire, amante torride, garçon manqué, femme déçue, déçue, cancéreuse, infirme... Avec une bonne volonté manifeste, elle s'abandonne à tous ces emplois.

Le résultat est curieux. Privée de la possibilité de donner une unité à son personnage - puisqu'elle n'en a pas Milena - elle laisse la trace d'un être multiple, éclaté, intrigant à force de volatilité. Contre la référence au modèle historique, et malgré les lourdeurs de la reconstitution, elle creuse une interrogation troublante. Mais c'était un autre film.

JEAN-MICHEL FRÉDÉRIC

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD 75, rue Mouffettard, 5
Mardi 15 janvier
20 h 30
Loc. Tél. 43-91-11-58.
(p.s. Valérie Kaprisky)

JOSEF SUK
Violon
JOSEF HALA
Piano
Brahms, J. Suk
Beethoven
Mozart
Smetana

(1) Milena, biographie par Margarete Buber-Neumann, qui fut sa compagne de camp (Seuil). Fière, recueil de ses articles publiés par Lien Commun. Vie de Milena. De Prague à Vienne, écrit par sa fille, Jana Cesna (Mares Sol).

(2) Dans la revue *l'Infini*, numéro 32.

MUSIQUES

La musique au pluriel

Suite de la première page

La mise de la ville de Fontenay (40 000 francs) est alors doublée par le conseil général, triplée par la direction de la musique. Voilà pour l'apogée. Et pour la suite, la mine incrédule des inspecteurs de la musique et des producteurs de radio, venus voir ces banlieusards fous et repartis quelque peu déçus par leur succès. Cinq concerts à Fontenay en 1987 ; le conseil général souhaite doubler ces concerts. Michel Thion est nommé délégué départemental à la musique ; les deux postes et demi que la délégation finançait à cette date sont sept aujourd'hui.

1988 : le principe du rayonnement est acquis, et pas seulement au profit des municipalités de gauche (Maisons-Alfort sera touchée). Cela, à la condition que les subventions du Val-de-Marne continuent d'aller aux villes du département. Neuf concerts dans cinq villes, 700 000 francs environ de budget. L'année suivante, le conseil général veut doubler ces concerts, dans vingt villes, pour 1,7 million de francs en 1990. Les cinquante événements de l'édition 1991 correspondent à un budget inséré de 2,7 millions de francs. Un budget qui pourtant, souligne Michel Thion, serait plus reconfortant si l'Etat « ne dépensait pas que des bonnes paroles » (la part des subventions de la Direction de la musique y avoisine 10 %, soit 250 000 francs ; le budget alloué à l'ensemble des festivals de création est de 5,5 millions de francs, dont 2,5 millions de francs pour le seul Musica de Strasbourg).

La place que Futurs Musiques s'est faite dans le milieu tient à la liberté que ce festival alternatif s'est donnée de passer commande à des compositeurs coupés des réseaux centralisés ; comme à celle d'accueillir les projets de groupes qui, à cheval entre deux étiquettes, ont du mal à exister (le groupe Accroche note dans un cabaret contemporain, le trio Pied de poule et ses drôles de chansons, le trio Ces messieurs avec l'Orchestre national de jazz).

La supériorité particulière, non institutionnelle, de ce festival, procède aussi de la simplicité, peu française de ses méthodes de tra-

vail : « On arrive avec nos idées de productions dans notre cabas, les municipalités font leur marché, énoncent leur choix. On dispose d'un régisseur technique, d'une chargée de production, d'une administratrice, qui se chargent de l'habillage des contrats, des premiers problèmes d'organisation. Après, le travail sur le terrain, c'est eux qui le font ».

Le festival Futurs Musiques n'est pas né à proprement parler de l'algérie contemporaine à l'école néo-série, ni dans le seul but d'exploiter le créneau à la mode de la new wave. Son directeur fait simplement remarquer que l'époque est révolue où « l'on balançait six créations après deux répétitions et une générale ». Propagateurs de la musique du siècle, un peu d'attention aux publics, un peu de tolérance aux diversités, un peu de diplomatie dans la décentralisation !

ANNE REY.

► Le festival Futurs Musiques 1991 commence le 12 janvier par un concert Gershwin à l'Orly (21 heures), et à 20 h 30, à Champigny, par un spectacle « Musique à voir » consacré à des œuvres de Gérard Biquet et Claudy Malherbe, spectacle repris les 15 et 16 à Bagnolet. Tél. : 48-86-87-37.

SAMEDI 19 JANVIER 20H30
DARIUSH TALA'I
1er et 2nd
DJAMCHID CHEMIRANI
zorb
musique d'Iran
LOC. 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

Le chant des Aurès

La chanteuse berbère Houria Aïchi est pour un soir au Théâtre de la Ville

Houria Aïchi pratiquait l'art vocal comme une seconde nature. Les mariages, cérémonies religieuses, fêtes rituelles de sa ville natale, Batna, chef-lieu des Aurès, étaient rythmés par les chants de ses grands-oncles, de sa mère. Puis vint le tour d'Houria, qui, aux premiers frémissements de l'âge entendus dans les maisons avoisinantes, s'en allait chanter, le bédouin sous le bras, ce grand tambour circulaire tendu de trois fils perdus pour en accentuer la vibration. Etudiante en sociologie à Constantine, puis à Paris, où elle arrive un jour de 1970, la jeune berbère des Aurès continua longtemps de se souvenir, « en aveugle », des mélodies et des rythmes appris dans son enfance.

« J'ai eu envie de devenir chanteuse professionnelle lorsque j'ai décidé de faire ma vie ici, en France, et non plus en Algérie », explique aujourd'hui Houria Aïchi. Retrouvailles nécessaires avec des racines dont elle ne pouvait supporter qu'elles aillent à vau-l'eau. Invitée « par hasard », en 1984, dans un festival alors consacré aux voix de femmes, elle découvre que sa présence sur scène la ramène étrangement au plaisir des fêtes de Batna. Mais la mémoire des générations ne lui a transmis que des bribes de ces poèmes épiques et de ces longues mélodies.

Houria Aïchi, devenue professeur de sociologie à Boulogne-Billancourt, en a recherché les chaînes manquantes à la Sorbonne et au Musée de l'homme. Une thèse de Jean Servier consacrée au chant berbère dans les Aurès éclaira sa lanterne, mais les quarante rouleaux de cire - inaudibles - résultat d'une collecte effectuée dans les années 30 par Thérèse Rivière, ne lui sont d'aucun secours. Houria recolle patiemment les morceaux de cette tradition éparse et, grâce à une tournée mondiale produite par le

Womad, le label anglais, référence en matière de world-music, entame une carrière qui la ramènera à Alger en 1989, au Mougeat.

Avec cette belle voix étirée en souplesse, haute et palmodiante, Houria Aïchi ajoutera à son répertoire habituel (1) des chants puisés à la source, à Batna. Elle y a réalisé six heures d'enregistrement avec les femmes de son quartier, au printemps dernier, juste avant de monter un très joli spectacle, pour le Festival de Nantes, avec l'Espagnole Equidada Barés, interprète de la tradition juive de son pays. Saïd Nisidra, qui l'accompagne sur la scène du Théâtre de la Ville, fut berger en Kabylie, puis ouvrier en France. Il fabrique aujourd'hui des flûtes en roseau où passe un souffle comparé à un vent sur les pentes des Aurès.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Chants des Aurès, en CD Audiodis Ethnic 86749.

► Théâtre de la Ville, le 12 janvier, à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

Pour fêter 1991
le théâtre international de langue française
Phonothèque Babel-Lormes
parlative
3 visages de femme
Pascale ROZE
Théâtre Pardo-Villate
« Tolstoï la nuit »
mise en scène : Alain Béraud
17 janvier - 19 janvier
Lisette MALIDOR
Salle Boris Vian
« L'Amour Toujours »
mise en scène : Philippe Adrien
17 - 18 - 19 janvier
Fatima GALLAIRE
Théâtre du Libre
« Les Coépouses »
mise en scène : Maurice Arnaud
8 février - 23 mars

SPECTACLES
VENDREDI 11 JANVIER

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Aldo Fabrizi : *Emigranza* (1948, v.o.), d'Aldo Fabrizi, 15 h ; *Cette blanche à Gérard Courant* : *Tramp Tramp Tramp* (1928, v.o.), d'Harry Edwards et Harry Langdon, 13 h ; *Gérard Courant* : *She's a very nice lady* (1982), de Gérard Courant, 21 h ; *Cette blanche à Gérard Courant* : *Condamnation* (1978-1987), de Gérard Courant, 14 h 30.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Chishu Ryu : 60 ans de cinéma : *L'athlète vétéran* (1937, v.o. s.t. anglais), d'Hiroshi Shimizu, 18 h ; *Le frère aîné et sa sœur cadette* (1938, v.o. s.t. anglais), de Y. Shimazu, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARNIER (42-78-37-29)

Zavattini : *Un jour dans la vie* (1948, v.o. s.t.), d'Alfred Hitchcock, 14 h 30 ; *Pour l'amour du ciel*, v.o. s.t. anglais, 17 h 30 ; *Notes sur les femmes* (1983, v.o. s.t.), d'A. Gurnir, G. Francolini, R. Rosellini, L. Zampieri, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Paris qui chante : *Chavalier* : *Maurice de Paris* (1950) de Jean-Paul Sassy, *Maurice de Paris* (1980) de Jean-Paul Sassy, 14 h 30 ; *Hymne de George Swenson* : *Les Sortes de Charlene Dupas* (1978) de Joseph Morder, *Encore* (1988) de Paul Vecchiali, 18 h 30 ; *Scédaud* : *Scédaud* (1988) de Christian Menet, *Actualités Gaumont*, *Scédaud à l'Olympia* (1984) d'Igor Barrère, 18 h 30 ; *Refrain* : *Bande annonce* : *Dans les rues* (1933) de Victor Trivas, 14-Juillet (1932) de René Clair, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.o.) : *Les Trois Balcans*, 8 (45-51-84-85) ; *U.C. Opéra*, 9 (45-74-95-40) ; *Paris Côté 1*, 10 (42-70-21-71) ; *L'AGUILON DE LA MORT* (Jap., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

ALBERTO EXPRESSE (Fr.) : *Cinches*, 6 (46-33-10-82).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : *Lucerna*, 6 (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS OU TIMBRE PERDU (Can.) : *Latina*, 4 (42-78-47-88) ; *Epée de Bois*, 4 (43-27-57-47) ; *Saint-Lambert*, 15 (45-22-81-68).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.o.) : *Le Bary Zébré*, 11 (43-57-51-59) ; *Saint-Lambert*, 15 (45-22-81-68).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES OISIFES (A., v.o.) : *Cinches*, 6 (46-33-10-82) ; *George V*, 9 (45-62-41-48).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Latina*, 4 (42-78-47-88) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (43-58-19-08) ; *Les Montparnasse*, 14 (43-27-52-37).

CHERIE, J'AI RETRÉCÉ LES GOSSES (A., v.o.) : *Club Gaumont* (Publicité Matignon), 11 (48-05-51-87) ; *République Cinéma*, 11 (48-05-51-87) ; *Grand Pavois*, 15 (45-44-48-85) ; *Saint-Lambert*, 15 (45-22-81-68).

LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE (Fr.) : *Panthéon*, 6 (43-54-15-40).

CHRISTIAN (Fr.-Dan., v.o.) : *Reflet Logos* 11, 6 (43-54-42-34).

CINÉMA PARAOISIO (Fr.-It., v.o.) : *Ciné Gaumont*, 3 (42-71-52-38) ; *Grand Pavois*, 15 (45-44-48-85).

LA CITÉ DES DOULEURS (Cin., v.o.) : *République Cinéma*, 11 (48-05-51-87) ; *Dunfer*, 14 (43-21-41-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : *UGC Triomphe*, 6 (45-74-95-40) ; *Sept Parnasses*, 14 (43-20-32-20).

DAMES GALANTES (Fr.) : *Cinches*, 6 (46-33-10-82).

GANCING MACHINE (Fr.) : *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-12-06).

LA OËSENCHANTEE (Fr.) : *Pathé Hauteville*, 6 (46-33-10-82).

LA OISÈTTE (Fr.) : *Gaumont Les Halles*, 11 (40-28-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Pathé Hauteville*, 6 (46-33-10-82) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (43-58-19-08) ; *Saint-Lazare-Pasquier*, 9 (43-57-35-43) ; *La Bastille*, 11 (43-07-48-80) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Gaumont Parnasse*, 14 (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14 (43-27-52-37) ; *Gaumont Convention*, 15 (45-22-81-68) ; *Pathé Wepler* 11, 18 (45-22-81-68) ; *La Gambetta*, 20 (46-33-10-82).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : *Cinches*, 6 (46-33-10-82).

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : *Sept Parnasses*, 14 (43-20-32-20).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : *République Cinéma*, 11 (48-05-51-87) ; *Dunfer*, 14 (43-21-41-01).

GASPARO ET ROBINSON (Fr.) : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (43-58-19-08) ; *Les Montparnasse*, 14 (43-27-52-37).

GHOST (A., v.o.) : *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *UGC Danon*, 6 (42-25-10-30) ; *UGC Normandie*, 6 (45-52-18-18) ; *UGC Biarritz*, 14 (43-20-32-20) ; *Sept Parnasses*, 14 (43-20-32-20) ; *v.o.* : *Reiz*, 2 (42-36-83-93).

UGC Montparnasse, 6 (45-74-95-40) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Pathé Clichy*, 18 (45-22-81-68).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : *Gaumont Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Latina*, 4 (42-78-47-88) ; *Gaumont Ambassade*, 8 (43-58-19-08) ; *Les Montparnasse*, 14 (43-27-52-37).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : *Elysées Lucien*, 6 (43-58-36-14).

HALFAOUIE (Fr.-Tun., v.o.) : *Sept Parnasses*, 14 (43-20-32-20).

HENRY & JUNE (v.o.) : *Cinches*, 6 (46-33-10-82).

L'HOMME AU MASQUE O'OP (Fr.) : *Forum Orient Express*, 1 (42-33-42-25) ; *George V*, 9 (45-62-41-48) ; *Sept Parnasses*, 14 (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A., v.o.) : *Cinches*, 6 (46-33-10-82).

LACENAIER (Fr.) : *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *UGC Danon*, 6 (42-25-10-30) ; *UGC Biarritz*, 14 (43-20-32-20) ; *UGC Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59).

LES FILMS NOUVEAUX

CERTAINES NOUVELLES. Film français de Jacques Davie : *L'Enfer*, 14 (45-43-41-63).

ESPERANTE HOURS. (v.o.) Film américain de Michael Cimino, v.o. : *Ciné Beaubourg*, 3 (42-71-52-38) ; *UGC Danon*, 6 (42-25-10-30) ; *UGC Normandie*, 6 (45-52-18-18) ; *UGC Biarritz*, 14 (43-20-32-20) ; *UGC Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *Mistral*, 14 (45-38-52-43) ; *UGC Convention*, 15 (45-22-81-68).

L'EXORCISTE LA SUITE. (v.o.) Film américain de William Peter Blatty, v.o. : *Forum Horizon*, 1 (45-08-57-57) ; *George V*, 9 (45-62-41-48) ; *v.o.* : *Pathé Française*, 9 (47-42-60-33) ; *Fauvette*, 13 (43-31-56-88) ; *Pathé Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Pathé Wepler* 11, 18 (45-22-81-68) ; *La Gambetta*, 20 (46-33-10-82).

L'EXPERIENCE INTERIORE. (v.o.) Film américain de Joel Schumacher, v.o. : *Forum Horizon*, 1 (45-08-57-57) ; *UGC Danon*, 6 (42-25-10-30) ; *Pathé Matignon-Concorde*, 8 (43-58-36-14) ; *UGC Normandie*, 6 (45-52-18-18) ; *Sept Parnasses*, 14 (43-20-32-20) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*, 15 (45-75-79-78) ; *Levinor*, 14 (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse*, 14 (43-20-32-20) ; *Paramount Opéra*, 2 (47-42-60-33) ; *Les Nations*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Lyon Bastille*, 12 (43-43-01-59) ; *UGC Gobelins*, 13 (45-61-84-85) ; *14-Juillet Beaugrenelle*

Jean-Pierre Qu  lin

L'Annuaire du tourisme fluvial, dont l'Office national de la navigation (ONN) est le maître d'œuvre, vient de paraître. Il est en vente (200 p., 90 F) dans les librairies spécialisées et à la boutique de l'ONN, 2, bd La-Tour-Maubourg, 75007 Paris. tél. : 40-55-60-38.

Journal

SANS VISA
EN FRANCE

Notre-Dame de la Beauce

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus : l'édifice ou le paysage dans lequel il a été élevé. Sans doute convient-il de saisir l'ensemble dans une seule et même pensée. Chartres !

NOUS sommes nés au bord de votre plate Beauce ! Et nous avons connu des nos plus jeunes ans le portail de la ferme et les churs paysans ! Et l'enclos dans le bourg et la bêche et la fosse !

Il faut, comme les pèlerins qui l'assiègent depuis sept siècles, parvenir à la cathédrale par les routes droites qui la desservent de tous les points cardinaux. De Dreux, de Nogent-le-Rotrou, de Chartres, de l'Orléans, de Paris, de « ce large éventail ouvert à tous les vents » s'imposent les deux dimensions du paysage chartreux : la rectiligne sur la terre, la verticale vers le ciel. De tout temps, que l'on vint du Perche ou de Sologne, du Gâtinais ou du Hurepoix, la double flèche a fixé le terme du parcours, assignant à chacun un destin singulier. Le treizième siècle, architecture de l'œuvre cathédrale française, pour Chartres en 4 000 figures sculptées et ses 172 vitraux (1) de 5 000 personnages : chaque impétrant peut y trouver son double, annonciateur de l'identification chrétienne.

Car, comme l'a lumineusement écrit Gustave Cohen, « la première moitié du grand siècle du Moyen Âge portera à sa perfection l'œuvre commencée et prenant modèle sur Notre-Dame de Paris, construira d'outres Notre-Dame (...), leur donnant à chacune leur rôle et leur signification propre, la première étant la mariale, la seconde, Chartres la prophétique, la troisième, Reims la royale, la quatrième, Bourges l'apostolique » (2).

Chartres est aussi la plus humaine des grandes cathédrales, peut-être en raison de cette irrégularité glorifiée par ses clochers dissimulés, l'un roman, l'autre

gothique, ou par sa chapelle adjointe qui recèle le Trésor. Elle s'élève de sols emblavés dont les seules éminences sont les silos à grain et les châteaux d'eau : sous les cieux gris et bas du froid hiver beauceron, la terre labourée brune et nue semble posée comme un onguent. L'œuvre de l'homme est le royaume de Notre-Dame, qu'il soit paysan ou homme de loi : près de la rue de l'Étroit-Degré, son chevet abrite l'étude de quatre avocats, installée là, c'est certain, depuis des siècles.

Des corbeaux s'envolent, recherchant les gargouilles, Ruelles du quartier Saint-André, puits de pierre coiffant l'Eure grâce à laquelle prospérèrent autrefois foulons et sergiers : la pluie précipite les gestes, les riverains regagnent les maisons à pignon et cal-de-bœuf, entrouvrant les portails et gravissant les escaliers en tourle. Les pèlerins, eux, les simples promeneurs aussi, regardent en l'air se détacher d'un terreau d'Indiens, des Japonaises, des Américains, pressent le pas vers Notre-Dame qui les attend depuis toujours.

Par le « portail royal », la nef se donne dans sa largeur unique et sa pente légère. Il fait sombre, mais la lumière vient pourtant, non pas du jour mais de la nuit bleue des vitraux. Le sublime est présent en un million d'éclats de couleurs que surpasse l'étrange violet de Chartres, sur lequel un presque millénaire a déposé l'air, la pluie, la grêle, la neige du temps. Il est dans le déambulatoire un vitrail seulement bleu, à peine tacheté de quatre ou cinq éclats verts et rouges, comme une figure abstraite qu'il est pas absurde de rapprocher de Matisse ou de Rouault. Péguy encore :

Ce qui parait ailleurs est une oppression
N'est ici que l'effet du noble écrasement.

Ce qui partout ailleurs est un empiètement
N'est ici qu'héritage et que succession.

A Chartres plus qu'ailleurs s'éprouve comme évidence le sentiment d'éternité.

Un enfant pleure pendant l'office, mais les visiteurs s'éloignent du chœur à pas de loup : la foi de nos jours exige le silence. Au Moyen Âge, on dormait et on mangeait à l'église, des chiens y erraient, on y faisait des affaires, on régalait celles de la cité. Beaucoup des vitraux de Chartres ont pour donatrices les corporations professionnelles qui se font ainsi respectueusement connaître : « A y bien regarder, on s'aperçoit que les groupements de métiers ont obtenu pour leurs verrières les meilleurs emplacements de l'église, le long des bas-côtés ou dans le déambulatoire le plus proche du public, et ont repoussé les vitraux offerts par les évêques et les seigneurs jusqu'aux fenêtres hautes de la nef et du chœur. Dans chaque verrière, le marchand de drap, le tailleur de pierre, le charbon et le charpentier se sont fait représenter dans un médaillon de la partie inférieure du vitrail, le plus près possible des

clients éventuels » (3). La cathédrale, lien de la vie qu'elle annonce, qu'elle célèbre, qu'elle préserve. En juin 1940, au moment même où Gustave Cohen commençait la rédaction de sa *Grande Clarté du Moyen Âge*, le préfet du département d'Eure-et-Loir s'efforce de porter secours aux innombrables réfugiés fuyant Paris et les troupes allemandes : « A la cathédrale, un spectacle pénible m'attendait. Au fond de la plus profonde crypte, éclairée par quelques veilles, glis sur des matelas et des civières toute une humanité meurtrie. Sur tous les

visages durement sculptés par la pénombre, se lisent l'insomnie, la fièvre, la peur. » Sous les yeux de Jean Moulin (4), dans la débâcle, le grandiose édifice perpétue sa vocation.

Olivier Barrot

(1) Dont le plus célèbre, Notre-Dame de la Belle Verrière, vient d'être restauré. Lire l'article d'Yvonne Reberoy dans le *Monde* du 30-31 décembre 1990.
(2) Gustave Cohen, *La Grande Clarté du Moyen Âge*, Gallimard, 1967.
(3) Jean Gimpel, *Les Bâisseurs de cathédrales*, Le Seuil, 1980.
(4) Jean Moulin, *Premier combat*, Editions de Minuit, 1983.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-83-11 - Tél. 978275
Fax 93-39-19-48
A deux pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
30 CHAMBRES INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-42-56 - Tél. 478418
Tél. 93-86-17-99.

NICE

HÔTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

HAUTES-ALPES - ÉCRIN

HIVER 90/91
Pensinn complète + clubs enfants
+ animations scolaires à partir de
1 620 F / semaine.
Enfants de - 10 ans : 25 % de réduction.
AUBERGE LA BLANCHE
N° vert appel gratuit : 05-83-29-21.

05350 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Vercors)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eto-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France

Ski de fond, piste, promenade
Meublé, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-02.
Fax : 92-45-80-10.

Paris

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA **
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 à 340 F)
TV couleur. Tél. direct minibar.

Provence

Votre maison de campagne en Luberon

LE MAS DE GARRIGON ***
Cuisine du marché
Charme - Confort - Feu de cheminée
Bibliothèque - Équitation
Face au Parc de Roussillon
Conditions spéciales « Fête en Janvier »
Rens. et Réservations : 90-05-63-22
Accueil : Christiane RECH, DRUART

Ile Maurice

HÔTEL BELLE MARE

Plage magnifique.
Chambres superbes.
Cuisine internationale raffinée.
Sports nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Renseignements et réservations :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
Fax : (33-1) 42-25-66-40.

Suisse

LEYSIN 1 300-2 200 m à
4 h 30 de Paris
par TGV. Station
réputée pour son
ensoleillement et son climat vivifi-
cant. Sports, loisirs, détente. Ski
7 jours en 1/2 pension à partir de
573 FF (env. 2 292 FF).
OFFICE DU TOURISME
CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 1941/25-34-22-44.
Fax : 1941/25-34-16-16.
Hôtel PAIX, tél. : 19-41/25-34-
13-75. Accès traio idéal. Tra-
quille. Gourmand. 7 j. peos.
compl. dts 1 990 FF tt compris.

Leysin

Hôtel SYLVANA *** (40 lits)
Ski aux pieds devant la porte - Situation
panoramique - Demi-pension à
partir de 65 FF (env. 275 FF) selon
période. L. Bonelli, chef de cuisine-pro-
pétaire. Tél. : 1941/25-34-11-36.
Fax : 1941/25-34-16-14
CH-1854 Leysin.

Hôtel MONT-RIANT
CH-1854 Leysin
Tél. : 1941/25-34-27-01
Fax : 1941/25-34-27-04
Confort, cuisine et chauffage.
Cuisine faite par les patrons. A l'orée
des pistes de ski. 65 FF (env. 275 FF)
demi-pens. par pers.

St-MORITZ (Engadine)
Kulm - Hôtel

L'hôtel 5 étoiles
dans la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7000 St-MORITZ - Tél. 1941 822 11 51
FAX 3 27 38

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

Hôtel HOLIDAY
60 lits, situation tranquille et ensoleil-
lée, à proximité du funiculaire Sun-
negga. Chambres avec balcon - cui-
sine - bar - bains - w.c. - radio -
téléphone - TV. Hall d'accueil avec
bar. Restaurant. Entrée gratuite dans
une piscine couverte. Prix spéciaux en
janvier à partir de 75 FF (env.
FF 315) en demi-pension.
Téléphone : 1941/2867-12-03, famille
R. Petten, fax 1941/2867 50 14.

TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franco-com-
toise du XVII^e, confortable, rénovée,
chères 2 personnes avec 4 de bus, w.c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. max. tables d'hôte.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au vieux four à bois). Poss.
rand. pédestre, patin à glace, tennis,
YTT. Pensinn complète + vin
+ matériel de ski + accompagnement
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.
Renseignements et réservations
(16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

Guide

La vieille ville de Chartres recèle trente-trois monuments classés. Une heure de promenade permet de découvrir l'église Saint-Pierre, de style gothique rayonnant, les bords de l'Eure pleins de charme avec les vieux ponts et les levoirs, le collégiale romane Saint-André et des édifices de bois à colombage des quinzième et seizième siècles, tels l'escalier de la reine Berthe et le Maison du saumon. L'office du tourisme, place de la Cathédrale, loue des cassettes en français, anglais et allemand permettant de suivre un circuit audioguidé et fléché (prix 35 francs).

Le Cellier de Loëns, près de la cathédrale, abrite le Centre international du vitrail, qui a pour mission de sauvegarder et de mettre en valeur les vitraux anciens mais aussi de favoriser le renouveau de cet

art. Il contribue au rayonnement du vitrail français dans le monde grâce à son centre de documentation et de recherche.

Jusqu'au 10 mars, exposition sur « Le vitrail médiéval allemand ». Lui succédera du 23 mars au 29 septembre, « Le Vitrail de la Renaissance en Champagne-Ardenne » (ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Conférences et visites guidées sur demande).

Le Conservatoire du machinisme et des pratiques agricoles, installé en mars 1990 près de la gare, présente, à travers ses collections d'outils et de machines, l'évolution de l'agriculture et de la société rurale. Sa galerie des inventeurs comprend treize maquettes animées évoquant

d'une manière scientifique et ludique la chemin de l'invention, de Plin l'Ancien à nos jours. Centre moderne de communication, richement doté en moyens audiovisuels, il agit tout particulièrement en direction des professionnels de l'agriculture et des écoles (ouvert tous les jours, sauf le lundi, de 10 heures à 18 heures en semaine, jusqu'à 19 heures les samedi et dimanche).

Par ailleurs, l'étonnante Maison Picassiette et son jardin, dont chaque centimètre carré est décoré par une mosaïque à base de morceaux de vaisselle, mérite le détour. L'œuvre de Raymond Isidore - homologue local du facteur Cheval - est une explosion de couleurs et de dessins naïfs (ouvert de Pâques au 30 septembre, de 10 heures à 12 heures et de

14 heures à 18 heures sauf le mardi. En octobre, ouvert samedi et dimanche matin).

Au pied de la cathédrale, dans l'ancien palais épiscopal, le Musée des beaux-arts présente des collections de peintures - Zurbaran, Cherdin et Viaminck - de sculptures et d'œuvres aussi des documents exceptionnels sur l'Océanie (ouverture du 10 heures à 18 heures, du 15 juin au 30 septembre. Les autres mois, fermé entre 12 heures et 14 heures ; fermeture le mardi).

Spécialités culinaires locales : la pâté de Chartres, présentés en croûte ou en terrine, célèbre dès le dix-huitième siècle, et les mentchikoffs, fine chocolats prénés créés en 1893 au moment de l'alliance franco-russe.

De notre correspondant
Christian Houisse

Rue du Temple

C'est une rue anachronique, et à remonter ses 1135 mètres imparfaitement alignés dans l'axe nord-sud, on comprend mal pourquoi. De l'Hôtel de Ville à la place de la République, pas un indice, plutôt, carrefour après carrefour, la confirmation de l'énigme. De Philippe le Bel à Romain Bouteille, enquête rue du Temple.

LES immeubles se ressemblent, avec un remarquable sens du calque. Enfilades d'hôtels particuliers jamais rénovés, de porches peu avenants à la peinture écaillée, de façades jumelles. Répétition d'enseignes délavées, de boutiques maladroites à donner le vertige.

Même le commerce intrigue, rue du Temple, par sa monotonie. Du bas en haut, trop de ganteries, de maroquineries, de cordonneries, d'échoppes de boutons ou de fournisseurs exclusifs de bretelles. Comment ses habitants gagnent-ils leur vie? Pas avec ces activités saramègues, du demi-gros, ou de détail, tout de même! Au prix du bouton de cuvette! Les magasins paraissent vides, mal éclairés. Les entrepôts des premiers étages

prestigieux décor qui l'a placé en son centre.

Car la rue du Temple n'est pas n'importe où. Elle commence au cœur de la ville, contre sa mairie, à une encablure du fleuve et de Notre-Dame. Sur cette rive, il n'y a guère que la rue Saint-Denis à pouvoir revendiquer une présence historique. La rue de la prostitution fut longtemps chemin de sacre pour les rois de France, qui s'en revenaient de la basilique Saint-Denis. Même après Saint Louis, les filles, au passage des moarques, n'exhibaient alors que leurs mouchoirs.

Juste après, dans l'ordre, vint cette rue du Temple, lorsque Louis, sise en l'île de la Cité, se donna un autre port, sur la grève, justement, où venait mouiller la ruelle. Lorsque le Royaume conféra, au treizième siècle, aux Parisiens leur premier droit de vote, les laissant élire leurs échevins, bien vite, le prévôt des marchands, ancêtre du maire, choisit cette place, dite de Grève (1), pour y dresser son Hôtel, organiser les réjouissances, y subir les révoltes de la populace et procéder aux exécutions capitales voulues par la loi.

La rue du Temple ne pouvait être mieux placée, pour le spectacle, et l'influence, pour se soumettre à l'édile local ou aux souverains, qui ne s'éloignèrent jamais beaucoup de son pavé, logant en Saint-Paul ou vers le Louvre. Châtiennement, elle refusa tout, les loisirs et la soumission, et cela se sent encore aujourd'hui. Entrez à pied dans cette rue! A pied parce que, sur cinquante

de se faire chasser de Palestine, plus de neuf mille commanderies en Europe et au Proche-Orient. Il obtint de Saint Louis le droit de mettre son trésor et son grand prieur en lieu sûr près de Paris. Il choisit les marécages de la Seine, les assécha, mit donc le Marais, les Halles et la République sur la terre ferme, planta, récolta, plus riche que le roi de France.

Les Chevaliers entourèrent leur prieuré d'une muraille solide, haute de huit mètres, dans un périmètre qui s'étendait de l'actuelle place de la République jusqu'à la rue de Bretagne, longeant, bien sûr, la rue du Temple. Ils bâtirent leur église et leur geôle, de riches palais et des maisons de rapport, où beaucoup plus tard Mozart et Jean-Jacques Rousseau trouvèrent refuge. L'ordre devint un peu la Caisse des dépôts et consignations de l'époque. Contre son or, prêt au souverain, ses religieux brillaient et paillardaient obtinrent privilège de soustraire leurs protégés au régime commun. Des aristocrates, des bourgeois, des ouvriers ne payèrent ainsi point d'impôt. La rue du Temple, qui n'était encore qu'un chemin menant à l'enclos, choisit cet arrangement-là, et cela fit sa richesse en l'éloignant du règne fluvial.

Philippe le Bel, au début du quatorzième siècle, s'énerva de cette autonomie, et avec l'aide du pape organisa un procès truqué, pour débauche et dissidence, contre le grand prieur, qui fut brûlé dans l'îlot des juifs (la place Dauphine). La commanderie dissoute, les biens et les gens des Templiers furent confiés à un autre ordre de Jérusalem, les Frères hospitaliers de Saint-Jean. Plutôt que de détruire l'enclos, ces derniers assurèrent sa prospérité, en totale impunité. Les rois leur devaient tout d'argent : le royaume s'épargna le ridicule d'un second procès. Ces frères de Malte furent même plus paillards que les Templiers. L'un de leurs grands prieurs, le prince Louis-François de Coati (1717-1776), se vanta même d'avoir honoré quatre mille jolies femmes en une seule vie. La sienne. A sa mort, on retrouva quatre mille bagues, traditionnel cadeau des dames satisfaites. Mais le prince, assura l'enclos, avait rajouté lui-même des anneaux.

Il se alla ainsi jusqu'à la Révolution, de l'enclos et de cet octroi de privilèges. La rue du Temple devint une rue à part, qui n'avait pas à tirer orgueil de son commerce, ou de ses façades. Elle était l'allée des Templiers. Intouchable.

Elle l'est restée, méprisante du sort courant, même prestigieuse, de la place, au sud, comme de ses côtés. Elle accueillit des étrangers, Polonais ou Allemands, des juifs bien avant la rue des Rosiers. Aujourd'hui, Chinois, Roumains ou Marocains doivent y sentir une atmosphère de tolérance. Hier, la rue autorisait des princes

à habiter ses étages, à charge, pour eux, de supporter l'impécunieux arrivé avant eux.

A notre époque, une rénovation d'immeuble est tolérée, à condition de ne pas trahir la grisaille ni emballer l'impôt. Les commerçants ne font pas fortune, dans la rue. Mais comme si l'influence modératrice des ordres avait perduré, les baux n'augmentent pas, ce qui vaut à cette artère de pouvoir vous vendre encore une douzaine de boutons pour le prix d'un pain. Allez donc chercher pareille aubaine, vers le Marais ou les Halles!

Ceux du Temple n'allèrent jamais voir, dit-on, tomber une tête devant l'Hôtel du Prévôt. Lorsque la police vidait une Cour des miracles, comme celles entourant la rue Montorgueil, les manants et les filles venaient se protéger dans les arrière-cours des annexes de l'enclos, astucieusement dissimulées tout au long de la rue. Une seule obligation : s'abstenir d'exercer leurs talents dans le périmètre, ou d'y échouer le butin de leurs larcins. Un grand prieur passé par le feu n'aurait pas fait exception. Curieusement, la toxicomanie des Halles n'a pas franchi la rue du Temple, et ses ruelles, de Saint-Merri ou des Blancs-Manteaux, protège plutôt l'alcool.

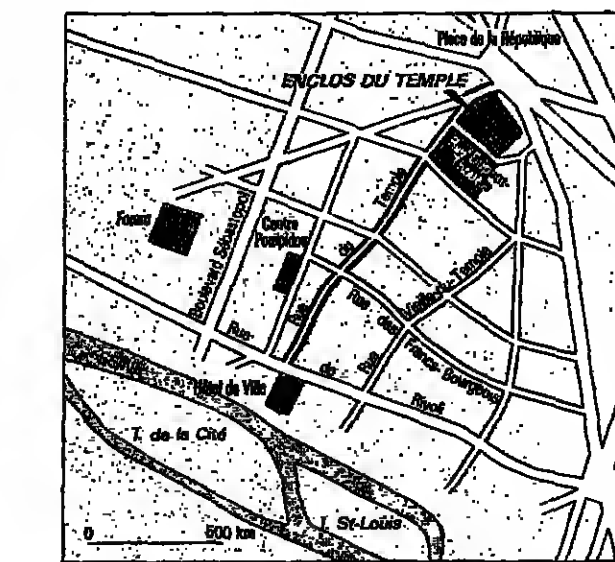
Les religieux appréciaient la fête, réservée à l'enclos lui-même, on alors aux aubains, invisibles de la chaussée. Les tavernes sont demeurées pudiques. Le théâtre ou trombe pas la fausse somnolence des trottoirs, simplement encombrés des ballots de laine ou de cuir de l'import-export. Le théâtre s'est pourtant donné la meilleure place, une cour pavée, au 41 de la rue. L'ancienne Auberge de l'Aigle d'Or, dernière des têtes de lignes pour les diligences de la province.

En 1972, quittant le passage du Départ, dans Montparnasse, Romain Bouteille fit élire domicile à son Café de la Gare dans ce relais où l'on avait tant aimé les chevaux que les hommes. Bien sûr, le tribulion de la société du spectacle et ses copains ne pouvaient finir que dans une enclave où la marginalité avait eu ses puissants protecteurs.

Près de vingt ans plus tard, ce fameux numéro 41 a la même allure de cour des miracles obstinée à prêter sa différence. L'ancienne auberge, aux façades classées, attend, comme plus bas la maison de Du Guesclin (au 17), ou celle du marquis de Maisonfort (au 22), ou, plus haut, l'ancien hôtel de Savoie (au 72), une improbable rénovation. Mais ce serait probablement condamner les salimbanches à l'expulsion. Alors, ne le souhaitez pas. L'escalier qui conduisait les chevaux à leurs écuries souterraines est toujours là. Tous les étages sont occupés par des cours de danse, de jeu, de claquettes. Le Centre de danse du Marais cotoie le Café de la Gare. Un restaurant, Le

Studio, nourrit tous ces efforts physiques ou cérébraux. L'été, les tables et les parasols occupent la moitié de la cour.

Dans le bistrot d'en face, côté des oumères pairs, des dizaines de jeunes comédiennes, de danseuses débotantes, rêvent de gloire devant des eaux minérales. Le Café de la Gare, lui, a toujours privilégié le « rouge » modeste qui va bien à la rue. Les vieux hôtels particuliers, aux alentours, sont couverts d'affiches de spectacles fauchés, de pièces en sous-sol, de concerts ou de ballets sans subventions. La rue du Temple, cette réfractaire, ne comprend sans



doute pas grand-chose à l'art, aucune salle, jamais, ne s'y implanta. Mais l'auberge espagnole du 41 est acceptée, aimée, comme jadis on assumait l'étranger, par la volonté des Templiers.

Ce n'est décidément pas, sauf pour plaire à Romain Bouteille, une rue d'animation. En aval, au numéro 20, l'ancien hôtel de la Gabelle, façade déprimée lui aussi, protège un cinéma d'art et d'essai, Le Latina, et un restaurant en étage, le Bistrot latin. A droite, dans la rue Saint-Merri, la librairie de la Fondation Maeght. Au 24, l'Association des Chinois résident en France, le siège des Lettres françaises et des Editions Maurice Nadeau. Pas si mal, vraiment. Mais sur 50 mètres. Au temps des splendeurs du café-théâtre, vers le milieu des années 70, on comptait aussi la venve Pichard, dans une ruelle, les Blancs-Manteaux, un peu plus haut. Encore l'influence de Bouteille. Le théâtre a refusé, s'est replié sur sa cour. Rien ne dépasse.

Rien ne dépasse plus, pratiquement, jusqu'en haut de la rue du Temple. Deux hôtels particuliers, restaurés, et propriété de la Ville de Paris, dont l'hôtel de Saint-Aignan, bâti par Le Mouet, au 71, siège de la septième municipalité de 1795 à 1800. Rien d'autre, si

41, rue du Temple, passage du Café de la Gare et du Centre de danse du Marais

ce n'est quelques mètres de vie et de commerces alimentaires, au croisement de la rue Rambuteau. Le joli passage Saint-Avoye. La rue du Temple se resserre à nouveau, entrevoit les tuyaux bleus de Beaubourg à quelques carrefours, puis débouche sur son berceau. L'enclos.

Il n'en reste rien. Le square du Temple signale son sonveoir, comme la mairie du 3^e arrondissement ou le Carreau du marché. C'était là, tout autour. On voyait le donjon carré de loin, et son toit conique. Le 10 août 1792, on y conduisit Louis XVI et la famille royale. Les Hospitaliers, avec l'accord de la commune, lui servirent un repas digne de son rang. Selon la tradition de l'ordre, des bourgeois, des indigents de la rue du Temple, dînèrent en sa compagnie. Puis on l'installa du mieux qu'on le put, dans les appartements du donjon. Six mois plus tard, Louis XVI fit un grand tour dans Paris vers l'échafaud, escorté par les artisans de la rue, qui furent les seuls à ne pas insulter le condamné. Non par conviction politique, le Temple adopta la Révolution, comme Paris. Par dédain de l'assassinat.

Marie-Antoinette vint une année dans l'enclos, entourée de la sympathie des protégés du Temple, avant d'être enfermée à la Conciergerie. Les révolutionnaires ne savaient plus très bien s'il fallait liquider toute l'auguste famille. La rue donna son avis. Négatif. On sait que le dauphin fut déclaré décadé, de maladie, à

une date inexacte : un gamin de la rue, mourant, lui fut substitué, peut-être avec l'accord de Paul Barras, en tout cas avec la complicité de l'enclos et de ses sujets. Louis XVII vécut sans doute plusieurs mois à l'abri du silence des amis des Templiers, avant de mourir, lui aussi, sans doute, de maladie. Une longue enquête commença, jamais achevée, non concluante. On dénombra jusqu'à quarante-trois dauphins possibles. De toute cette longue histoire, c'est la seule fantaisie que s'offrit la rue du Temple. Son secret.

L'empire de l'ordre fit encore fonction quelque temps de prison. Notamment pour Toussaint Louverture, le rebelle de Saint-Domingue. Puis Napoléon trouva que, même réduit à l'état de geôle, ce royaume réfractaire ne cessait d'être embarrassant. On détruisit tout. Mais on oublia de raser la rue.

Philippe Boggio

1) Les ouvriers sans emploi se réunissaient sur la place. D'où l'expression : se mettre en grève. (Paris, Guides bleus-Pa-riscope, Hachette)

2) La plupart des informations de cet article, concernant l'enclos des Templiers, sont extraites du remarquable ouvrage de Jacques Hillairet, *Dictionnaire historique des rues de Paris*. Editions de Minuit, 7^e édition, 1963.

Flots suisses

Bridge

n° 1417

DÉFENSE À LONGUE PORTÉE
Savoir découvrir où se trouve la seule chance de chute exige de savoir raisonner et de prévoir comment le coup pourrait se dérouler. Au championnat d'Europe junior de 1988, la défense du Polonais Jassem a été primée. Mettez-vous à sa place ou Ouest.

♠ RV8
♥ 94
♦ R1085
♣ 7632

♠ 932
♥ V102
♦ R1084
♣ 5

♠ 0764
♥ D7
♦ AD42
♣ ADV

Ann. : E. don. Pers. vuln.
Ouest Nord Est Sud
Jassem Séban Kowalski Lila
3♥ contre passe 1♠
passe 4♠ passe...

(1♠ : fort et artificiel.)
Ouest a attaqué l'As de Cœur, puis le Roi de Cœur (sur lequel est tombée la Dame de Cœur seconde de Sud), comment Jassem a-t-il ensuite joué pour faire chuter QUATRE PIQUES ?

RÉPONSE

Où Ouest peut-il espérer faire encore une levée (en plus de l'As d'atout) alors qu'il sait que son partenaire ne peut guère avoir que la Dame de Carreau ou le Roi de Trèfle (qui seront capturés par Sud) ? En revanche, si Est a le 9 d'atout, il suffit, comme Jassem, de continuer Cœur (dans coupe et défausse) afin d'ouvrir la coupe de partenaire en vue d'un quatrième tour à Cœur !

Le déclarant coupe le troisième coup de Cœur avec le 8 de Pique, puis il fit l'impassé au Roi de Trèfle et joua atout. Ouest se précipita sur son As de Pique et régla Cœur. Le déclarant coupe de sa main (car le Roi de Pique était sec au mort), mais Est, qui avait compris la défense de Jassem, coupa avec le 9 de Pique, Sud surcoupa avec la Dame, mais il ne put empêcher Ouest de faire chuter le contrat avec le 10 de Pique qui était encore second.

Où oterait que, si le déclarant avait coupé le troisième tour à Cœur avec le 4 de Pique de sa main, il aurait été réduit à trois atouts. Cependant, pour la chute, la défense doit être encore plus vigilante, et Ouest devra laisser passer deux fois avec son As si le déclarant

joue deux fois atout. Ensuite, il devra refuser de couper quand les quatre joueurs auront un atout chacun. Finalement, précise l'Anglais Patrick Jourdain, « Ouest devra tenir cinq fois son As d'atout ! »

HONNEUR SUR HONNEUR

La règle « honneur sur honneur » que l'on enseigne dans les manuels est connue de tous les bridgeurs, mais le corollaire que vient d'en tirer le fameux champion pakistanais Mahmood Zia est certainement moins évident. Il l'a choisi comme sujet de base de l'article qu'il a écrit en 1989 pour le concours organisé tous les deux ans par Bols, la marque hollandaise de liqueur. Il a remporté cette compétition avec une telle avance grâce au conseil suivant : « Quand un joueur ne couvre pas un honneur, c'est qu'il ne l'a pas ». Et voici comment, en partant de cette idée, un peut gagner des contrats que la plupart des déclarants chutent.

L'exemple suivant est typique. Cachez les mains d'Est-Ouest pour mieux comprendre le rôle de ce conseil.

♠ 02
♥ 53
♦ 1094
♣ AR10972

♠ R763
♥ A1084
♦ 765
♣ 84

♠ 02
♥ 53
♦ 1094
♣ AR10972

♠ 9854
♥ DV976
♦ V82
♣ V

♠ AV10
♥ R2
♦ ARD3
♣ D653

Ouest ayant entamé le 8 de Trèfle pour l'As du mort et le Valet de Trèfle d'Est. Comment Sud doit-il jouer ce PETIT CHELEM À TRÈFLE ?

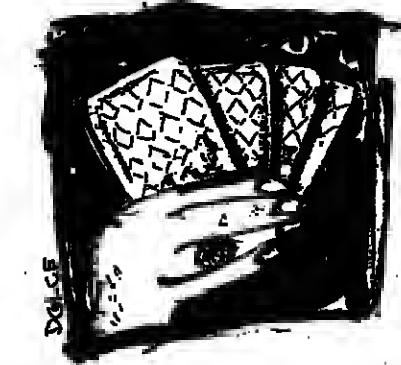
NOTE SUR LES ENCHÈRES
Sud, qui a ouvert de « 1 Trèfle » (probablement artificiel et fort), est arrivé au contrat de « 6 Trèfles » joué de la « bonne main » (puisque le Roi de Cœur est protégé contre l'entame à Cœur).

COURRIER DES LECTEURS

« Quand aura lieu le prochain championnat du monde par équipes de quatre ? » demande un lecteur.

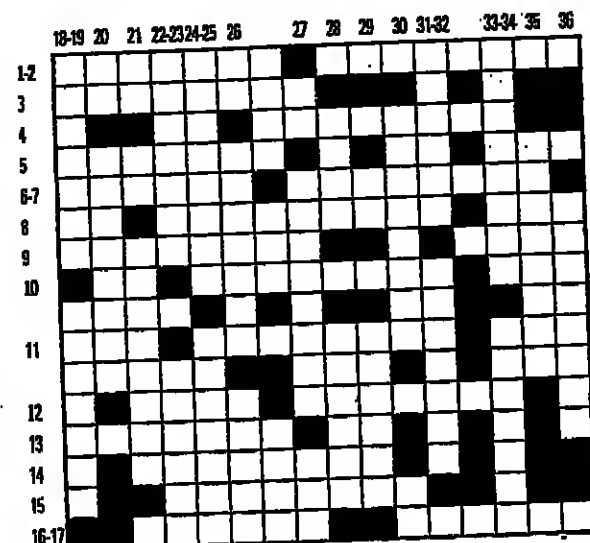
La Bermuda Bowl opposera huit équipes représentant huit régions mondiales pendant deux semaines, du 29 septembre au 11 octobre 1991, au Japon à Yokohama.

Philippe Bruguier



Anacroisés

n° 648



HORIZONTALEMENT

1. ACCOINT. - 2. EFFIMRTU. - 3. EELNRT. - 4. ABINTTU. - 5. INNOOPS. - 6. AAACNR. - 7. ELNPTU. - 8. EGGINRTY. - 9. AEEELSTU. - 10. AEGINRTY. - 11. AEEFMRS (+ 2). - 12. AAINRT (+ 1). - 13. EELNRT. - 14. DEEGORSU (+ 1). - 15. CEES-SUU. - 16. OEEESS. - 17. EELNUX.

VERTICALEMENT

18. CEEHNO (+ 2). - 19. DEOSTTU. - 20. AINOPT (+ 2). - 21. AEEINNR. - 22. AELNRT (+ 3). - 23. EOSTTU (+ 1). - 24. AENRTTY. - 25. AEGTUT. - 26. AEEGRU (+ 1). - 27. AENOPRR. - 28. ADELNS (+ 1). - 29. AELPU. - 30. ABINOOTU. - 31. AELPU. - 32. EENNOT. - 33. EFINNT. - 34. AELSTU. - 35. AELNOST. - 36. CEEHLS.

SOLUTION DU N° 647

1. ASTROIDE (ADROITES DOSE-RAIT DOTAIRAS). - 2. AGRIFFE (GREFFAI). - 3. RHIZOIDE. - 4. ALUNERA, recouverte d'aluminium.

5. OISELAL. - 6. GASCONNA. - 7. URBAINS (BURINAS). - 8. RELIERS (LISEREE REELIES). - 9. MOUSSEUX. - 10. URINNES (SURINNE RUINNES REUNIES). - 11. EQUIVALU. - 12. ETREUR. - 13. CINQUES, réactions à une stimulation (SCIENCES). - 14. ROBOTISE. - 15. PAREOS (APEROS OPERAS POSERA REPOSA). - 16. SIBERIEN (IBERIENS BINERIES). - 17. RINCIEZ. - 18. ALTESSE (LESATRES SALETES). - 19. REPIER. - 20. AMALGAME. - 21. EBRASER (BAR-REES ABERRES). - 22. AQUOSITE (ESTOQUAI). - 23. TOUSSEUR. - 24. SILICOSE. - 25. OPERONS. - 26. EVITERAI. - 27. ANILINE. - 28. CRATINER (INDURERA). - 29. ANIEUSE. - 30. AZOTURIE. - 31. ESSARTA (ASARETS...). - 32. REDENT (RENTEN TENDER TENDRE). - 33. RISIBLES. - 34. INSENSE (SIENNES). - 35. TRI-SOCS. - 36. FELAIENT. - 37. ETE-SIEN. - 38. EPIASSE (EPAISSE ASEPSIE). - 39. KREUTZER, ancienne monnaie allemande.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Echecs

n° 1419

Championnat de Leningrad, 1990.
Blancs : Polovodina.
Noirs : Maslov.
Défense Grünfeld.

1. d4 c6 2. d5 d6 3. c3 e6 4. f4 f5 5. g4 g6 6. h4 h5 7. f3 f4 8. e2 e3 9. d3 d4 10. c4 c5 11. b3 b4 12. a3 a4 13. f2 f3 14. e1 e2 15. d2 d3 16. c2 c3 17. b2 b3 18. a2 a3 19. f1 f2 20. e1 e2 21. d1 d2 22. c1 c2 23. b1 b2 24. a1 a2 25. f0 f1 26. e0 e1 27. d0 d1 28. c0 c1 29. b0 b1 30. a0 a1 31. f-1 f-2 32. e-1 e-2 33. d-1 d-2 34. c-1 c-2 35. b-1 b-2 36. a-1 a-2 37. f-2 f-3 38. e-2 e-3 39. d-2 d-3 40. c-2 c-3 41. b-2 b-3 42. a-2 a-3 43. f-3 f-4 44. e-3 e-4 45. d-3 d-4 46. c-3 c-4 47. b-3 b-4 48. a-3 a-4 49. f-4 f-5 50. e-4 e-5 51. d-4 d-5 52. c-4 c-5 53. b-4 b-5 54. a-4 a-5 55. f-5 f-6 56. e-5 e-6 57. d-5 d-6 58. c-5 c-6 59. b-5 b-6 60. a-5 a-6 61. f-6 f-7 62. e-6 e-7 63. d-6 d-7 64. c-6 c-7 65. b-6 b-7 66. a-6 a-7 67. f-7 f-8 68. e-7 e-8 69. d-7 d-8 70. c-7 c-8 71. b-7 b-8 72. a-7 a-8 73. f-8 f-9 74. e-8 e-9 75. d-8 d-9 76. c-8 c-9 77. b-8 b-9 78. a-8 a-9 79. f-9 f-10 80. e-9 e-10 81. d-9 d-10 82. c-9 c-10 83. b-9 b-10 84. a-9 a-10 85. f-10 f-11 86. e-10 e-11 87. d-10 d-11 88. c-10 c-11 89. b-10 b-11 90. a-10 a-11 91. f-11 f-12 92. e-11 e-12 93. d-11 d-12 94. c-11 c-12 95. b-11 b-12 96. a-11 a-12 97. f-12 f-13 98. e-12 e-13 99. d-12 d-13 100. c-12 c-13 101. b-12 b-13 102. a-12 a-13 103. f-13 f-14 104. e-13 e-14 105. d-13 d-14 106. c-13 c-14 107. b-13 b-14 108. a-13 a-14 109. f-14 f-15 110. e-14 e-15 111. d-14 d-15 112. c-14 c-15 113. b-14 b-15 114. a-14 a-15 115. f-15 f-16 116. e-15 e-16 117. d-15 d-16 118. c-15 c-16 119. b-15 b-16 120. a-15 a-16 121. f-16 f-17 122. e-16 e-17 123. d-16 d-17 124. c-16 c-17 125. b-16 b-17 126. a-16 a-17 127. f-17 f-18 128. e-17 e-18 129. d-17 d-18 130. c-17 c-18 131. b-17 b-18 132. a-17 a-18 133. f-18 f-19 134. e-18 e-19 135. d-18 d-19 136. c-18 c-19 137. b-18 b-19 138. a-18 a-19 139. f-19 f-20 140. e-19 e-20 141. d-19 d-20 142. c-19 c-20 143. b-19 b-20 144. a-19 a-20 145. f-20 f-21 146. e-20 e-21 147. d-20 d-21 148. c-20 c-21 149. b-20 b-21 150. a-20 a-21 151. f-21 f-22 152. e-21 e-22 153. d-21 d-22 154. c-21 c-22 155. b-21 b-22 156. a-21 a-22 157. f-22 f-23 158. e-22 e-23 159. d-22 d-23 160. c-22 c-23 161. b-22 b-23 162. a-22 a-23 163. f-23 f-24 164. e-23 e-24 165. d-23 d-24 166. c-23 c-24 167. b-23 b-24 168. a-23 a-24 169. f-24 f-25 170. e-24 e-25 171. d-24 d-25 172. c-24 c-25 173. b-24 b-25 174. a-24 a-25 175. f-25 f-26 176. e-25 e-26 177. d-25 d-26 178. c-25 c-26 179. b-25 b-26 180. a-25 a-26 181. f-26 f-27 182. e-26 e-27 183. d-26 d-27 184. c-26 c-27 185. b-26 b-27 186. a-26 a-27 187. f-27 f-28 188. e-27 e-28 189. d-27 d-28 190. c-27 c-28 191. b-27 b-28 192. a-27 a-28 193. f-28 f-29 194. e-28 e-29 195. d-28 d-29 196. c-28 c-29 197. b-28 b-29 198. a-28 a-29 199. f-29 f-30 200. e-29 e-30 201. d-29 d-30 202. c-29 c-30 203. b-29 b-30 204. a-29 a-30 205. f-30 f-31 206. e-30 e-31 207. d-30 d-31 208. c-30 c-31 209. b-30 b-31 210. a-30 a-31 211. f-31 f-32 212. e-31 e-32 213. d-31 d-32 214. c-31 c-32 215. b-31 b-32 216. a-31 a-32 217. f-32 f-33 218. e-32 e-33 219. d-32 d-33 220. c-32 c-33 221. b-32 b-33 222. a-32 a-33 223. f-33 f-34 224. e-33 e-34 225. d-33 d-34 226. c-33 c-34 227. b-33 b-34 228. a-33 a-34 229. f-34 f-35 230. e-34 e-35 231. d-34 d-35 232. c-34 c-35 233. b-34 b-35 234. a-34 a-35 235. f-35 f-36 236. e-35 e-36 237. d-35 d-36 238. c-35 c-36 239. b-35 b-36 240. a-35 a-36 241. f-36 f-37 242. e-36 e-37 243. d-36 d-37 244. c-36 c-37 245. b-36 b-37 246. a-36 a-37 247. f-37 f-38 248. e-37 e-38 249. d-37 d-38 250. c-37 c-38 251. b-37 b-38 252. a-37 a-38 253. f-38 f-39 254. e-38 e-39 255. d-38 d-39 256. c-38 c-39 257. b-38 b-39 258. a-38 a-39 259. f-39 f-40 260. e-39 e-40 261. d-39 d-40 262. c-39 c-40 263. b-39 b-40 264. a-39 a-40 265. f-40 f-41 266. e-40 e-41 267. d-40 d-41 268. c-40 c-41 269. b-40 b-41 270. a-40 a-41 271. f-41 f-42 272. e-41 e-42 273. d-41 d-42 274. c-41 c-42 275. b-41 b-42 276. a-41 a-42 277. f-42 f-43 278. e-42 e-43 279. d-42 d-43 280. c-42 c-43 281. b-42 b-43 282. a-42 a-43 283. f-43 f-44 284. e-43 e-44 285. d-43 d-44 286. c-43 c-44 287. b-43 b-44 288. a-43 a-44 289. f-44 f-45 290. e-44 e-45 291. d-44 d-45 292. c-44 c-45 293. b-44 b-45 294. a-44 a-45 295. f-45 f-46 296. e-45 e-46 297. d-45 d-46 298. c-45 c-46 299. b-45 b-46 300. a-45 a-46 301. f-46 f-47 302. e-46 e-47 303. d-46 d-47 304. c-46 c-47 305. b-46 b-47 306. a-46 a-47 307. f-47 f-48 308. e-47 e-48 309. d-47 d-48 310. c-47 c-48 311. b-47 b-48 312. a-47 a-48 313. f-48 f-49 314. e-48 e-49 315. d-48 d-49 316. c-48 c-49 317. b-48 b-49 318. a-48 a-49 319. f-49 f-50 320. e-49 e-50 321. d-49 d-50 322. c-49 c-50 323. b-49 b-50 324. a-49 a-50 325. f-50 f-51 326. e-50 e-51 327. d-50 d-51 328. c-50 c-51 329. b-50 b-51 330. a-50 a-51 331. f-51 f-52 332. e-51 e-52 333. d-51 d-52 334. c-51 c-52 335. b-51 b-52 336. a-51 a-52 337. f-52 f-53 338. e-52 e-53 339. d-52 d-53 340. c-52 c-53 341. b-52 b-53 342. a-52 a-53 343. f-53 f-54 344. e-53 e-54 345. d-53 d-54 346. c-53 c-54 347. b-53 b-54 348. a-53 a-54 349. f-54 f-55 350. e-54 e-55 351. d-54 d-55 352. c-54 c-55 353. b-54 b-55 354. a-54 a-55 355. f-55 f-56 356. e-55 e-56 357. d-55 d-56 358. c-55 c-56 359. b-55 b-56 360. a-55 a-56 361. f-56 f-57 362. e-56 e-57 363. d-56 d-57 364. c-56 c-57 365. b-56 b-57 366. a-56 a-57 367. f-57 f-58 368. e-57 e-58 369. d-57 d-58 370. c-57 c-58 371. b-57 b-58 372. a-57 a-58 373. f-58 f-59 374. e-58 e-59 375. d-58 d-59 376. c-58 c-59 377. b-58 b-59 378. a-58 a-59 379. f-59 f-60 380. e-59 e-60 381. d-59 d-60 382. c-59 c-60 383. b-59 b-60 384. a-59 a-60 385. f-60 f-61 386. e-60 e-61 387. d-60 d-61 388. c-60 c-61 389. b-60 b-61 390. a-60 a-61 391. f-61 f-62 392. e-61 e-62 393. d-61 d-62 394. c-61 c-62 395. b-61 b-62 396. a-61 a-62 397. f-62 f-63 398. e-62 e-63 399. d-62 d-63 400. c-62 c-63 401. b-62 b-63 402. a-62 a-63 403. f-63 f-64 404. e-63 e-64 405. d-63 d-64 406. c-63 c-64 407. b-63 b-64 408. a-63 a-64 409. f-64 f-65 410. e-64 e-65 411. d-64 d-65 412. c-64 c-65 413. b-64 b-65 414. a-64 a-65 415. f-65 f-66 416. e-65 e-66 417. d-65 d-66 418. c-65 c-66 419. b-65 b-66 420. a-65 a-66 421. f-66 f-67 422. e-66 e-67 423. d-66 d-67 424. c-66 c-67 425. b-66 b-67 426. a-66 a-67 427. f-67 f-68 428. e-67 e-68 429. d-67 d-68 430. c-67 c-68 431. b-67 b-68 432. a-67 a-68 433. f-68 f-69 434. e-68 e-69 435. d-68 d-69 436. c-68 c-69 437. b-68 b-69 438. a-68 a-69 439. f-69 f-70 440. e-69 e-70 441. d-69 d-70 442. c-69 c-70 443. b-69 b-70 444. a-69 a-70 445. f-70 f-71 446. e-70 e-71 447. d-70 d-71 448. c-70 c-71 449. b-70 b-71 450. a-70 a-71 451. f-71 f-72 452. e-71 e-72 453. d-71 d-72 454. c-71 c-72 455. b-71 b-72 456. a-71 a-72 457. f-72 f-73 458. e-72 e-73 459. d-72 d-73 460. c-72 c-73 461. b-72 b-73 462. a-72 a-73 463. f-73 f-74 464. e-73 e-74 465. d-73 d-74 466. c-73 c-74 467. b-73 b-74 468. a-73 a-74 469. f-74 f-75 470. e-74 e-75 471. d-74 d-75 472. c-74 c-75 473. b-74 b-75 474. a-74 a-75 475. f-75 f-76 476. e-75 e-76 477. d-75 d-76 478. c-75 c-76 479. b-75 b-76 480. a-75 a-76 481. f-76 f-77 482. e-76 e-77 483. d-76 d-77 484. c-76 c-77 485. b-76 b-77 486. a-76 a-77 487. f-77 f-78 488. e-77 e-78 489. d-77 d-78 490. c-77 c-78 491. b-77 b-78 492. a-77 a-78 493. f-78 f-79 494. e-78 e-79 495. d-78 d-79 496. c-78 c-79 497. b-78 b-79 498. a-78 a-79 499. f-79 f-80 500. e-79 e-80 501. d-79 d-80 502. c-79 c-80 503. b-79 b-80 504. a-79 a-80 505. f-80 f-81 506. e-80 e-81 507. d-80 d-81 508. c-80 c-81 509. b-80 b-81 510. a-80 a-81 511. f-81 f-82 512. e-81 e-82 513. d-81 d-82 514. c-81 c-82 515. b-81 b-82 516. a-81 a-82 517. f-82 f-83 518. e-82 e-83 519. d-82 d-83 520. c-82 c-83 521. b-82 b-83 522. a-82 a-83 523. f-83 f-84 524. e-83 e-84 525. d-83 d-84 526. c-83 c-84 527. b-83 b-84 528. a-83 a-84 529. f-84 f-85 530. e-84 e-85 531. d-84 d-85 532. c-84 c-85 533. b-84 b-85 534. a-84 a-85 535. f-85 f-86 536. e-85 e-86 537. d-85 d-86 538. c-85 c-86 539. b-85 b-86 540. a-85 a-86 541. f-86 f-87 542. e-86 e-87 543. d-86 d-87 544. c-86 c-87 545. b-86 b-87 546. a-86 a-87 547. f-87 f-88 548. e-87 e-88 549. d-87 d-88 550. c-87 c-88 551. b-87 b-88 552. a-87 a-88 553. f-88 f-89 554. e-88 e-89 555. d-88 d-89 556. c-88 c-89 557. b-88 b-89 558. a-88 a-89 559. f-89 f-90 560. e-89 e-90 561. d-89 d-90 562. c-89 c-90 563. b-89 b-90 564. a-89 a-90 565. f-90 f-91 566. e-90 e-91 567. d-90 d-91 568. c-90 c-91 569. b-90 b-91 570. a-90 a-91 571. f-91 f-92 572. e-91 e-92 573. d-91 d-92 574. c-91 c-92 575. b-91 b-92 576. a-91 a-92 577. f-92 f-93 578. e-92 e-93 579. d-92 d-93 580. c-92 c-93 581. b-92 b-93 582. a-92 a-93 583. f-93 f-94 584. e-93 e-94 585. d-93 d-94 586. c-93 c-94 587. b-93 b-94 588. a-93 a-94 589. f-94 f-95 590. e-94 e-95 591. d-94 d-95 592. c-94 c-95 593. b-94 b-95 594. a-94 a-95 595. f-95 f-96 596. e-95 e-96 597. d-95 d-96 598. c-95 c-96 599. b-95 b-96 600. a-95 a-96 601. f-96 f-97 602. e-96 e-97 603. d-96 d-97 604. c-96 c-97 605. b-96 b-97 606. a-96 a-97 607. f-97 f-98 608. e-97 e-98 609. d-97 d-98 610. c-97 c-98 611. b-97 b-98 612. a-97 a-98 613. f-98 f-99 614. e-98 e-99 615. d-98 d-99 616. c-98 c-99 617. b-98 b-99 618. a-98 a-99 619. f-99 f-100 620. e-99 e-100 621. d-99 d-100 622. c-99 c-100 623. b-99 b-100 624. a-99 a-100 625. f-100 f-101 626. e-100 e-101 627. d-100 d-101 628. c-100 c-101 629. b-100 b-101 630. a-100 a-101 631. f-101 f-102 632. e-101 e-102 633. d-101 d-102 634. c-101 c-102 635. b-101 b-102 636. a-101 a-102 637. f-102 f-103 638. e-102 e-103 639. d-102 d-103 640. c-102 c-103 641. b-102 b-103 642. a-102 a-103 643. f-103 f-104 644. e-103 e-104 645. d-103 d-104 646. c-103 c-104 647. b-103 b-104 648. a-103 a-104 649. f-104 f-105 650. e-104 e-105 651. d-104 d-105 652. c-104 c-105 653. b-104 b-105 654. a-104 a-105 655. f-105 f-106 656. e-105 e-106 657. d-105 d-106 658. c-105 c-106 659. b-105 b-106 660. a-105 a-106 661. f-106 f-107 662. e-106 e-107 663. d-106 d-107 664. c-106 c-107 665. b-106 b-107 666. a-106 a-107 667. f-107 f-108 668. e-107 e-108 669. d-107 d-108 670. c-107 c-108 671. b-107 b-108 672. a-107 a-108 673. f-108 f-109 674. e-108 e-109 675. d-108 d-109 676. c-108 c-109 677. b-108 b-109 678. a-108 a-109 679. f-109 f-110 680. e-109 e-110 681. d-109 d-110 682. c-109 c-110 683. b-109 b-110 684. a-109 a-110 685. f-110 f-111 686. e-110 e-111 687. d-110 d-111 688. c-110 c-111 689. b-110 b-111 690. a-110 a-111 691. f-111 f-112 692. e-111 e-112 693. d-111 d-112 694. c-111 c-112 695. b-111 b-112 696. a

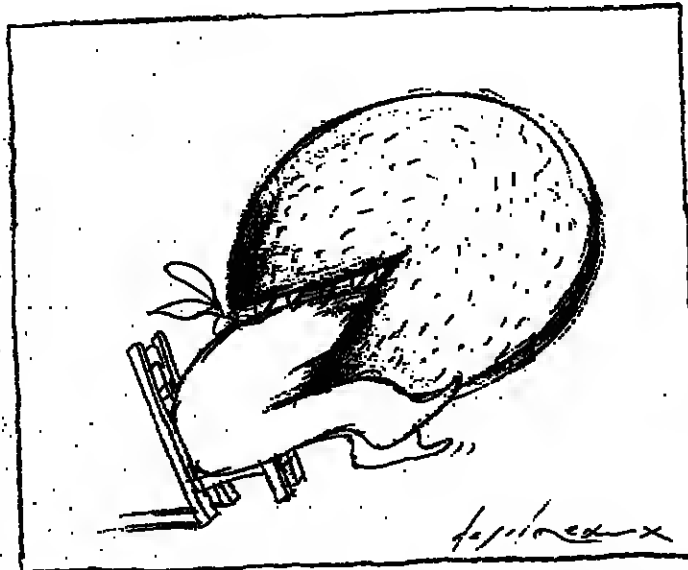
La tarte

Si l'on devait symboliser la cuisine des pays (voire des provinces) par un gâteau, ce pourrait être la tarte : tarte anglaise à la cannelle, Sachertorte autrichienne, tarte au vin suisse... et, bien entendu, pour la Belgique, la tarte au riz.

J'ai découvert la tarte au riz en 1932, avec le commissaire Maigret qui enquêtait « chez les Flamands ». Plus tard, Simonon me raconta qu'enfant il avait une véritable passion pour la tarte au riz. Lorsqu'il était petit, sa mère le menait goûter chez une de ses tantes. La collation se composait invariablement d'un gâteau quatre-quarts qu'il n'appréciait guère, d'une tarte au riz et de tartes aux fruits. Alors, il échangeait ses portions de pâtisserie contre celles de tarte au riz de ses

cousins... et se régala. Wallonne ou flamande, la tarte au riz ? Je ne sais, sans doute les deux (le riz ayant dû pénétrer la Belgique par ses ports flamands). Mais il est à noter que ce riz ne servait longtemps qu'en dessert. Simonon ne mangea du riz-légume que plus tard, lorsque les locataires de sa mère, venus de Russie, de Pologne, voire de Turquie, lui apprirent à le considérer comme un légume.

C'est donc un soir frileux de 1962 que la tarte au riz entra dans ma vie, dans ma gourmandise. Avec sérénité, d'un pas un peu paysan. Plus tard, ce dessert de « chez les Flamands » se révéla liégeois. Simonon devait me le confirmer en ajoutant : « C'est le côté Désiré » (son père). Je l'ai pourtant vainement cherchée à Liège,



dans les boutiques comme sur les cartes des restaurants.

En voici la recette classique : il faut d'abord faire une pâte brisée habituelle. Puis lever à grande eau (indispensable) 150 grammes de riz. Alors, après avoir porté un litre de lait à ébullition, on y ajoute une pincée de sel, une de

sucré et le riz égoutté. Laisser cuire doucement en remuant de temps en temps à la fourchette. Lorsque le riz a absorbé tout le lait, arrêter la cuisson (cela a été fait entre vingt et vingt-cinq minutes), laisser refroidir, puis y mélanger quatre jaunes d'œufs et une bonne pincée de cannelle en

au riz

oudre. Bien mélanger le tout. Battre en neige les blancs réservés des quatre œufs et les incorporer au mélange, ainsi que la poudre de deux macarons bien écrasés. Beurrer une tourtière. Y verser le riz et l'y étaler. Poudrer encore de deux macarons écrasés et mettre à cuire à four chaud.

Je regrette qu'il n'y ait point, à Paris, un restaurant de cuisine belge comme, avant-guerre, le Beulemans du boulevard Saint-Germain. Je ne me souviens point y avoir vu la tarte au riz, mais du moins les carbonnades flamandes, la tête de veau en tortue, le hochepot gantois, l'anguille au vert et le waterzooi figuraient à la carte. Ce ne sont pas les moules-frites d'une succursale bruxelloise qui, aujourd'hui, doivent nous contenter. Je ne sais ce que le petit Georges buvait pour

« faire passer » ses portions copieuses de tarte au riz (« Chez les Simonon, on a toujours faim », disait déjà son père !), mais, servie entre les repas, on peut hésiter entre café et thé, pour se mettre d'accord sur un verre de genièvre. Si c'est le dessert du repas, un vin blanc s'impose. Jadis, les bordsaux arrivaient en Flandre, et, en Wallonie, les bourgognes. Un sauternes convenait-il mieux qu'un bourgogne blanc ? Ou alors — et ce serait mon goût personnel — un anjou de beau millésime.

On ne s'étonnera pas de voir arriver ici la cannelle. Avec le chocolat, elle vint dans les bagages de l'occupation espagnole. Et notez encore que, du côté de Verviers, on a baptisé la tarte au riz la « doray ».

La Reynière

VIN

Nous, les « grands bourgeois »

ENTRE autres obsessions, les passionnés du vin nourrissent presque toujours celle, douloureuse, du classement. Sans doute conviendrait-il de ne pas prendre trop au sérieux ces hiérarchies érudites, quête chiffrée de la plénitude mémorisée ou, plus tristement, banal reflet de l'ordre établi. Il est ici question de crus, de châteaux, de vignes, d'appellations et, bien sûr, de millésimes. Mais c'est aussi, faut-il le dire, avant tout affaire de subjectivité, d'auto-suggestion et d'effet placebo.

On connaît tous les systèmes cherchant le plus sérieusement du monde à étalonner les vins au moyen d'une palette plus ou moins riche d'impressions gustatives. Tous ou presque ont été dénoncés. Il est vrai que beaucoup de ces épreuves ne sont que de simples mises en scène financières ne respectant aucune des règles méthodologiques qu'impose ce type de comparaisons, à commencer par la dégustation « à l'aveugle ».

Il faut aussi compter avec quelques absurdités « concours » cherchant à démontrer que tel vin est « meilleur » que tel autre, réduisant ainsi l'humaine et la culture viticoles à une pauvre joute olfactive et gustative, quand elle n'est pas commerciale. On trouve enfin quelques entreprises individuelles — britanniques ou américaines, le plus souvent — dont la valeur ne tient qu'à la célébrité de l'auteur, et donc au rapport de forces qu'il entre-

tient vis-à-vis du négoce avec les propriétaires. Comment, dès lors, s'y retrouver ?

Trop mal connue, l'aventure que conduit depuis quelques années M. Jacques Luxey, avec ses *Dégustations du grand jury*, mérite ici d'être citée. La rigueur de la méthodologie mise en œuvre, la qualité des dégustateurs (cent soixante au total parmi lesquels les meilleurs du monde), tout comme la volonté d'indépendance qui anime cet ancien ingénieur, font à l'évidence de son entreprise l'une des plus crédibles qui soit. Elles font aussi de chacune de ses publications un véritable événement, comme le dernier volume, numéro 7, qui pour la première fois propose une série de classements généraux des grands vins de Bordeaux millésimés de 1975 à 1985, synthèse de toutes les dégustations horizontales effectuées par ce grand jury depuis sa création.

Le plus original dans cette livraison concerne la hiérarchie établie dans le petit groupe des châteaux « grands bourgeois », cet ensemble hétéroclite et passionnant dont l'ambition affichée est de dépasser — en qualité comme en prix — le maximum de châteaux retenus par le classement de 1855. Premier sans contestation : le plus remarquable Château Haut-Marbuzet, de M. Henri Duboucq, suivi, d'assez loin et dans l'ordre, par les Châteaux de Pèze, Sociando-Mallet, Cbas-Spleen, Meyney, et Maucailhou, Les Ormes-de-Pèze, et Patate-Aux. Au rayon des

grands graves rouges, Haut-Brion étant de facto hors concours, la Mission Haut-Brion et le Domaine de Chevalier (dont les plans sont tout à fait remarquables) dominent sans surprise la scène. Mais il faut aussi compter avec un étonnant la Louvière, arrivant placé devant les Châteaux Fieulac, Rochemaurein, Haut-Bailly, Pape Clément et Malartic-Lagravière.

Les résultats synthétiques du médor ne calment en rien les passions toujours très vives qui déchirent cette trop riche appellation. Les quatre « premiers » (Lafite et Mouton-Rotschild, Latour et Margaux) étant indiscutables, c'est le Château Picbon-Longueville, Comtesse de Lalande (M- de Lenquessing) qui arrive largement à la première place devant Palmer, Gruaud-Larose, Léoville-Las-Cases, la Lagune, Ducre, Beaucailhou, Grand-Puy Lacoste et Cos d'Estournel, Lynch-Bages et Montrose étant, quant à eux, discrètement et curieusement distancés.

Figeac et Canon à Saint-Emilion, Certan de May, Lafleur et Trotanoy à Pomerol, et, pour le Sauternais Yquem, très loin devant tous les autres (Lafaurie-Peyraguey, Fargues, Climens, Nairac et Raymond-Lafont) complètent ce nouveau paysage pour amateurs éclairés. Ce même grand jury annonce aujourd'hui son intention de dépasser Bordeaux pour s'attaquer demain aux grands de la Bourgogne, des côtes du Rhône, de la Loire, et de l'Alsace. Jus-

qu'aux champagnes en dépit de l'opposition frileuse et incompréhensible de l'interprofession champenoise qui prend soin d'annoncer : « Lorsque des publications feront état d'un classement hiérarchique, les propriétaires des marques les mieux classées ou citées ne s'en serviront pas à titre promotionnel et s'appliqueront à rappeler le caractère subjectif et aléatoire de ces dégustations ».

« Le grand vin n'est pas destiné à éteindre la soif », répond de son côté M. Jacques Luxey. Il a pour objectif de procurer du plaisir. Or ce plaisir, faut-il le rappeler, est parfaitement quantifiable. »

Jean-Yves Nan

► Les Dégustations du grand jury. Tous les renseignements concernant cette publication peuvent être obtenus auprès de M. Jacques Luxey, 100 Elysees 2, 75170 La Celle-Saint-Cloud. Tél. : (1) 39-89-68-86. ► Consacré aux vins trop méconnus des côtes de Gironde, le vingtième volume du *Grand Bernard* de vins de France vient de paraître (Jacques Legend éditeur, 40, rue du Cherche-Midi, 75008 Paris). Cette appellation vient par ailleurs de participer à l'édition d'un fort bel ouvrage de dessin consacré au vin et réalisé par Les Humoristes associés. Cet ouvrage est préfacé par Raymond Boutet et réunit, entre autres, MM. Barbe, Blehan, Bricard, Fard, J.Y. Moss, Nicoulaud, Serré et Soulas (Le Vin, tome 2. Diffusion Glénat. BP 177, 38009 Grenoble Cedex).

Semaine gourmande

La Marée

Succéder à un restaurateur comme Marcel Tromprier, ce n'était pas, si l'on ose écrire, du « tout cuit ». En quelques années, encouragé certes par sa maman, secondé par le même excellent cuisinier qu'est Gérard Rouillard et par un bon personnel, Eric Tromprier a su prouver la valeur du dicton : « Tel père, tel fils ».

La Marée reste donc un des meilleurs restaurants de poissons de Paris. Avec les fruits de mer (et des belons au champagne), un foie gras (d'oie) à la gelée de sauternes, les classiques « maison » (turbot rôti ciboulé, bar vapeur d'algues, râble de lapereau aux senteurs provençales), mais aussi un pot-au-feu de la mer au sel de Guérande et, en temps de chasse, un râble de lièvre à la caladoise (mariné chez Dubois, pain de qualité et, au dessert, la fameuse « farandole des pâtisseries »).

Une des nouveautés chère à Eric est aussi, sur la carte des vins depuis longtemps considérée comme une des meilleures de Paris (et de prix bonnettes), son enrichissement en vins blancs de Bourgogne (une centaine !). Pour cette fête dans un cadre « douillet » agrémenté d'un service impeccable, compter de 300 francs à 700 francs.

► La Marée, 1, rue Daru, 75008 Paris ; tél. : 43-80-20-00. Fermé samedi et dimanche. Salon d'été, 15 à 30 couverts. Vautours. AE-DC-CE. Chiens acceptés.

Le Jardin du Royal-Monceau

Même en hiver, vous pouvez en profiter, au cœur de cette « bulle » dont le verre laisse apercevoir le feuillage du patio de ce grand patio. Avec son nouveau et aimable directeur, Robert Bergé, le nouveau chef Marc-André Bayon (un Lyonnais qui s'initia chez Juliette, entre Saône et Rhône, avant de s'épanouir à l'ex-Sofitel-Bourbon) s'entend à merveille, et sa carte, présentée par J.-P. Allais, directeur de salle, est attachante, avec des trouvailles comme l'œuf mollet aux grillons de saumon fumé beurre de paprika, le haddock poché au lait et sa purée au fromage de chèvre, la raie bouclée en potée de choux aux couennnes, l'estouffade de joue de bœuf au pied de veau, la gigole de lapereau au gratin de macarons, les noisettes d'agneau au jus d'olive intelligemment escortée d'une crêpe ardoise (pommes de terre sautées à cru en galette), etc.

Nombreux desserts à un prix raisonnable. Un menu déjeuner à 270 F à la carte, compter 500-600 F.

► Le Jardin (Hôtel Royal-Monceau), 35, avenue Hoche, 75008 Paris ; tél. : 45-62-96-02. T.L.J. Vautours. AE-DC-CE.

L'Introuvable

Pas si introuvable que ça depuis que, sous cette enseigne, officie le médiatique David Martin, fils de son père (1) mais aussi petit-fils d'un cuisinier du tsar et, gone 100 %, lié comme tel à la célèbre Mère Richard, la fromagère de Lyon.

Donc, dans un décor tout neuf, vous trouverez, outre un menu gourmand léger (à 180 F), une carte d'où l'on choisit les cervelles lyonnaises chaudes au vin blanc et le poulet Père Lathuille (version un peu particulière, mais bonne, de ce plat introuvable !), regrettant de n'avoir qu'un estomac et de n'avoir point aussi choisi la terrine de daube froide au madiran et les médaillons d'andouillette à la lyonnaise. Bu un gigondas Hautes Restanques à 147 F. A la carte, compter 350-400 F.

► L'Introuvable, 15, rue de l'Ar-de-Triumph, 75017 Paris ; tél. : 47-54-00-28. Fermé dimanche. Parking : 43, rue des Acacias. CB-AE-DE. Chiens acceptés.

(1) On lira avec plaisir (en cuisine) le *Bonheur à table*, recettes de David et Jacques Martin (Laffont éditeur).

Miraville

On a connu Gilles Epit dans un modeste local de la rue Saint-Honoré, puis, mieux mais petitement installé, sous cette enseigne, quai de la Tourneelle. Le voici dans les meubles de l'ex-Quai des Ormes transformé, embelli, « confortabilisé », enrichi du sourire de Muriel Epit.

Ainsi peut-il donner cours à son imagination et à son beau talent, qui m'ont enchanté avec son « saumon épais comme le hareng » (et mariné comme lui, à l'huile, avec oignons en rouelles et pommes de terre). Mais les puristes préféreront peut-être la vinaigrette de homard, les langoustines marinées à la tapenade tomate, la queue de homard breton à la cannelle.

De même le rôti de veau au jus de pommes vertes au curry et le filet de chevreuil cèleri-noix enchanteront (mais, pour mon compte, l'agneau persillé aux cocos doucement pimentés me paraît plein de charmes, avant les fromages d'Alain Dubois et les desserts). Splendide tarte café fort - pure mait ! Bonne cave. Service impeccable. Un menu déjeuner à 150 F changeant chaque jour, un menu « quatre services » (280 F) à la carte, compter 450-550 F.

► Miraville, 72, quai de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris ; tél. : 42-74-72-22. Fermé samedi midi et dimanche. Vautours. Chiens acceptés.

L. R.

GASTRONOMIE

POUR VOS INVITATIONS EN DÉBUT D'ANNÉE DIEP à l'Opéra

Une clientèle française, qui connaît l'Asie... et aime s'y retrouver lors d'un repas, choisira sans hésiter DIEP. Le plus grand des restaurants asiatiques de Paris, dans un décor somptueux de marbre et de laque. Demandez à DIEP de vous concocter votre repas, le choix est vaste comme le restaurant ! Voyager le temps d'un repas, vous serez transportés à Hong-Kong ! Pour les plus pressés un « MENU EXPRESS » à 72 F et 88 F à déjeuner. Cuisine à la vapeur servie sur chariot, en salle, plats thaïlandais ou chinois.

Possibilité de recevoir 350 couverts, espérons que vous aurez la chance de le découvrir !

28, rue Louis-le-Grand (2^e). - Tél. : 47-42-51-58 & 94-47

Ouvert tous les jours

Et aussi même famille doublement installée dans le 8^e arrondissement

DIEP, 55, rue Pierre-Charron (8^e). - Tél. : 45-63-52-76

DIEP, 22, rue de Ponthieu (8^e). - Tél. : 42-56-23-96

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Miettes

La Delizia. - On a connu Germaine, cuisinière tout de charme italienne, au Timpolo de la rue des Ecoles (aujourd'hui Les Pirates de Paris). Mais on la retrouvera dans l'un ou l'autre de ses deux magasins « La Delizia » (traiteur et produits d'Italie) en 19, rue Delambre ou au 20 de la rue Pierre-Leroux.

Saison des truffes. - Après les premières gelées le Périgord est

« truffé ». A la carte de la Table d'Anvers (2, place d'Anvers) six plats « truffés » à la carte et truffes fraîches en bocal à emporter.

Sur France-Culture. - Deux excellentes émissions fin décembre et début janvier sur Fernand Point. En matière de cuisine, disait Sacha Guity « Un Point c'est tout ! »

A côté de la porte d'Auteuil dans un cadre rustique cuisine traditionnelle.

Formule à 120 francs. Carte 200 francs.

LE PETIT BOULOGNE
23, rue Gambetta,
92100 Boulogne
Tél. : 46-05-25-53

B P F
BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
Domaine du Château de Beaune
92 hectares dont 71 hectares
de Premiers crus et Grands crus
Documentation LM sur demande à M. Louis
Bouchard Père et Fils au Château
Belle Puisse 70-21282 BEAUNE CEDEX
Tél. 03-22-14-41 - Télex Bouchard 309507

Versailles et le visiteur-roi

Louis XVI quitte Versailles le 6 octobre 1789, mais c'est un autre roi, Louis-Philippe, qui fait du château un musée de l'histoire de France. La République y reçoit volontiers, tandis qu'un public de plus en plus nombreux est attiré par la visite des appartements et la promenade dans un parc que la tempête de l'hiver dernier a rudement éprouvé et qui, de toute façon, en est arrivé au moment où l'on doit songer à le rénové, à le replanter.

NOMMÉ à Versailles en octobre 1989, Jean-Pierre Babelon est - révolution administrative - le premier à porter la double casquette de directeur du musée et du domaine national de Versailles et Trianon, c'est-à-dire haut responsable des collections et de leur enrichissement, de l'accueil du public et de la gestion du personnel, de l'entretien des édifices et des jardins. Archiviste de formation, historien du Paris de l'Ancien Régime, Jean-Pierre Babelon a été nommé inspecteur général des musées, et deux architectes des Monuments historiques, Frédéric Didier pour le palais et Pierre-André Lablaude pour le parc, ont été désignés pour mener à bien les travaux nécessaires aménagements du vaste et prestigieux ensemble.

« Quel est l'état des lieux ? Quelles sont vos priorités ? Où en est le programme de restauration entamé grâce à la loi-programme de 1978 ? »

Sur le plan des bâtiments et des intérieurs, pas de souci majeur. C'est le parc, et la tempête l'a cruellement montré l'hiver dernier, qui retient notre attention. Mais notre première préoccupation a été, est encore, l'accueil du public.

Quand je suis arrivé, le problème semblait insurmontable, terrifiant : la foule envahissait le château de façon déconcertante, les groupes venaient quand ils voulaient, les visiteurs individuels étaient submergés, des queues s'allongeaient à travers la cour, pour une heure et demie, deux heures d'attente. Il faut savoir que les jours de pointe, le week-end, et à toutes les fêtes carillonnées, on compte jusqu'à dix-huit mille personnes.

« Quelle est la progression annuelle ? »

Depuis dix ans, c'est fabuleux : 2,8 millions de visiteurs en 1981, et une estimation pour 1990 de 4,2 millions de personnes.

« Votre objectif est-il d'attirer plus de visiteurs ou de les accueillir mieux ? »

Notre but n'est pas d'accroître la renommée de Versailles mais de mieux recevoir ses visiteurs. Pas question de banaliser l'endroit ni de créer un son et lumière pour attirer plus de monde. Nous voulons que Versailles conserve son caractère et que le public garde un meilleur souvenir de son passage. Tout en offrant à ceux qui reviennent une approche plus fine, plus diversifiée et un commentaire de qualité.

Pour mieux gérer les flux, deux mesures ont été prises dès l'été dernier : allongement des horaires de visites, 9 h à 19 h de mai à octobre ; en hiver, 9 h à 17 h 30, alors que autrefois l'horloge était le même toute l'année, 9 h à 17 h 30. Pour les groupes, qui représentent plus de la moitié des entrées, la réservation est désormais obligatoire.

Des études étaient en cours dans les services de la Réunion des musées nationaux : elles ont pu être appliquées à Versailles, nous sommes pour l'instant les seuls, et les résultats sont excellents. Les groupes sont tenus de réserver, pour tel jour à telle heure, et versent un droit de 300 F. Au début, les agences de tourisme ont protesté. Rapidement, elles ont constaté qu'on leur faisait gagner



beaucoup de temps puisque les groupes n'attendent plus.

Un conseil que l'on pourrait donner aux visiteurs individuels serait : venez en fin de journée, après 15 h 30.

« Il n'y a pas que des étrangers attirés par le renom universel de Versailles. Que faites-vous en direction de ceux qui voudraient apprendre à connaître différents aspects du domaine ? »

Les visites thématiques proposées depuis quelques années - les programmes varient - ont énormément de succès, au point que nous manquons de conférenciers.

L'action culturelle en direction des enfants, scolaires ou non, se développe de plus en plus, sous forme de visites à thème ou d'ateliers. On peut laisser les enfants aux ateliers de maquettes avant d'entreprendre la visite.

Des expositions temporaires, David l'an dernier, Charles Le Brun, actuellement, attirent un public nouveau. Nous comptons beaucoup aussi sur la musique, dans le château, dans le parc (parcours musicaux dans les bosquets, l'été), dans la chapelle et dans l'opéra lui-même. Peu utilisés car extrêmement fragile, avec des soirées et des bois dorés à portée des usagers, il a fait l'objet de travaux importants en 1990.

Le Centre de musique baroque présidé par Vincent Bernier de Lioncourt, qui assure à la fois recherche de partitions anciennes et formation de musiciens, contribue à l'animation musicale du château. Et la direction de la musique, à la demande de M. Lang, étudie la possibilité de proposer, sinon un festival, du moins une série d'événements annuels que l'on va inaugurer avec l'Année Mozart.

« Pour améliorer l'accueil, après cette première série de mesures, envisagez-vous de créer des espaces nouveaux, l'équivalent de la Pyramide du Louvre à Versailles ? »

Pas du tout. Notre idée, c'est de développer des lieux d'accueil dans le domaine et les bâtiments existants, c'est-à-dire d'étudier les espaces qui sont susceptibles d'accueillir le public de manière diversifiée, afin de proposer plusieurs entrées, d'inciter à la découverte, de faire du château un lieu vivant : non pas de visiter les appartements à la suite et parfois à l'envers mais de pouvoir emprunter tel escalier, telle antichambre, dans un par-

cours logique, de façon à redonner son sens à la visite.

Mais il est encore un peu tôt pour en parler : c'est une opération complexe, qui coûte cher, qui doit s'accompagner de mesures de recrutement. Nous avons à peine deux cent vingt agents de surveillance à Versailles et à Trianon, pour quatre millions de visiteurs, c'est peu. Encore doit-on noter dans le public, sauf exception, un certain respect des lieux, des objets, pratiquement pas de vandalisme. C'est contre l'usage que nous luttons, en protégeant les tentures, les rideaux de soie. Une épave contre un chambrano doré, ce n'est rien, un million d'épaules, c'est terrible !

« Versailles ne s'est pas fait en un jour : plusieurs souverains, un siècle de travaux, pas un élément qui n'ait été modifié plusieurs fois. Quelle est aujourd'hui sa signification, son message historique ? »

Versailles est le château royal par excellence, le témoignage de l'habitat royal. C'est dans cet esprit que sont organisés les circuits de visite, livres (nous avons édité des brochures très simples décrivant les différents itinéraires) ou accompagnés, pour les petits appartements notamment, du commentaire d'un guide.

Présenter un Versailles vivant, c'était déjà l'idée de Louis-Philippe, né dans les dernières années du règne de Louis XV et qui s'était fait à ses propres souvenirs (parfois déformés, comme pour le lit qu'il fit poser dans la chambre de Louis XIV), en organisant le musée dédié « A toutes les gloires de la France ».

Aujourd'hui encore, bien que l'essentiel du mobilier manquant soit connu et répertorié (dans les collections de la couronne d'Angleterre ou dans certains musées américains), nous avons parfois la chance de pouvoir acheter des pièces importantes : ainsi, le grand baronnet de Louis XV, livré à Louis XVI, ensemble en bois doré, véritable byzance aux vertus pacifisantes de la monarchie, acheté en 1990 à un marchand parisien, que nous présentons maintenant là où il était, dans le cabinet de la pendule.

Nous allons aussi remettre en place, dans la galerie des Glaces, le deuxième buste de César qui avait disparu depuis la Révolution et que nous avons pu acheter à New York il y a deux mois, grâce aux crédits de la Réunion des musées nationaux abondés par la Versailles Foundation.

Nous voudrions délivrer un message pédagogique plus fourni, mais la foule elle-même est un empêchement ; beaucoup de nos visiteurs n'ont qu'une idée, monter, voir rapidement les appartements, sortir, voir les jardins. Or nous ne pouvons pas prolonger la station d'un visiteur dans une pièce, sous peine de bloquer la circulation. Nous sommes tenus par la pendule. La pédagogie ne peut se faire que dans des pièces consacrées spécialement à cet usage.

« Où en sont les projets de récupération des annexes, notamment les écuries ? Qu'en est-il des locaux dévolus aux Assemblées, le Sénat et l'Assemblée nationale, dans le château même ? »

Oui, il y a toujours des projets. Des projets qui, pour le moment, cheminent. Des études, en tout cas.

L'Assemblée nationale et le Sénat, qui peuvent avoir à se réunir en congrès à Versailles, dans certaines circonstances constitutionnelles, disposent depuis 1870 dans les ailes du château de locaux administratifs, d'archives et de bureaux. Or les Assemblées sont souveraines, et il est délicat de proposer une modification de ces dispositions.

Quant aux écuries royales, elles font partie du domaine, elles ont été restaurées. Elles abritent, d'un côté, une unité d'enseignement de restauration des Musées nationaux. De l'autre, l'armée, la bibliothèque centrale de prêt, les archives départementales, le service national des travaux.

Nous voudrions pouvoir ouvrir plus souvent la galerie des voitures, mais les locaux ne sont pas aménagés pour la visite : pas de billetterie, pas de chauffage, pas d'électricité, manque de personnel. Et, bien sûr, les galeries, qui n'ont pas été morcelées, espaces magnifiques, conviendraient fort bien à la présentation de la statuaire de plein air qui, pour certains de ses éléments, ne peut être maintenue dans le parc.

« La tempête de l'hiver dernier, le 3 février notamment, a montré qu'il était grand temps de réajuster le parc. Difficile pourtant de replanter Versailles sans décevoir les visiteurs et mécontenter les habitués. Quel est votre plan ? »

On savait bien avant la tempête que le parc était dans un état désastreux de vieillissement. Ce jour-là et les jours suivants, nous avons perdu mille cinq cents arbres, sur un total de soixante

mille environ, mais certains très précieux. Les arbres ne peuvent pas rester durant des siècles sans dans les bosquets : une bourrasque en arrache quelques-uns, expose les autres aux intempéries.

Un parc dessiné, maîtrisé, est un ensemble fragile, il faut l'entretenir, et celui-ci, comme les Tuileries, a été beaucoup négligé. Dès le dix-huitième siècle, on n'aimait plus beaucoup les grands jardins à la Française ; le dix-neuvième a manqué d'argent ; le vingtième est un siècle de guerres, ce qui n'est jamais bon pour les jardins, tant privés que publics. Puis on a donné la priorité aux bâtiments. Nous revenons de loin.

« Combien de replantations depuis Louis XIV ? »

Il y en a eu deux, la première dès 1774, la seconde, sur une vingtaine d'années dans les années 1860-1880, une par siècle.

« Y avait-il un plan, un projet ? »

Non, plutôt des réflexions, des constats, aucune évaluation. Maintenant, il nous faut prendre des décisions et en même temps arrêter une doctrine avec la direction du patrimoine et l'architecte en chef, Pierre-André Lablaude.

Il y a plusieurs parcs dans le parc : je viens de recevoir le projet de l'Office national des forêts pour les 446 hectares du « grand parc », de type quasi forestier, avec de grands alignements et perspectives. Il propose de mettre l'accent sur plusieurs variétés de chênes, que l'on préférera aux maronniers, très cassants quand ils vieillissent. Car nous devons penser à la sécurité : il peut y avoir vingt mille à trente mille personnes dans le parc. Visiteurs d'un jour, mais aussi joggeurs et promeneurs qui habitent les environs et viennent souvent. C'est miracle que nous n'ayons eu à déplorer aucun accident l'an dernier.

Nous devons donc être très attentifs, et l'oreille tendue vers la météo locale : dès qu'un avis de coup de vent à plus de 80 km/h est donné, nous fermons le parc, comme cela a dû être fait tout récemment, le lendemain de Noël.

« Combien de temps va durer la régénération ? »

Nous travaillerons par grands secteurs, sur dix-huit ou vingt ans. On ne peut pas, comme cela avait été tenté un moment, replanter de façon pointilliste, pour conserver visuellement les grandes masses de verdure. Les jeunes sujets ne se développent pas à l'ombre des plus grands.

Parallèlement à cette entreprise, urgente et indispensable,

mais dont nous savons qu'elle sera impopulaire, nous voulons mener très rapidement des actions positives, notamment la restauration de bosquets très délaissés, très endommagés, dans le petit parc, les 90 hectares les plus proches du château.

Exemple encourageant : la rénovation des bosquets du Grand Trianon, où les tilleuls ont tous été remplacés à partir de 1985, ce qui a d'abord indisposé le public, mais qui, aujourd'hui, est une réussite.

« Dès cette année ? »

Oui, nous voulons montrer qu'on peut faire du Louis XIV dehors et pas seulement dans les appartements. Les bosquets étaient conçus comme des salons en plein air, et il ne subsiste pas grand-chose de leur architecture très complexe. Ainsi, nous envisageons de restaurer (budget : 12 millions de francs) l'Enclade, seul bosquet datant des années 1670. La statue au centre du bassin est là, ce géant qui jette un dardier en contre-jour, mais le décor de treillage à dispartir : un grand cloître octogonal avec des arcs de triomphe ornés de vases, de petites fontaines et de plantes grimpantes odoriférantes. Une grande maquette est présentée dans le vestibule du château.

En mai dernier, le ministre de la culture, qui s'intéresse beaucoup à Versailles, a inauguré la rénovation de la colonnade de marbre de Mansart. Elle était couverte d'algues vertes et noires, et on ne voyait plus les bas-reliefs. Elle a été nettoyée avec un procédé complètement nouveau et les laboratoires Ciba nous ont offert une copie de la statue de Proserpine, qui n'avait jamais été remise en place depuis la guerre.

« Quel peut être l'apport du mécénat ? »

Nous avons tout un catalogue de projets et sommes tout disposés à accueillir des financements venus du privé, soit directement, soit à travers la Société des Amis de Versailles, que préside Olivier de Rohan.

Le hameau de la reine, par exemple, est véritablement un chef-d'œuvre en péril : le pont a été brisé par la tempête, les toitures ont souffert. Les bâtiments ont été maltraités depuis longtemps et le public y a accès directement. La collection d'arbres constituée à partir de Louis XV dans le jardin anglais a été très touchée. Coût du projet : 11 millions de francs.

« Pour vous, historien, autour d'une monumentale histoire du château français, que représente Versailles : un aboutissement, ou bien un modèle qui sera abondamment copié à l'étranger ? »

J'aime mieux considérer Versailles comme un unique plutôt que comme un modèle à répandre. Qu'il ait été copié, très bien. Mais, pour moi, sa véritable qualité réside dans cette autoconstruction prodigieuse dont les autres n'ont pu que copier l'image finale. Ce qui m'intéresse, c'est l'énergie perpétuelle qui naît du château de Louis XIII et qui se manifeste continuellement sous Louis XIV. Avec Gabriel, dont les projets figent le moule du château néoclassique colossal, la valeur originale de cette espèce de germination disparaît.

La vision extérieure de l'ensemble est en effet extraordinaire, avec la succession progressivement rétrécie des cours, côté ville, et l'ordonnance des grandes masses à forte saillie, côté jardin. Que tout cela ait survécu, que la ville se soit constituée sur les axes voulus par le roi, qu'on ait respecté les limitations de hauteur et les perspectives, cela aussi, c'est extraordinaire.

Propos recueillis par Michèle Champenois

Exposition sur « Le décor de l'écarter des Ambassadeurs », de Charles Le Brun, à l'occasion du tricentenaire de la mort du peintre. Château de Versailles. Jusqu'au 10 février. Catalogue : 35 F.

Versailles, château de la France, orgueil des rois, de Claire Constant, Gallimard, coll. « Découvertes », n° 61, 224 p., 70 F.

Le Château en France, sous la direction de J.-P. Babelon, Berger-Levrault, 420 p., 720 F.

Journal 150

22 Le budget des collectivités locales
- IBM au Brésil

22 Chômage technique chez Fiat
23 La nomination de M. Giulio à la tête d'Antenne 2

26 Marchés financiers
27 Bourse de Paris

L'intervention du premier ministre au Forum de l'Expansion

La dictature du court terme

S'adressant aux chefs d'entreprise au cours du Forum de l'Expansion, M. Rocard a déclaré qu'il refusait le pessimisme de l'heure, qu'il récuserait la dictature du court terme, l'obsession des derniers départs ou des derniers indices. Pour le premier ministre, beaucoup de forces sont en œuvre en cette dernière décennie du siècle, capables de relancer la croissance économique. La France doit donc investir pour être prête.

L'attitude de M. Rocard ne s'explique pas seulement - ne s'explique pas surtout - comme on pourrait le penser par le devoir qu'a tout chef de gouvernement de remonter le moral de la nation quand surviennent des moments difficiles. Ses propos volontaristes et finalement optimistes peuvent très bien être justifiés par les faits.

Le monde vient de connaître une longue période d'expansion économique. Cette phase s'est achevée l'année dernière, dans presque tous les pays industrialisés, le Japon et l'Allemagne faisant exception. Mais la fin de ce cycle conjoncturel est un phénomène normal et habituel. A la phase basse du cycle succédera une reprise, qui pourrait se produire dans six mois, peut-être avant, peut-être après, mais qui se produira grâce notamment aux progrès de la technologie. Car nous sommes bel et bien sortis depuis longtemps de la crise structurelle grave qui avait frappé le monde entre 1975 et 1982 et avait paralysé les investissements.

Telle est l'analyse que font maintenant nombre d'économistes et que partage M. Rocard. Le premier ministre ajoute que l'économie française est une économie convalescente. Il est raisonnable car la France est entrée en crise plus tard que les autres nations industrialisées (1982-1983), accomplissant donc avec retard réformes et changements de cap. Mais le plus dur a été fait, et la communauté internationale ne cesse maintenant de saluer les performances françaises, notamment la stabilité de sa monnaie.

Lorsque la reprise de la croissance économique se produira dans le monde, elle le fera d'autant plus fortement en Europe que les douze pays de la Communauté y préparent un marché unique qui va accélérer les échanges. M. Rocard insiste aussi sur la fin du monde bipolaire, c'est-à-dire la fin de la confrontation entre l'Ouest et l'URSS. Le résultat le plus immédiat en est le formidable effort de reconstruction et de développement dans lequel vient de s'engager l'Allemagne vis-à-vis de sa partie est. Le premier ministre n'a-t-il pas de solides raisons de dire que les inquiétudes du court terme ne doivent pas cacher les grandes promesses de cette fin de siècle ?

A. V.

M. Rocard incite les chefs d'entreprise à faire preuve d'audace

Intervenant devant le Forum de l'Expansion, le jeudi 10 janvier, le premier ministre a appelé les chefs d'entreprise à se garder de tout pessimisme devant les menaces de récession aux Etats-Unis et à faire preuve d'audace dans leurs investissements.

« L'heure me paraît être à l'effort pour exploiter de réels et nombreux atouts plus qu'à l'optimisme », a déclaré M. Michel Rocard, jeudi 10 janvier au Forum de l'Expansion. « Nous aborderons une période à tous égards difficile. L'incertitude et l'inquiétude se sont répandues à l'échelle mondiale (...), mais le pays en a pris conscience suffisamment tôt », estime le premier ministre. « Nous faisons mieux, aujourd'hui, que lors des chocs extérieurs qui se sont succédés depuis 1973, et, surtout, nous ferons mieux que la plupart de nos partenaires », a-t-il poursuivi en citant la récente étude de l'OCDE qui estime que le Japon, l'Allemagne et la France sont les pays « qui ont le mieux réussi dans la gestion à moyen terme de leur politique macro-économique et semblent les mieux placés pour résister à un climat économique moins économe ». « Le pessimisme sur la situation économique américaine

me paraît aussi exagéré qu'il y a l'ère en son temps l'optimisme, oh combien excessif ! suscité chez certains par la renaissance », a déclaré M. Rocard. Dans ce contexte, il demande aux industriels de maintenir leurs investissements. « L'essentiel est entre vos mains. A-t-il expliqué aux patrons. Prenez vos risques, mais faites preuve d'audace, car, vous le savez, la concurrence pour saisir les opportunités sera rude. »

Un livre blanc sur les régimes de retraite

Le gouvernement, de son côté, maintiendra le cap de la rigueur. Pour stimuler l'investissement, soutenir l'emploi et garantir la stabilité du franc, les trois objectifs de la politique gouvernementale, M. Rocard évoque, d'abord, « une gestion serrée des finances publiques (...). Les ajustements budgétaires appropriés seront effectués en fonction du contexte ». Ensuite, « le retour qu'il y a à la préservation de la modération salariale (...), qui est le meilleur moyen de tirer son épingle du jeu ». A propos des salaires, il « compte sur la maturité des partenaires sociaux pour éviter toute dérive ».

Enfin, il demande aux patrons de ne pas ajuster leurs effectifs en fonction des seuls « aléas conjoncturels », « ce qui est en général l'expression

d'une médiocre politique des ressources humaines ». Le gouvernement ne changera rien à sa politique d'emploi, qui vise à baisser le coût du travail par la réduction des charges sociales et fiscales. Le premier ministre estime à cet égard que l'impôt progressif sur les sociétés « mérite examen ». Une telle mesure avait été avancée par le ministre de l'Industrie.

M. Rocard a ensuite abordé la Sécurité sociale. Il a confirmé les 10 milliards d'économies qui seront arrêtées pour équilibrer « dès 1991 » l'assurance-maladie, et a précisé que les discussions ouvertes avec les professions de santé pour trouver des modalités de « régulation contractuelle des dépenses » devaient déboucher « dans un délai de six mois ».

Sur le problème des retraites, M. Rocard a estimé qu'il n'y avait pas de divergence entre M. Bérégovoy et M. Evin. Le ministre des finances, quand il a évoqué l'idée d'un système de retraite par capitalisation, « faisait son travail », qui est de s'inquiéter « de l'épargne longue dont notre économie a besoin ». M. Rocard estime que « rien ne commande la précipitation » sur ce sujet. Il a confirmé qu'il présentera un « Livre blanc sur l'avenir de l'ensemble des régimes de retraite » au Parlement et aux partenaires sociaux.

Accord entre les partis au pouvoir

L'Etat allemand adopte un programme d'économies pour financer la réunification

Les laborieuses négociations entre les partis de la coalition au pouvoir en Allemagne sur les aspects financiers de la réunification ont abouti jeudi 10 janvier à un accord pour réaliser 35 milliards de deutschemarks (119 milliards de francs) d'économies sur le budget de l'Etat fédéral, permettant ainsi à M. Theo Waigel, le ministre des finances, de contenir le déficit à moins de 70 milliards de DM en 1991. Par ailleurs, selon l'Office fédéral des statistiques allemand, l'Allemagne de l'Ouest a enregistré en 1990 un taux de croissance de 4,6 % contre 4 % en 1989.

Les trois partis (Unions chrétiennes CDU/CSU et parti libéral FDP) ont également décidé d'augmenter les cotisations d'assurance-chômage de deux points à 6,8 %, afin de financer les indemnités des chômeurs de l'ex-RDA. En contrepartie, les cotisations retraite seront abaissées d'un point.

Pas de régime fiscal de faveur pour l'ex-RDA

Le paquet d'économies de 35 milliards de DM de réductions de dépenses et de 20 milliards de DM de recettes supplémentaires. Quelque 7,6 milliards de DM seront économisés sur la défense, 0,5 milliard sur les aides financières et 2,3 milliards sur les services du chômage, 2 milliards seront acquis grâce à la hausse des tarifs postaux et 0,5 milliard par des privatisations. Enfin, 1,5 milliard proviendra de la

suppression d'avantages fiscaux dont jouissaient Berlin et les anciennes régions frontalières du rideau de fer.

En revanche, la coalition n'a pas trouvé d'accord sur la proposition des libéraux d'accorder à l'ex-RDA un régime fiscal de faveur pour faciliter

sa reconstruction économique. M. Waigel a chiffré mercredi à 105 milliards de DM le montant des sommes que l'Etat fédéral devra dépenser dans l'ex-RDA en 1991. (AFP)

Chute de l'excédent commercial de l'Allemagne unifiée en novembre

L'excédent commercial de l'Allemagne unifiée s'est réduit en novembre à 3,3 milliards de deutschemarks (11,2 milliards de francs), contre 8,4 milliards le mois précédent. Le solde de la balance des opérations courantes a également reculé à 1,3 milliard contre 0,7 milliard en octobre. En novembre, l'Allemagne a importé pour 55,079 milliards de deutschemarks de marchandises et a exporté pour 58,371 milliards. Par rapport au mois précédent, le montant des exportations a diminué de 6,6 %, mais celui des importations a gagné 1,7 %. Au mois de novembre 1989, l'excédent de la balance commerciale de la RFA, qui se limitait alors à la seule Allemagne

de l'Ouest, avait été de 9,9 milliards de deutschemarks.

De plus, les prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest ont augmenté de 0,1 % en décembre par rapport au mois précédent (chiffre définitif). Sur douze mois, la hausse des prix est de 2,8 %. En novembre, les prix avaient reculé de 0,2 % en Allemagne de l'Ouest, première baisse depuis juillet 1989. Malgré l'unification allemande intervenue en octobre dernier, l'Office fédéral des statistiques publie encore séparément des chiffres pour les deux parties de l'Allemagne. Ceux de décembre dans l'ex-RDA n'ont pas encore été communiqués.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PROTECTION DE VOS PLACEMENTS A COURT TERME

VALREAL
SICAV

UNE GESTION DE RÉFÉRENCE

Organismes fondateurs :
Banque Paribas,
Groupe des banques populaires,
Caisse des dépôts et consignations.

Renseignements : 5, avenue du l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49 27 63 00

Un entretien avec M. Tapie

« Adidas vaut déjà 40 % de plus que lorsque je l'ai racheté »

Six mois après avoir racheté 80 % d'Adidas, M. Bernard Tapie est désormais acclamé en Allemagne à de vives critiques. On lui reproche de ne pas avoir tenu ses engagements financiers à l'égard de la firme, et la presse souligne l'exaspération croissante des dirigeants d'Adidas, désarçonnés par les interventions intempestives prêtées au patron de l'OM. Le président du directoire, le Suisse René Jaeggi, est fréquemment donné partant. M. Tapie, qui s'apprête à renforcer sa position dans la société, dément tout désaccord avec son manager. Dans l'entretien qu'il nous a accordé en présence de M. Jaeggi, le député de Marseille assure n'avoir aucune difficulté pour financer le développement d'Adidas dont le bénéfice avant impôt pour 1990 devrait s'établir entre 80 et 100 millions de DM (272 millions et 340 millions de francs).

« Le groupe de distribution allemand Metro a annoncé publiquement qu'il souhaitait se séparer de ses 10 % dans Adidas et de son option de 5 %. Vous vous déclarez immédiatement acheteur alors même qu'on voit mal l'intérêt pour vous d'acquiescer encore votre participation ? »

« Rien n'est encore fait. L'hypothèse est pour le moment de voir si les exigences du vendeur sont compatibles avec mon évaluation d'acheteur. Reste qu'Adidas est une affaire qui se trouve en Allemagne où les relations entre actionnaires majoritaires et minoritaires sont un peu compliquées. C'est une affaire dans laquelle il va y avoir de grandes décisions stratégiques à prendre. Il peut s'agir d'acquisitions, des cessions ou des créations de filiales. On a donc intérêt à avoir un capital homogène et, en tout cas, un capital qui ne pose pas à l'intérieur de problèmes de choix. »

« Vous rencontrez donc à l'heure actuelle des blocages du côté de Metro. »

« Attendez, pour l'instant on n'a pas eu l'occasion de se trouver dans une telle configuration. »

« Vous n'êtes pas très sûr de votre actionnaire minoritaire, qui était tout de même votre principal rival pour le rachat d'Adidas. »

« En effet, je n'en suis pas très sûr parce qu'on ne se connaît pas bien. D'abord parce que je ne sais pas si les intérêts d'un actionnaire à 10 % sont les mêmes que ceux d'un actionnaire à 80 %. Il y a une disparité des rapports de forces qui gêne un peu tout le monde. Ensuite le groupe Metro souhaitait une place au conseil d'administration d'Adidas que je ne lui ai pas donnée. On ne peut pas en même temps refuser une place au conseil et ne pas offrir une porte de sortie. Moi, je suis prêt

à offrir à Metro 40 % de plus que l'estimation qui a été faite lorsque j'ai repris Adidas en août dernier (NDLR : 1,6 milliard de francs pour acquérir 80 % du capital, soit environ 400 millions de francs pour une participation totale de 15 %).

« Pourquoi un tel effort ? »

« Parce que je considère qu'Adidas vaut aujourd'hui 40 % de plus. Le directoire vient de me communiquer les résultats 1990. Je parle ici sous le contrôle de René Jaeggi, le président du directoire du groupe pour qu'on ne vienne pas dire que Tapie raconte n'importe quoi. On va finir l'année avec un chiffre d'affaires total (ventes directes et produits des licences) entre 4,8 et 5 milliards de marks contre 4,5 milliards l'année dernière. Par ailleurs, le bénéfice avant impôt va s'établir entre 80 et 100 millions de marks. »

« Le rétablissement semble quasi miraculeux après les 115 millions de marks de pertes essuyées en 1989 ? »

« Mais c'est le résultat du travail engagé par l'équipe Jaeggi depuis une bonne année. Adidas a amélioré sa productivité et grâce à Peter Ueberroth (NDLR : l'ancien président du comité des Jeux olympiques de Los Angeles responsable d'Adidas USA), les Etats-Unis sont parvenus à l'équilibre en 1990. Il reste néanmoins deux problèmes à résoudre : améliorer l'approvisionnement de nos clients ainsi que notre communication. Il faut faire savoir qu'on est capable, nous aussi, de faire de la chaussure de loisir. »

Des capacités de crédit

« On voit mal comment vous allez payer l'achat de ces 10 %, voire 15 % supplémentaires alors que votre groupe, Bernard Tapie Finance, a déjà dû emprunter 1,6 milliard de francs l'été dernier pour acquérir 80 % d'Adidas. »

« Bernard Tapie Finance est en effet endetté. Son emprunt est de 1,6 milliard de francs tout compris. En face de cela, il y a 600 millions de fonds propres qui vont être apportés par les actionnaires avant fin avril, en obligations convertibles et en augmentations de capital de BT Finance. Ensuite, le milliard restant est à éteindre fin septembre 1992. »

« En contrepartie, il y a un ensemble d'entreprises dont la valeur totale est comprise entre 1,2 et 1,5 milliard de francs. Je donne des échéances : avant la fin des vacances d'été, plus de la moitié de ces actifs sera réalisée. En gros, je pense que Donny, La Vie Claire, soit Testut, soit l'arrivall auront été vendus. BT Finance pourrait donc éventuellement rembourser 400 millions. Mais on commettrait, à mon avis, l'erreur d'utiliser un maximum notre capacité de crédit. »

« Reste que GBT (NDLR : société en nom collectif totalement contrôlée par Bernard Tapie lui-même) qui détient 68 % de Bernard Tapie Finance ne doit pas un sou. GBT peut parfaitement emprunter 450 millions de francs sur un actif net évalué à plus de 1 milliard. Par ailleurs, la holding allemande GBT GmbH qui porte la participation de 80 % dans Adidas ne doit rien elle non plus. La aussi je ne parviens pas à emprunter 400 à 450 millions de francs sur 80 % d'Adidas, c'est que je suis le roi des imbéciles. »

« La presse allemande est de moins en moins tendre à votre égard. Elle souligne surtout que vous n'avez pas injecté les capitaux promis dans Adidas. »

« En septembre 1990, lors de la réunion du conseil de surveillance et du conseil d'administration, j'étais engagé personnellement à améliorer les fonds propres de la maison Adidas d'ici la fin 1990 de 60 millions de marks et d'à peu près autant, si ce n'est plus, en 1991. J'ai parlé de plusieurs moyens : la cession d'actifs inutiles, une augmentation de capital, ou un peu des deux à la fois. Eh bien, à la fin 1990, la cession des droits sur les marques Le Coq sportif et Arena sur l'Asie du Sud-Est et l'Extrême-Orient a rapporté un peu plus de 60 millions de marks. L'argent est rentré dans les caisses le 27 décembre très exactement. En 1991, on améliorera les fonds propres de 80 à 100 millions de marks. On a encore tout Poney, Le Coq Sportif et Arena hors Asie à vendre. On a déjà des repreneurs potentiels. Fin 1991, il ne restera plus que le noyau dur d'Adidas, c'est-à-dire notre marque, notre métier. »

Propos recueillis par CAROLINE MONNOT

ÉCONOMIE

COLLECTIVITÉS LOCALES

Présentation d'un avant-projet de loi

La réforme des aides de l'Etat aux communes « coûterait » 1 demi-milliard de francs à Paris

M. Philippe Marchand, ministre délégué aux collectivités locales, a présenté, jeudi 10 janvier, l'avant-projet de loi réformant les aides de l'Etat aux communes de plus de 10 000 habitants. Ce texte devrait être discuté par le Parlement à partir du 28 janvier. Ayant pour objectif de rétablir l'équilibre des ressources entre villes riches et villes pauvres, il prévoit deux dispositifs nouveaux, l'un national - une dotation de solidarité urbaine à l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement - l'autre régional - un fonds de solidarité pour l'Île-de-France.

A peine plus d'un mois après que le chef de l'Etat et son premier ministre eurent affirmé solennellement, le 4 décembre dernier à Bron, leur intention de venir en aide aux banlieues défavorisées, le gouvernement - renforcé d'un nouveau ministre d'Etat chargé de ces questions, en l'occurrence M. Michel Delebarre - a déjà fourbi l'axe des réformes qu'il compte mettre en œuvre. Il s'agit de modifier les ressources des villes moyennes des métropoles régionales et de la capitale, d'une part en répartissant plus équitablement les aides de l'Etat, d'autre part en créant pour l'Île-de-France un système de péréquation financière.

L'avant-projet de loi, actuellement examiné par le Conseil d'Etat, sera adopté le 16 janvier, puis proposé à l'examen des parlementaires, à l'occasion de la session extraordinaire qui doit s'ouvrir le 28 janvier. « Le président veut aller vite, a expliqué M. Philippe Marchand, ministre délégué aux collectivités locales, au cours d'une conférence de presse, jeudi 10 janvier à Paris. Il faut que la réforme soit lancée avant que les communes n'établissent leur budget, sinon nous prendrions un retard d'un an. »

N'est-on pas en train de confondre vitesse et précipitation ? Car l'avant-projet tel qu'il a été présenté pour être discuté jeudi 10 janvier au Comité des finances locales ne peut manquer de soulever une véritable bourrasque politique. Le nouveau mécanisme imaginé par la direction générale des collectivités locales, au ministère de l'Intérieur, va modifier les ressources d'environ 380 villes de plus de 10 000 habitants. Si 240 d'entre elles - les plus pauvres - verront leur budget légèrement gonflé, 140 autres - les plus riches - enregistrent un manque à gagner parfois substantiel, notamment Paris.

On peut parier que les maires de ces villes-là, dont un certain nombre sont des personnalités politiques de l'opposition comme M. Jacques Chirac, ne laisseront pas amputer leurs moyens sans contre-offensive.

Une « dotation de solidarité urbaine »

L'avant-projet gouvernemental s'articule en deux volets. Le premier touche la structure même - fort complexe - de la dotation globale de fonctionnement (DGF, 66,6 milliards en 1990) que l'Etat accorde aux communes et qui représente en gros 13 % de leurs ressources. Elle comprend actuellement sept postes principaux. On leur adjoint une huitième rubri-

que intitulée « dotation de solidarité urbaine » (DSU) dont le montant serait de 400 millions de francs en 1991, 700 millions en 1992 et 1 milliard en 1993. Ces sommes seraient distribuées aux villes dont la richesse - le potentiel fiscal en langage administratif - est inférieure à la moyenne mais qui, en revanche, doivent supporter la charge de nombreux logements sociaux (plus de 11 % des logements existant sur la commune).

Où trouver ce futur milliard réparti entre 240 villes à problèmes ? En le prélevant sur un autre poste de la DGF qu'on appelle la garantie d'évolution et qui représente cette année 6,4 milliards de francs, soit moins de 10 % de la masse totale de la DGF. Cette garantie a, pour le gouvernement, l'inconvénient d'assurer à toutes les communes, qu'elles soient nantes ou non, une progression annuelle régulière des aides de l'Etat. Bref, elle ne corrige pas les inégalités. Les aides seraient donc à l'avenir plus ou moins bloquées ou réduites pour les villes où elles représentent plus de 10 % de la DGF, dont le potentiel fiscal est supérieur à la moyenne, où les administrés paient peu d'impôts et qui comptent peu de logements sociaux.

Une telle mesure de rééquilibrage a fait son chemin dans les esprits. Le Comité des finances locales, composé d'élus et présidé par M. Jean-Pierre Fourcade, maire UDF de Saint-Cloud et vice-président du conseil régional d'Île-de-France, en a pris acte tout en demandant à y réfléchir.

En revanche, le deuxième volet de l'avant-projet gouvernemental a suscité immédiatement une vive opposition. Il concerne exclusivement les communes de l'Île-de-

France entre lesquelles il propose de créer un fonds de solidarité.

Celui-ci serait alimenté par un prélèvement sur les impôts locaux des 50 villes ayant un potentiel fiscal supérieur à la moyenne et il serait distribué à celles - au nombre de 120 - qui hébergent un grand nombre de logements sociaux tout en ayant peu de richesses. Le transfert de ressources ainsi opéré porterait sur environ 500 millions de francs par an.

Cette péréquation affecterait au premier chef la Ville de Paris qui, avec 5 190 francs par habitant, bénéficie du potentiel fiscal le plus élevé de France et supérieur de 166 % à la moyenne nationale. Comme les deux mesures proposées par le gouvernement - modification de la DGF et système de péréquation en Île-de-France - s'additionnent, la capitale pourrait enregistrer au total une diminution de ses ressources d'1 demi-milliard de francs, soit 2,7 % de son budget.

Une telle ponction ne pourrait aller sans un relèvement progressif des impôts locaux : exactement le contraire de ce que s'efforce de faire Jacques Chirac. Aussi a-t-il immédiatement réagi : « Après avoir essayé de mettre la main sur Paris par la voie électorale - ce qu'il n'a pas réussi - le gouvernement essaie maintenant par d'autres moyens », a-t-il dit.

En attendant que froit les privilèges de plus d'une centaine de maires appartenant pour la plupart à l'opposition et en plaçant Jacques Chirac à leur tête, les responsables de la nouvelle politique de la ville, notamment M. Michel Delebarre, frappent fort. Mais ils prennent aussi de gros risques.

MARC AMBROISE-RENDU

INDUSTRIE

Le recul du marché automobile

Fiat va mettre 65 000 salariés en chômage technique

Fiat va mettre 65 000 ouvriers et employés en chômage technique du 11 au 17 février. Le groupe italien avait déjà pris la même décision l'an passé à deux reprises, en août et en novembre, pour faire face à des inventaires. Cette fois, Fiat veut baisser sa production de quelque 40 000 voitures.

De janvier à octobre, le groupe a vu ses ventes en Europe chuter d'environ 5 %. En Italie, où le marché a reculé en 1990 pour la première fois depuis six ans, Fiat subit l'assaut redoublé des marques étrangères. Les importations ont crû de 11 % tandis que les ventes de Fiat ont reculé de près de 9 %. Les étrangers contrôlent

désormais 47 % du marché de la péninsule contre 42 % en 1989. Tous les constructeurs doivent faire face au recul de la demande et chacun d'eux a sa façon les mesures possibles. Si Peugeot a commencé par supprimer l'appel à des employés intérimaires, si Renault semble préférer les suppressions d'emplois, Fiat choisit le chômage partiel.

Le groupe italien croit à une reprise du marché et refuse de réduire ses capacités de production. Il va même les augmenter puisqu'il a annoncé récemment qu'il allait construire une nouvelle usine dans le Mezzogiorno (le Monde du 30 novembre).

Les relations entre Washington et Brasilia

IBM obtient des conditions très favorables pour un joint-venture au Brésil

Le gouvernement brésilien a fait un geste en faveur du géant informatique américain IBM. Infléchissant sérieusement leur politique protectionniste en matière d'investissements étrangers dans les hautes technologies, les autorités de Brasilia ont approuvé la création d'un joint-venture informatique - le premier du genre - entre l'entreprise brésilienne SID (groupe Mathias Machine) et IBM pour la production d'ordinateurs personnels PS/2 au Brésil.

IBM apportera la technologie ainsi que 30 % du capital nécessaire au projet évalué à quelque 3,5 millions de dollars (17,5 milliards de francs), sans pour autant avoir l'obligation de transférer à son partenaire brésilien son savoir-faire technique.

L'assouplissement de la position de Brasilia est donc notable. Le Brésil n'est en effet pas insensible à une certaine bienveillance des Etats-Unis sur deux dossiers cruciaux pour son

économie : les discussions dans le cadre de l'Accord général sur le commerce et les tarifs (GATT) d'une part ; celles sur la restructuration de sa dette extérieure, qui s'élève à 116,9 milliards de dollars (environ 585 milliards de francs) d'autre part.

M. Serge Dassault a été nommé pour entraver au fonctionnement du comité d'entreprise. La 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné M. Serge Dassault, PDG de la société des Avions Marcel Dassault-Breguet, à 20 000 francs d'amende. Il devra également verser 3 000 francs de dommages et intérêts à la section syndicale CGT de dix établissements de la société. Le projet de rationalisation de l'entreprise, avait bien été présenté au comité d'entreprise, mais la justice considère que la consultation du CE a été formelle.

S'OFFRIR DES NUITS CHAUDES N'ENTRAÎNE PAS FORCÉMENT DE GRANDS FRAIS.



OFFRES EXCEPTIONNELLES AU DÉPART DE PARIS.

MADRID 1490^FAR
SEVILLE 1600^FAR

LE VOYAGE DOIT ÊTRE EFFECTUÉ ENTRE LE 14 JANVIER ET LE 17 MARS 1991. TARIFS SOUMIS À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES DE VENTE ET DE TRANSPORT. PRIX SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS EN FONCTION DE LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR. RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE AIR FRANCE OU DE VOTRE AGENT DE VOYAGES.

AIR FRANCE Vacances

* AUTRES TARIFS AU DÉPART DE LA PROVINCE.

COMMUNICATION

La presse écrite et audiovisuelle

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

Un procès hypoco...

COMMUNICATION

Le remplacement de M. Gaillard par M. Guily à la tête d'Antenne 2

Nommé directeur général d'Antenne 2, le 10 janvier, par le conseil d'administration sur proposition de M. Hervé Bourges, M. Eric Guily a confirmé son intention de mener un audit sur le déficit de la chaîne et un autre sur ses structures. Le nouveau directeur a également précisé que la commercialisation du stock de programmes, décidée par son prédécesseur, M. Jean-Michel Gaillard, était suspendue pour « un examen très atten-

tif ». Enfin M. Guily a déclaré à l'AFP qu'il faudra deux ans pour enrayer la chute de l'audience et la faire remonter.

En présentant ses vœux à la presse, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a souhaité « bonne chance » à M. Hervé Bourges et à sa nouvelle équipe en précisant : « Comme nous l'avons fait pour ses prédécesseurs, nous ne ménagerons pas notre peine pour le soutenir dans sa rénovation du service public ».

Un procès hypocrite

par Jean-François Lagan

JEAN-MICHEL GAILLARD n'a pas revu Hervé Bourges depuis la passation de pouvoir du 20 décembre. C'est par un simple coup de téléphone d'un conseiller du nouveau président des chaînes publiques que le directeur général a appris qu'il devait quitter son bureau avant le 9 janvier au soir pour laisser la place

à son successeur. Les mœurs de l'audiovisuel public n'ont jamais brillé par leur courtoisie, mais le procès fait aujourd'hui à M. Gaillard atteint des sommets d'hypocrisie. On reproche pêle-mêle à l'ancien directeur général d'avoir compromis l'audience de la chaîne, cassé le moral des troupes et creusé le déficit. La presse se fait

l'écho des rumeurs les plus folles sur le montant du « trou » d'Antenne 2. On distille une à une les informations sur les erreurs de gestion de M. Gaillard, et ses successeurs n'empêchent de commander un audit et de suspendre toutes ses initiatives.

C'est oublier un peu vite que la crise d'Antenne 2 date de 1988. Avant la privatisation de la Une, la chaîne publique avait 39 % de part d'audience et fait jeu égal avec sa grande concurrente. Un an plus tard, nous la présidence de M. Claude Contamine, la part d'audience est tombée à 31 %. Le décrochage ne cessera de s'aggraver et, en 1989, M. Gaillard trouva la chaîne à 23 %. Une part d'audience qu'il s'est promis de stabiliser puis de remonter en quinze mois, sans y parvenir réellement puisque les derniers chiffres disponibles montrent que, sur l'année 1990, A2 a perdu environ 1 %.

Le déficit de la chaîne, lui, est bien réel, supérieur sans doute aux estimations de M. Gaillard, et seul le futur audit pourra en évaluer l'importance. Mais M. Gaillard n'en est pas le seul responsable, il faut rappeler que le directeur général n'a jamais eu la maîtrise de ses recettes publicitaires et de la politique commerciale de sa chaîne. Et ne pas oublier que le gouvernement reconnaît lui-même s'être lourdement trompé sur l'appréciation des recettes d'Antenne 2 en 1989, budgétisant des rentrées publicitaires largement supérieures à la réalité du marché.

M. Gaillard a espéré sortir de l'impasse en dopant ses programmes par un déficit budgétaire. Une recette qui avait bien réussi à M. Hervé Bourges lorsqu'il présidait aux destinées de la Une avant la privatisation. Mais, à la différence de M. Bourges, M. Gaillard avait face à lui une rude concurrence des télévisions privées. Handicapé par sa méconnaissance du milieu, entraîné par la surenchère sur les achats de programmes ou les contrats proposés aux annonceurs, il n'a pas maîtrisé les dépenses engagées pour amener à A2 des collaborateurs de talent et doter la chaîne d'une brillante politique de production.

Le dérapage économique est grave, mais il mériterait d'être jugé à l'éune des réalisations qu'il, pour la plupart, ne seront à l'antenne que dans un ou deux ans. C'est l'injuste sanction d'une gestion qui n'a pas obtenu le temps et les moyens d'aller jusqu'au bout de son pari. Le premier péché de M. Jean-Michel Gaillard, ancien conseiller de M. François Mitterrand à l'Elysée, reste d'avoir accepté un poste proposé par M. Philippe Guilhaume, nommé par le CSA président des chaînes publiques en opposition formelle à la volonté du président de la République. Un péché que le pouvoir ne lui a jamais pardonné.

Canal Plus et le Crédit national actionnaires de Communication-Développement

Canal Plus vient d'acquiescer 3 % de Communication-Développement, la filiale d'exploitation de réseaux câblés de la Caisse des dépôts. Pour la chaîne cryptée, cette opération d'un montant de 20 millions de francs est la suite logique de son investissement dans le câble, qui l'a vu prendre il y a un an 5 % de CGV-Téléservice (filiale câble du groupe Générale des eaux) et fédérer autour d'Elipse les nouvelles chaînes thématiques du câble (Le Monde du 15 décembre).

Pour la Caisse des dépôts, l'entrée de Canal Plus et celle du Crédit national, qui prend 7,5 % de Communication-Développement, concrétisent l'intention affichée de longue date d'ouvrir ce capital et d'ainsi diminuer les risques du groupe dans la communication. L'Américain Bell South et RPIC (filiale de Philips) détiennent déjà respectivement 17 % et 7 % de Communication-Développement.

Enarque gestionnaire

A presque trente-neuf ans, le cheveu d'est racourci, le coupe s'est enorgie, mais Eric Guily garde un air presque juvénile. Les lunettes et le débit mesuré ont beau cadrer avec son profil de major de l'ENA en 1978 (promotion « Pierre Mendès France »), c'est d'abord cette jeunesse qui surprend lorsque Gaston Defferre, dont il fut conseiller à partir de 1981, le nomma directeur général des collectivités locales en 1982. Intrus dans ce bastion de l'élite, ce bouillonnant de travail mettait en musique la décentralisation, avec le maire de Marseille puis avec M. Pierre Joxe. Le juriste pond des textes : trente-cinq lois, deux cents décrets, d'innombrables circulaires... Le négociateur posé secoue les baronnies locales en faisant rentrer ces textes dans les faits.

L'alternance sera brutale pour Eric Guily, auquel Charles Pasqua n'offre qu'un ticket de retour au Conseil d'Etat. Le président de la République, selon la rumeur, lui conseille d'attendre des jours meilleurs et les besoins de l'Etat. Ressuscité, l'éprouvé de service public décide de faire, en attendant, l'expérience du privé. Au groupe Chergue, connu pour le rigueur de sa gestion, Eric Guily s'occupe un temps de diversification, puis prend le volant de Caesare Walon, la filiale de transport routier.

Le haut fonctionnaire habitué à « l'obligation de moyens », celle de traduire en décrets une volonté politique, découvre « l'obligation de résultats » et la simplicité, voire la cruauté, des comptes d'exploitation. Ses galons de gestionnaire, il les

gagne dans l'Europe du transport routier où tout est nouveau pour ce natif d'Alger.

Aussi a-t-il par contraste l'impression de retrouver « beaucoup de tâches connues » quand il intègre en octobre dernier le microcosme audiovisuel parisien comme directeur général de Chergue Communications. Les séquences de la Cinq, l'aventure britannique du satellite BS8 conclues par une fusion avec le concurrent Sky, le gasteon laborieuse de la télévision sportive Sports 2/3, l'intégration de Pathé-Cinéma, sont autant de dossiers vite digérés. Directeur général de Pathé, le voici prêtant le service public, avec l'approbation de M. Jérôme Seydoux.

Le nouveau directeur général d'Antenne 2 ne se prétend nullement omniscient en matière de programmes, et souligne la présidence d'Hervé Bourges, qu'il ne connait pas en tant qu'être présenté par « des amis communs ». Avec son homologue de FR 3, M. Dominique Alduy, une ancienne du cabinet Mauroy et de la Caisse des dépôts qu'il apprécie, il compte jouer le complémentarité.

Politique ? Gaston Defferre ne l'avait interrogé sur ses opinions qu'après six mois de travail commun, affirme le nouveau patron d'A2, qui ajoute : « Je cesse de me définir politiquement à partir du moment où je dirige une entreprise publique. » Tout au plus Eric Guily s'infiche-t-il civique : il a voté à toutes les élections depuis qu'il en a l'âge...

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Les Français et les médias

Crise de confiance à l'égard de la presse écrite et audiovisuelle

La confiance qu'ont les Français dans les médias s'est encore affaiblie en 1990, révèle un sondage effectué pour la quatrième année par l'INFRAP pour la Croix du 10 janvier et la vingt et unième livraison de la revue Médiaspouvoirs (1). Le « charnière » de l'information, sur lequel l'ensemble des médias s'est trompé, ainsi que les mises en scène de magazines d'information orchestrées par la Cinq et TF1 ne sont sans doute pas étrangers à cette crise de confiance.

Si les Français sont d'ailleurs de plus en plus sceptiques à l'égard de l'ensemble des médias (44 % des sondés admettent que « les choses se passent vraiment comme le journal », la radio et la télévision les racontent), contre 55 % en 1989), la cote de confiance de la télévision chute de 13 points et cède la première place à la radio dans l'ordre de la crédibilité : 53 % des Français croient en celle-ci, tandis qu'ils sont 52 % à accorder crédit aux informations de la télévision et 44 % à la presse écrite. France-Inter pour la radio et TF1 pour la télévision sont toutefois jugés les plus crédibles.

Autre point noir souligné par le sondage, 59 % des sondés jugent que les médias se préoccupent peu de ce que pense et vit le public. L'information « de proximité » ainsi que le traitement des problèmes touchant

au quotidien ont un bel avenir devant eux.

Plus grave est le peu de confiance qu'accordent les Français aux journalistes : 61 % des Français estiment qu'ils ne sont pas indépendants. Ils sont aussi catégoriques sur les méthodes de travail de la presse, 67 % estimant « pas normales » que les journalistes fassent état de leur opinion personnelle sur des événements, 82 % sont farouchement contre l'utilisation de figurants dans les reportages et 73 % s'opposent à la divulgation d'informations confidentielles mettant en cause une entreprise, alliant sans doute dans cette double opposition une volonté morale et une crainte du chômage.

Concernant la crise du Golfe, les Français sont opposés à 45 % à la diffusion d'entretiens avec l'ambassadeur d'Irak, à 47 % avec Saddam Hussein (contre 41 % et 44 % d'opinions favorables) mais jugent utiles les interviews d'otages, mettant ainsi l'accent sur les difficultés du métier de journaliste. Un léger baume au cœur...

Y.-M. L.

(1) Sondage réalisé du 6 au 10 octobre 1990 sur un échantillon de 1000 personnes représentant l'ensemble de la population de dix-huit ans et plus.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

3^e arrdt
M. ARTS-et-MIETTERS
Calm, baigné de soleil.
En duplex, grand living double
+ 1 chambre, 2 s. de bain.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

4^e arrdt

PLACE des VOSGES
Imm. luxueux. Appart.
env. 100 m². Entrée, living
+ 2 ch., 2 s. de bain, parq.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

ILE SAINT-LOUIS

Imm. luxueux. Appart.
env. 100 m². Entrée, living
+ 2 ch., 2 s. de bain, parq.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

5^e arrdt

RARE
Près MAIRIE, NEUF.
Journ. balnéaire, imm.
XVIII^e s. rénovée. Appart.
haut de gamme. Env. 115 m².
Belle 50 m². 4 ch., 2 s. de bain.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

8^e arrdt

STYLE VISCONTI
280 m². Grande réception,
4 chambres + STUDIO.
S/p. place samedi de 14 h à
17 h. Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

16^e arrdt

16^e NORD

Imm. KLEBER, RARE.
Journ. balnéaire, imm.
XVIII^e s. rénovée. Appart.
haut de gamme. Env. 115 m².
Belle 50 m². 4 ch., 2 s. de bain.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

EXCEPTIONNEL

16^e N. proche Ecole.
S. p. 110 m². Entrée, living
+ 2 ch., 2 s. de bain, parq.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

17^e arrdt

BONNE AFFAIRE

Porte Maillot (proche)
240 m². Paris 9^e.
Living double 45 m² + 2 ch.
cuisine, s. de bain. Chambre
seul, avec esc. 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

92

Hauts-de-Seine

S. p. 110 m². Entrée, living
+ 2 ch., 2 s. de bain, parq.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

bureaux

Ventes

LOFT CICAL 105 m².
ETOLE, 4 800 000 F.
Tél. : 43-80-44-78.
Très belle prestation.

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions.
tous services, domiciliaire.
SIEGES SOCIAL.
création, formation et
FORMATION IMMÉDIATES TOUTES
entreprises. Serv. personnel.
Tél. : 43-80-44-78.

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL
CENTRE D'AFFAIRES
ETOLE 1^{er} 47-23-81-88
GREVILLE 1^{er} 47-23-81-88
ST-LAZARE 1^{er} 42-93-50-54
LA FAYETTE 1^{er} 47-23-81-88
BOULOGNE 1^{er} 46-20-22-25
VERSAILLES 78 30-21-49-43
+ 20 centres en France.

VOTRE SEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés et
tous services. 43-55-17-50.

locaux commerciaux

Ventes

A SAISIR. Local idéal
240 m². Paris 9^e.
Tél. : 43-80-44-78.

A SAISIR. Local idéal
240 m². Paris 9^e.
Tél. : 43-80-44-78.

Rest. 90 pl. Très bel agenc.
Paris 2^e. 1 800 000 F.
Tél. : 43-80-44-78.

Imm. idéal, confort, neuve
800 m². R. 4^e + 55 parq.
Famille 51. 10 500 000 F.
Tél. : 43-80-44-78.

L'AGENDA

Vacances

Provence. Part. tous bords
p. 44. 41. 30 000 F. par
p. 44. 41. 30 000 F. par
p. 44. 41. 30 000 F. par

appartements achats

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 8^e.
Recherche de toute urgence
+ 1 chambre, 2 s. de bain.
Tél. : 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

BEAUX APPT DE STANDING

Évaluation et grandes surfaces
EVALUATION GRATUITE
sur demande.
46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

hotels particuliers

PREMIER AVENUE FOCH

Voie privée très belle
maison 600 m². 15 ch.
Imm. Vireux 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

locations meublées offres

Province

HAUTES-ALPES

SUPERDEVOLUY

Appt 4/5 pers., batic. Sud.
Suffren
de 8 au 16/3/91 ou du 8 au
11/3/91. 1 000 000 F. par
Tél. : 43-80-44-78.

immeubles

RER ST-MAUR 94

Potential imm. récent de
bureaux 1000 m². R. 4^e.
18 pers. 46-22-03-80
ou 43-59-88-04 p. 22.

hotels particuliers

PREMIER AVENUE FOCH

Voie privée. Très belle
maison. Grand jardin. RARE.
INTER URBIS : 46-63-17-77.

ASSOCIATIONS

Appel

L'Association
« Aide humanitaire
à la Bulgarie »
a été créée à l'initiative de
médecins français, le Dr.
Sylvain Chénouard et le Dr.
Elina Florant. Elle a pour
but de fournir des médica-
ments, du matériel médical et
de l'assistance nutritionnelle à
l'enfance, ainsi que de pro-
mouvoir toute aide humani-
taire en faveur de la Bulgarie.
Elle assure le meilleur
emploi des dons et coordonne
l'acheminement qui lui seront
adressés. « Aide humanitaire
à la Bulgarie »
8, rue d'Aumale
75008 Paris.
Tél. : 44-07-04-29.
Compte bancaire n° 70512H.
Cédex Lyautey, 75009
Paris 9^e.
P. 44-07-04-29.

Session et stage

ABC DES LANGUES :
cours de langues sur mesure pour
particuliers et entreprises cours
privés, petits groupes téléphone
semaine d'essai gratuit.
Tél. : 42-28-45-50.

SÉJOUR LINGUISTIQUES

A LONDON ETE 1991
PARIS-LONDON en car : 15 h
de cours/semaine, logement DS,
résidence au cœur de London
(Kensington) ; Archéologie
2 semaines, 3 380 F TTC, comp.
Pondré, Langue, culture, 37,
rue de Valenciennes, 75009
Paris 9^e.
Tél. : 43-89-85-01
(+ cours d'Anglais à Paris)

• Prix de la ligne 47 F TTC (25 lignes, interne ou externe).
• Joindre une photocopie de l'annonce au J.O.
• Cédex 1065 à l'ordre du Monde Publi, adressé au plus tard
le mercredi avant 11 heures pour l'annonce de vendredi, 75007 Paris.
La rubrique Association paraît tous les vendredis, sous le titre
Agenda, dans les pages annonces classées.

JOURNÉES

Le 1

PROSPECTIVES

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

jeudi
17 janvier
1991
de 14H00
à 16H00

RHÔNE-POULENC

vous invite à assister
à sa tribune :

“Un groupe
de 94 000
entrepreneurs :
l'éthique
Rhône-Poulenc
dans le management
des ressources
humaines”

JOURNÉES

Le 1

PROSPECTIVES

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

mercredi
16 janvier
1991
de 11H00
à 13H00

SLIGOS

vous invite à assister
à sa tribune :

“Les HOMMES :
facteur de succès
d'une société
de service
performante
et innovatrice”

JOURNÉES

Le 1

PROSPECTIVES

UNESCO
125, avenue de
Suffren
75007 Paris
Métro Ségur

mercredi
16 janvier
1991
de 11H00
à 13H00

Price Waterhouse

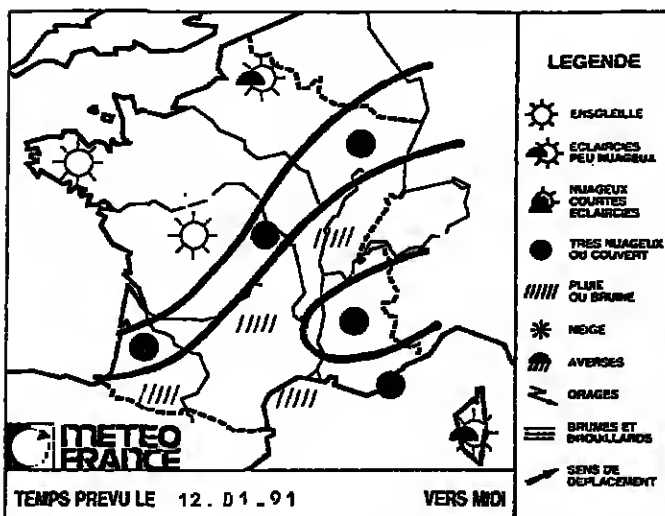
vous invite à assister
à sa tribune :

“Quelle Europe
dans la gestion
des hommes ?”

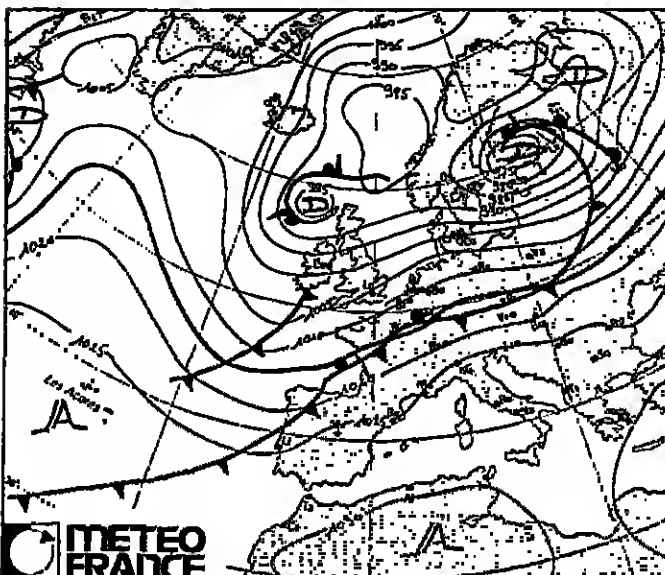
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 12 janvier
La France coupée en deux



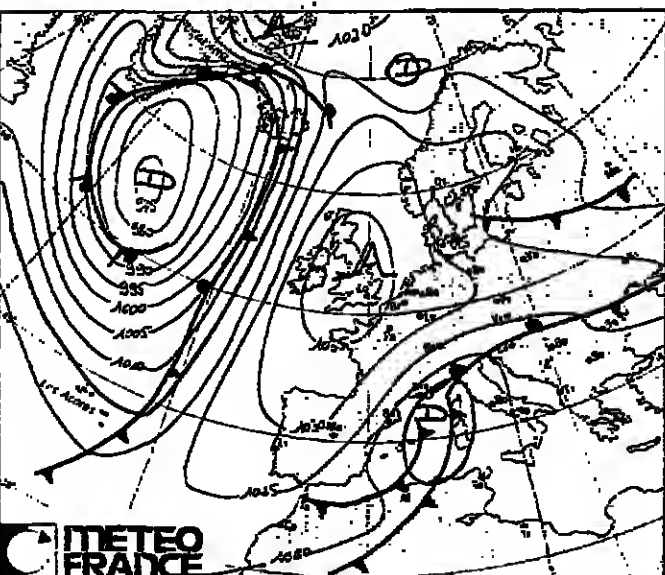
SITUATION LE 11 JANVIER 1991 A 0 HEURE TU



Dimanche 13 janvier : amélioration par le Nord. Les nuages seront encore nombreux le matin. Ils donneront des pluies faibles sur le Sud-Est et quelques averses sur la moitié nord. En cours de journée des éclaircies se développeront, d'abord sur le Nord et le Nord-Ouest, puis sur une grande partie du pays. Sud-Est excepté.

Les températures seront en baisse. Au lever du jour elles seront comprises entre 0 et 3 degrés sur la moitié nord, entre 3 et 6 degrés sur la moitié sud. L'après-midi elles atteindront 6 à 9 degrés sur la moitié nord, 10 à 13 degrés sur la sud et près des côtes.

PRÉVISIONS POUR LE 13 JANVIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-01-91 à 6 heures TU et le 11-01-91 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOUISVILLE	LOS ANGELES
PARIS	14 9	14 9	14 9
LYON	14 9	14 9	14 9
MARSEILLE	14 9	14 9	14 9
NANTES	14 9	14 9	14 9
STRASBOURG	14 9	14 9	14 9
TOULOUSE	14 9	14 9	14 9
VALENCIENNES	14 9	14 9	14 9
YVERDON	14 9	14 9	14 9
ÉTANGER	14 9	14 9	14 9
ALGER	14 9	14 9	14 9
AMSTERDAM	14 9	14 9	14 9
BARCELONE	14 9	14 9	14 9
BELGRADE	14 9	14 9	14 9
BERLIN	14 9	14 9	14 9
BRUXELLES	14 9	14 9	14 9
CHENNAI	14 9	14 9	14 9
COPENHAGUE	14 9	14 9	14 9
DARJILING	14 9	14 9	14 9
DELHI	14 9	14 9	14 9
DUBLIN	14 9	14 9	14 9
GENÈVE	14 9	14 9	14 9
HONGKONG	14 9	14 9	14 9
ISTANBUL	14 9	14 9	14 9
JAKARTA	14 9	14 9	14 9
KOLKATA	14 9	14 9	14 9
LEIPZIG	14 9	14 9	14 9
LONDRES	14 9	14 9	14 9
MADRID	14 9	14 9	14 9
MUMBAI	14 9	14 9	14 9
NEW YORK	14 9	14 9	14 9
OSAKA	14 9	14 9	14 9
PARIS	14 9	14 9	14 9
PRAGUE	14 9	14 9	14 9
REIMS	14 9	14 9	14 9
ROME	14 9	14 9	14 9
SINGAPOUR	14 9	14 9	14 9
STOCKHOLM	14 9	14 9	14 9
TOKYO	14 9	14 9	14 9
TULSA	14 9	14 9	14 9
VIENNE	14 9	14 9	14 9
WASHINGTON	14 9	14 9	14 9
ZURICH	14 9	14 9	14 9

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

PHILATÉLIE

Slalom aux Menuires

La Poste mettra en vente générale, le lundi 21 janvier, un timbre-poste à surtaxe d'une valeur de 2,30 F + 0,20 F consacré à l'épreuve de slalom qui se dérou-



lera aux Menuires lors des prochains Jeux olympiques d'Albertville, en 1992.

Le timbre, au format horizontal 36 mm x 22 mm, conçu par Charles Brédoux, gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée aux Manutres (Savoie), les 19 et 20 janvier, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire à premier jour ouvert à l'espace d'animation Les Bruyères, le 19 janvier, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste des Menuires (boîtes aux lettres spéciales).

La Poste, partenaire du comité d'organisation des XVI^{es} Jeux olympiques d'hiver, participera au Train du club Coubertin. Ce train, composé de vingt voitures, circulera du mercredi 23 janvier au lundi 18 février selon l'itinéraire suivant : Paris (23-25 janvier); Orléans (26); Tours (27); Rennes (28); Nantes (29); Caen (30); Bordeaux (31); Limoges (1^{er} février); Toulouse (2); Montpellier (3); Marseille (4); Nice (6); Albertville (7 et 8); Grenoble (9); Chambéry (10); Clermont-Ferrand (11); Lyon-Perrache (12); Dijon (13); Strasbourg (14); Reims (15); Nancy (16); Lille (17); Amiens (18).

Une boîte aux lettres sera installée dans la voiture de la Poste, et un bureau de poste principal mis en place, pour permettre le dépôt des correspondances - qui recevront une oblitération spéciale à chaque étape du train. Ces oblitérations pourront aussi être obtenues par correspondance (pendant un délai de huit semaines à compter du lendemain de la manifestation) auprès du Bureau des oblitérations philatéliques, 61, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

En filigrane

Agents secrets soviétiques. - La poste d'Union soviétique a émis le 29 novembre 1990 une série de cinq valeurs consacrées aux espions.



Kim Philby

soviétiques célèbres ! Au programme, Vassiliev, Abel, Kudrya, Molodt et surtout Kim Philby...

► Emissions au Vatican. - Deux séries de timbres-poste au Vatican : la première consacrée aux voyages du pape Jean-Paul II dans le monde (500, 1 000, 3 000 et 5 000 lire, impression hélio courvoisier) et la seconde à la solennité chrétienne de Noël (50, 200, 650, 750 et 2 500 lire). Cette dernière série est imprimée en héliogravure par l'imprimerie des timbres-poste et des valeurs fiduciaires du Pétiteux (France).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes
5, rue Antoine-Bourdelle,
75015 Paris.
Tél. : 40-65-29-27.

CARNET DU Monde

Naissances

- Laurence GAVARD et Richard BRUSTON, ont la joie d'annoncer la naissance de
Lon
(3,3 kg),
le 9 janvier 1991, à 16 h 20 (maison de santé protestante d'Als).

Château de Malargues,
30140 Anduze.

Décès

M. Jean BLANDIN,
directeur de recherche honoraire
en CNRS,

est décédé brutalement le 7 janvier 1991, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église du village de Bescat (Pyrénées-Atlantiques).

- A tous ceux qui ont connu et aimé

Laurent BLETTERY,
nous annonçons son départ vers la
Lumière, le 6 janvier 1991, à Port-Novo.

De la part de
Léon Viallet,
son grand-père,
Christine et Raymond Blettery,
ses parents,
Anne, Claire et Lucie,
ses sœurs,
Luc Nadal, Cyril Baranton.

13, rue Montebello,
78000 Versailles.

- M. et M^{me} Jean-Pierre Toussaint,
leurs enfants et petit-enfant,
M. et M^{me} Gilbert Amphoux,
leur fils,
Caroline Bonna,
M. et M^{me} Daniel Calvo Platero,
leurs enfants,
M. et M^{me} Gérard Chauveau,
leurs enfants,
Le docteur Benjamin Calvo Platero,
sa femme, leurs enfants,
La famille Mercier.

ont le chagrin de faire part du décès de
leur mère, grand-mère, arrière-grand-
mère, belle-sœur,

M^{me} veuve Marcel
CALVO PLATERO,
née Odette Sylvie Trélat,

survenue dans sa quatre-vingt-cin-
quième année, le mardi 8 janvier 1991.
La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 16 janvier, à 14 heures, en
la paroisse Saint-Justin du Levallois,
place d'Estienne-d'Orves.

Cet avis tient lieu de faire-part.

67, rue Voltaire,
92000 Levallois.

- Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime).

M^{me} Emilie Dauphin,
son épouse,
M. et M^{me} Peider Künz-Dauphin,
M^{me} Delphine Künz,
sa petite-fille,
et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emilie DAUPHIN,
ingénieur des Arts et Métiers,
ingénieur mécanicien de la marine
(e.r.),
expert,

survenue à Mont-Saint-Aignan, le
10 janvier 1991, à l'âge de soixante-
cinq ans.

Son inhumation aura lieu au cime-
tière de la Croix-Rouge de Lyon, le
mardi 15 janvier, à 14 h 15.

- M^{me} Irène Haddad,
née Hayat,

le docteur et M^{me} Paul Aïan
et leurs enfants,

le docteur et M^{me} Albert Servadio
et leurs enfants,

M. et M^{me} Bernard Zana
et leurs enfants,

le docteur et M^{me} Albert Haddad
et leurs enfants,

M. et M^{me} Joseph Bijaoui
et leurs enfants,

M. et M^{me} René Taieb
et leurs enfants,

son épouse, ses enfants, ses gendres et
belle-fille, ses petits-enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Alfred HADDAD,

survenu à Paris le 6 janvier 1991, à
l'âge de soixante-trois ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale, le 8 janvier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président
Et les membres de la commission de
la SADC (Société des auteurs et com-
positeurs dramatiques)
saluent avec respect, grande peine et
grande tendresse leur ami et ancien
vice-président

M. Henri KUBNICK,
11 bis, rue Ballo,
75009 Paris.

- La Société des auteurs, compo-
siteurs et éditeurs de musique (SACEM)
Et la Société pour l'administration
du droit de reproduction mécanique
des auteurs, compositeurs de musique
(SDRM),
ont le regret de faire part du décès ac-
cidental de

M. Henri KUBNICK,
administrateur de la SDRM,
ancien administrateur
du Comité du corps,

le 8 janvier 1991.

Les obsèques ont lieu dans la plus
stricte intimité à Châtillon-en-Diois
(Drôme), le 11 janvier.

225, avenue Charles-de-Gaulle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

(Le Monde du 18 janvier.)

- M^{me} Roland Laudembach,
M. et M^{me} François Laudembach,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Arnaud Laudembach,
et leurs enfants,

M^{me} Anne Laudembach,
et sa fille,
Le marquis et la marquise du Vivier
de Fay Solignac,

Le comte Gilles du Vivier de Fay
Solignac,
M. et M^{me} André Chalufour,
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roland LAUDENBACH,

survenu le 9 janvier 1991.

Le service religieux, suivi de l'inhumation,
sera présidé par M. le pasteur
Cochet en l'église de Bourdonné (Yvelines),
le samedi 12 janvier, à 10 h 30.
Un service commémoratif aura lieu
ultérieurement à Paris.

(Lire page 10.)

- M^{me} Monique Le Ray
Et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean LE RAY,

passé à l'Orient Éternel, le 8 janvier
1991.

Ses amis,
Ses FF., et SS., du G.O.D.F.,
et obédiences amies,
sont invités à se réunir, le mardi
15 janvier, à 8 h 45, à la salle de céré-
monie du cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

9, square Saint-Charles,
75012 Paris.

- La délégation permanente du Brésil
auprès de l'UNESCO
et des Paires académiques des lettres
du Brésil.

Une messe sera célébrée en l'église
de Saint-Germain-l'Auxerrois, le mardi
15 janvier, à 11 heures.

Un registre à signatures tiendra lieu
de condoléances.

- M^{me} Simon Senikits,
Le docteur et M^{me} Alain Senikits,
M^{me} Nathalie Senikits,
M. Thomas Senikits,
M. et M^{me} Joseph Rappel
et leurs enfants,

M^{me} Jacqueline Apte,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

docteur Simon SENIKITS,
chevalier de l'Ordre
de la Santé publique
et des Palmes académiques,
croix de guerre 1939-1945,

leur épouse, père, grand-père, frère,
beau-frère et parent,

survenu le 9 janvier 1991, à l'âge de
quatre-vingts ans, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière
parisien de Bagneux, le vendredi
11 janvier, dans la plus stricte intimité.

91, avenue du Général-Leclerc,
75014 Paris.

- M. et M^{me} André de Baecque,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre de Tugny
et leurs enfants,
M. et M^{me} Patrick de Tugny
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Louis de TUGNY,
née Suzanne Rappin,

survenue le 9 janvier 1991, dans sa qua-
tre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
vendredi 11 janvier, à 14 h 30, en la
cathédrale de Bourges.

7, place Charles-Dullin,
75018 Paris.

19, rue Reboul,
34120 Pézenas.

La Brétèche,
route de Saint-Estève,
84510 Caumont-sur-Durance.

Remerciements

- M. Robert Benjamin Franck,
Et Serge Franck,
très touchés par les nombreuses mar-
ques de sympathie qui leur ont été
témoignées lors du décès de

M^{me} Simone FRANCK,
née Gavass,

remercient très sincèrement toutes les
personnes qui se sont associées à leur
peine par leur présence, leurs messages.

Avis de messe

- En mémoire de
Georges André GEHA,

endormi dans la paix du Seigneur le
11 décembre 1990,

un service de requiem sera célébré le
samedi 12 janvier 1991 en la cathé-
drale Saint-Etienne des Grands ortho-
doxes, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e,
à la suite de la Sainte Liturgie de
18 h 30.

Anniversaires

- Le 11 janvier 1990, s'éteignait
Henri FRAJERMAN.

Que ceux qui l'ont connu, aimé ou
apprécié aient une pensée pour lui.

20, rue de Rivoli,
75004 Paris.

8, rue Saint-Bon,
75004 Paris.

Communications diverses

- La réunion des anciennes élèves
de Notre-Dame-de-Sion, des maisons
de France et de tous pays aura lieu le
dimanche 20 janvier 1991, au lycée
privé Notre-Dame-de-Sion, 61, rue
Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e.

Début de la réunion : 16 heures,
messe 17 heures.

A cette occasion nous vous invitons
à prendre contact sur place avec l'Anci-
enne des anciennes élèves.

Soutenances de thèses

- EPHE Sorbonne, le lundi 14 jan-
vier 1991, à 9 heures, M. Mohammad
Ali Amir Moezzi : « Réflexions sur
quelques thèmes majeurs de la théoso-
phie islamite. L'imam dans le chiisme
duodécimain originaire ».

Université Paris-IV, Sorbonne, le
lundi 14 janvier, à 14 heures, M. Pas-
cal Arnold : « La cartographie à
Rome ».

- Université Paris-IV, Sorbonne, le
mercredi 16 janvier, à 14 heures, M.
Bertrand Lanson : « Maladies,
malades et thérapeutes en Gaule à la
fin de l'Antiquité (troisième-sixième
siècle) ».

- Université Paris-I, Panthéon-Sor-
bonne, le vendredi 18 janvier, à
10 heures, salle C-113, galerie J.-B.-Du-
mas, Sorbonne, M. James A. Conen :
« L'Écriture et le colonialisme : Por-
tugal et les États-Unis, de 1898 au pré-
sent ».

- Université Paris-I, Panthéon-Sor-
bonne, le mardi 22 janvier, à
15 heures, M. François-Xavier
Merrieu : « L'édification des États :
« Du bien-être ». Une étude compa-
rative France-Grande-Bretagne ».

- Université Paris-IV, Sorbonne, le
samedi 26 janvier, à 9 h 30, M. Ber-
nard Randrianasolo : « Les lettres col-
lectives des écrivains de Madagascar
(1931-1984) ».

- Université Paris-IV, Sorbonne, le
samedi 26 janvier, à 14 h 30, M. Salva-
dor-Georges Martin : « Recherches sur
le Corpus Cléon (les juges de Cléon).
Mentalités et discours historique dans
l'Espagne médiévale ».

Les antiquaires à Strasbourg. -

Le Carrefour européen de l'anti-
quité de Strasbourg tient sa sep-
tième édition du 11 au 14 janvier.
Plusieurs innovations : après les
marchands espagnols présents
depuis deux ans, le salon accueille
cette année des exposants italiens
et britanniques. D'autre part « Le
Carrefour » réserve une place, à
côté des membres et des objets
anciens, à la peinture et à la sculp-
ture contemporaines. Comme cha-
que année, les organisateurs ont
prévu des visites guidées pour les
110 stands installés (Foire de
Strasbourg, Hall 20, Waken).

La cérémonie religieuse a eu lieu le
vendredi 11 janvier, à 14 h 30, en la
cathédrale de Bourges.

7, place Charles-Dullin,
75018 Paris.

19, rue Reboul,
34120 Pézenas.

La Brétèche,
route de Saint-Estève,
84510 Caumont-sur-Durance.

M^{me} Louis de TUGNY,
née Suzanne Rappin,

survenue le 9 janvier 1991, dans sa qua-
tre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
vendredi 11 janvier, à 14 h 30, en la
cathédrale de Bourges.

7, place Charles-Dullin,
75018 Paris.

19, rue Reboul,
34120 Pézenas.

La Brétèche,
route de Saint-Estève,
84510 Caumont-sur-Durance.

M^{me} Louis de TUGNY,
née Suzanne Rappin,

survenue le 9 janvier 1991, dans sa qua-
tre-vingt-seizième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
vendredi 11 janvier, à 14 h 30, en la
cathédrale de Bourges.

7, place Charles-Dullin,
75018 Paris.

19, rue Reboul,
34120 Pézenas.

La Brétèche,
route de Saint-Estève,
84510 Caumont-sur-Durance.</

MARCHÉS FINANCIERS

M. Pierre Barberis
quitte le groupe AXA

M. Pierre Barberis, entré en 1986 chez AXA dont il était devenu le vice-président aux côtés du président, M. Claude Bébér, quitte le groupe privé d'assurances. Officiellement ce départ ne témoigne d'aucune divergence stratégique entre les deux hommes alors que le groupe a connu une expansion considérable en cours de ces dernières années. Tout au plus, ces deux fortes personnalités, en fil de la métamorphose du groupe, avaient fini par entrer en concurrence. M. Barberis, polytechnicien de quarante-huit ans, connu pour son expérience dans la banque et l'informatique, n'a pas précisé ses fonctions futures.

Dans le même temps, M. Bébér a décidé de la nouvelle organisation du groupe avec la nomination de trois directeurs généraux : M. Claude Tondil, responsable de l'assurance France, récupère en outre les directions centrales de l'informatique et des ressources humaines; M. Jean-Claude Darnavel, jusqu'à directeur plan-budgétaire, transmet ces fonctions à M. Henri de Castries, récent secrétaire général du groupe, pour prendre la responsabilité de l'assurance à l'étranger; enfin, M. Gérard de la Martinière, qui conserve la présidence de Meeschaert-Rousselle, est chargé des services financiers du groupe, de la direction centrale de gestion des actifs et de la direction immobilière.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

Holding financier du Koweït

Le KIO vend
des actifs en Espagne

Ereros, première société chimique espagnole, contrôlée indirectement par le KIO, le holding financier du Koweït, a annoncé la vente de sa division pétrochimique Ereros à un groupe financier luxembourgeois General Mediterranean Holding. Ereros a expliqué cette cession par le souci de rationaliser ses activités en sortant de secteurs où la taille critique ne peut être atteinte.

Cette vente, qui devrait rapporter près de 2 milliards de francs à la société, pourrait cependant constituer l'amorce d'un désengagement plus important du KIO. Principal instrument financier du gouvernement koweïtien en exil, le holding a pu jusqu'ici financer ses dépenses grâce aux actifs liquides et aux revenus de ses placements. Mais la prolongation de la crise du Golfe pourrait obliger à céder de nouveaux actifs. Ereros est contrôlée à 38 % par Torras Hostench, lui-même filiale du KIO.

M. Bergonioux remplace M. Rigandiat à Matignon. M. Alain Bergonioux remplace depuis le 1^{er} janvier M. Jacques Rigandiat comme principal conseiller du premier ministre pour les affaires sociales. M. Bergonioux, chargé des problèmes d'éducation au cabinet de M. Michel Rocard, cumule cette fonction avec ses nouvelles responsabilités. Agé de quarante et un ans, M. Bergonioux a rédigé plusieurs ouvrages, notamment sur l'écologie.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'Européenne de Banque
et vos placements

SYNTHÈSE	TYPE D'OPÉRATIONS DE GESTION
LAFFITE-ÉVANSION Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-FRANCE Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-IMMOBILIÈRE Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-JAPON Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-TOKYO Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-AMÉRIQUE Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-EUROPE Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-RENDIEMENT Fiducie d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
VALOBLIG Obligations d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-OBLIGATIONS Obligations d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-PRÉFÉRE Obligations d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE COURT TERM Court terme d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
LAFFITE-PLACEMENTS Court terme d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers
MONÉLAFFITE Court terme d'actifs immobiliers et financiers	Participation à la gestion d'actifs immobiliers et financiers

La mondialisation des placements et la diversification des produits financiers font de plus en plus appel à un savoir-faire et à des techniques sophistiquées, difficilement accessibles aux particuliers. C'est pourquoi, à L'Européenne de Banque, nous développons depuis plus de vingt ans une large gamme de placements collectifs. Grâce aux spécialistes de haut niveau, notre sélection de titres, performante et diversifiée, permet de répondre à l'ensemble de vos motivations. Les conseillers de L'Européenne de Banque et de Laffite Investissement sont là pour vous guider.



GÉRER UN PATRIMOINE NE S'IMPROVISE PAS

L'Européenne de Banque

21, rue La Fayette - 75009 Paris - (1) 42.47.82.47

CNT

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

CNT - OBLIGATIONS TAM 1987

Les intérêts courus du 12 janvier 1990 au 11 janvier 1991 seront payables à partir du 12 janvier 1991 à raison de 532,20 F par titre de 5000 F nominal (coupon n° 4).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélèvement libératoire sera de 90,47 F, soit un net de 441,73 F.

NEW-YORK, 10 janvier ↑

Reprise technique

Après six séances de baisse, un mouvement de reprise, le premier de l'année 1991, s'est produit jeudi à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, il s'est intensifié au cours de la journée et, à la clôture, l'indice Dow Jones des industriels, après avoir un bref instant repassé la barre des 2 500 points (2 512,33), s'est établi à 2 499,79, soit à 28,46 points (+1,1 %) au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la séance a été en ligne avec ce résultat. Sur 1 580 valeurs traitées, 880 ont monté, 600 ont baissé et 500 n'ont pas varié.

Selon les spécialistes, cette reprise a revêtu un caractère purement technique. Depuis le 2 janvier dernier, le Dow Jones avait perdu 183 points (- 9,2 %). Il était par conséquent normal, malgré les craintes suscitées par la perspective d'une guerre dans le Golfe, que des opérateurs spéculent à court terme ou recherchant simplement de bonnes affaires, aient profité de la situation pour faire revivre le marché. Reste qu'il ne s'agit pas d'un véritable mouvement de fond. En tout pour tout, 124,51 millions de titres ont changé de main contre 191,10 millions la veille.

VALEURS	Cours du 9 janvier	Cours du 10 janvier
Alcoa	52 1/8	52 1/2
AT&T	29 1/4	29 3/8
Boeing	43 5/8	45
Chrysler	31 1/2	31 3/4
Deere	33 1/2	33 1/4
Eastman Kodak	30 3/8	30 1/2
Ford	25 1/4	25 5/8
General Electric	54 1/8	54 1/2
General Motors	31 1/2	31 3/4
Goodyear	17 1/4	17 3/8
IBM	102 1/2	103 1/4
Intel	46 1/8	46 3/8
Johnson & Johnson	58 1/2	58 1/4
McDonald's	31 1/2	31 3/4
Merck	51 3/8	51 3/4
Microsoft	38 3/8	38 1/2
Novartis	11 1/4	11 3/8
Union Carbide	16 3/8	16 1/2
USX	28 3/4	28 3/4
Wendover	24 3/4	24 3/4
Xerox Corp.	38 5/8	38 7/8

LONDRES, 10 janvier ↓

Baisse sans panique

Les valeurs ont continué en nette baisse jeudi, au Stock Exchange, après les déclarations pessimistes de James Baker quant à une issue pacifique au problème du Moyen-Orient, après sa rencontre avec M. Tarek Aziz à Genève. A la clôture, l'indice Footsie 100 a perdu 20,2 points (soit 1 %) à 2 108,7 points, « dans un climat nerveux mais pas paniqué », ont indiqué les professionnels. Le volume des échanges a atteint 372,5 millions de livres, contre 403 millions la veille. Les fonds d'Etat ont perdu près d'un demi-point à la suite d'un fléchissement de la livre. Les mines d'or ont, quant à elles, légèrement progressé.

La plupart des valeurs ont fini dans le rouge. Les titres du groupe de presse Pearson, du chimiste ICI, les brasseries Bass et des hôtels et bureaux de Paris, Labrook Group ont cédé du terrain suite à des prévisions pessimistes de courtiers.

FAITS ET RÉSULTATS

Premières pertes pour PalmerWeb

Après avoir enregistré une perte de 55 millions de dollars (290 millions de francs) pour 1990, le résultat définitif, le premier en dix ans, est de 95 millions de dollars de provisions que la société a ajoutées au quatrième trimestre 1990 pour couvrir des pertes de 1990 pour des opérations de courtage et de gestion de portefeuille. PalmerWeb, leader en Amérique du Sud, vient de créer une société commune spécialisée dans l'assurance-vie des deux sociétés (400 millions de francs), sera détenu à 49 % par les Mutuelles du Mans et à 51 % par Sul America.

La Bourse de Madrid a baissé de 15 % de son bénéfice. La chaîne britannique de magasins d'appareils électroniques et électroniques Dixons a annoncé une baisse de 15 % de son bénéfice.

Nouvelle mais faible avance

Après une journée de hausse, vendredi à la Bourse de Tokyo. Mais le lent raffermissement des cours observé dès l'ouverture matinale n'a pas suffi à compenser l'impact de la première partie de la séance, l'indice Nikkei enregistrant une baisse de 15,57 points (- 0,5 %). Ce n'est qu'après la demande d'achat de la part de la clientèle d'investissement, malgré la persistance d'une certaine inquiétude quant à l'évolution du marché japonais, que le marché japonais s'est relevé à 23 241,02 points, soit un gain de 193,66 points (+ 0,84 %).

VALEURS	Cours du 10 janvier	Cours du 11 janvier
Alcoa	52 1/8	52 1/2
Boeing	43 5/8	45
Chrysler	31 1/2	31 3/4
Deere	33 1/2	33 1/4
Eastman Kodak	30 3/8	30 1/2
Ford	25 1/4	25 5/8
General Electric	54 1/8	54 1/2
General Motors	31 1/2	31 3/4
Goodyear	17 1/4	17 3/8
IBM	102 1/2	103 1/4
Intel	46 1/8	46 3/8
Johnson & Johnson	58 1/2	58 1/4
McDonald's	31 1/2	31 3/4
Merck	51 3/8	51 3/4
Microsoft	38 3/8	38 1/2
Novartis	11 1/4	11 3/8
Union Carbide	16 3/8	16 1/2
USX	28 3/4	28 3/4
Wendover	24 3/4	24 3/4
Xerox Corp.	38 5/8	38 7/8

impossible au deuxième semestre

1990 (acheté en novembre) par rapport à la période correspondante de 1989 (27,2 millions de livres, soit environ 70 millions de francs, contre 32 millions). Le chiffre d'affaires a reculé de 10,7 % (81,1 millions de livres contre 90,9 millions).

La Bourse de Madrid a baissé de 15 % de son bénéfice. La chaîne britannique de magasins d'appareils électroniques et électroniques Dixons a annoncé une baisse de 15 % de son bénéfice.

Sovac en Espagne

Sovac, société de crédit à la consommation, filiale du groupe Lazard, vient de prendre une participation majoritaire dans les deux filiales de crédit à la consommation et de leasing du groupe familial Grupo Financiero Bancaria. Ces deux sociétés ont été créées en 1990 (640 millions de francs) et ont un encours de 23 milliards de pesetas (1,2 milliard de francs). Après l'Italie (accords avec Banco di Roma et Mediobanca), Sovac a donc pris pied de manière significative sur le marché espagnol.

PanAm : la cession des lignes transatlantiques approuvée par le juge. Le juge des faillites a approuvé, jeudi 10 janvier, la cession des lignes vers Londres de la compagnie aérienne américaine PanAm, qui s'est placée le mardi 8 janvier sous la protection de la loi sur les faillites. Le juge a approuvé aussi le cédé-rata (50 millions de dollars d'United Airlines, qui a racheté les routes transatlantiques et 100 millions de la Bankers Trust) nécessaire à PanAm pour pourvoir ses activités.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 11 janvier
Michel Figeat
directeur général
France et Europe du Nord-Est
de G&S vert.

Lundi 14 janvier
Jacques Alexandre,
PDG de la société Rowenta.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3015	3000	Guinot	821	821
Amstel Assurance	258 20	258 50	L.C.C.	220	220
Assicur	105	105	IDA	281 80	283
B.A.C.	180	180	Idemsa	124	120
B.I.C.M.	820	820	IMS	850	850
Bolton (Ly)	380	381	I.P.A.M.	120	118 40
Bolton (Ly)	175	175	Loisirs	275	275
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	750	750	Locam	84 40	80
Cabotage	309	310	Maria Comm.	117 50	117
Café	482	482	Méva	107	107 80
C.E.E.P.	175	175	Olivier Logis	590	589
C.F.P.I.	269	269 80	Paraburg	75	75
CLIM	775	783	Publi-Report	228 80	228 80 d
Codanor	255	255	Rent	605	495
Comarq	255	254	Rhone-Alp. (Ly)	305	305
Conform	800	800	S.H. Marignan	189	180
Credis	205	205	Solux Invest (Ly)	105	92 80 d
Daplan	350	370 20	Sofia	414 80	414 80
Dalson	812	811	S.M.T. Somp	155	155
Danachy Worms Co.	452	453	Supa	167	167
Danachy et Glat	228	222	Thomson H. (Ly)	220	220
Danachy	805	825	Unilog	180 20	161
Deville	375	368	Val de Ch	73	79 80 d
Dufosse	187 80	185 80	Y. St-Laurent Group	720	691
Editions Bédouin	200	200 70 d			
Europ. Production	295	295 80			
Finacor	145	140 70			
Franchipole	180	147			
FTI (group. Fon.)	300	298			
Grand Livr	370	369			
Group. Origny	185	187			
	489	440 80 d			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 10 janv. 1991

Nombre de contrats : 25 844.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Bouygues	-	-	-	-	-
CGE	-	-	-	-	-
EDF-Agathine	340	5,50	-	32	-
Européen SA-PLC	36	3,28	5,10	2,40	3,45
Euro Disney/STC	180	3	-	-	-
Harvey	480	44	-	15	-
Lafarge-Coppin	320	18,20	-	21	-
Michelin	70	3,90	6,50	9	10
Parif	300	-	-	18	-
Parif	480	8	-	-	-
Perinot-Ricard	960	53	-	-	-
Pinget SA	560	10	25	84	90
Rhône-Poulenc CI	248	14	-	-	-
Saint-Gobain	360	25,05	-	18,50	-
Servis Procter	1.100	80	-	-	-
Société générale	480	-	-	46	-
Suez Financière	280	14	-	18	21
Thomson-CSF	120	14,50	17	3	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 janv. 1991

Nombre de contrats : 77 634.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Décider	100,30	100,54	100,46
Préférent	100,30	100,56	100,30

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
100	1,50	2,20	0,12	0,42

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,2095 F =

L'attente a pris une forme différente vendredi 11 janvier sur le marché des changes. Après la volatilité extrême des jours précédents, le calme s'est installé. A Paris, le dollar a clôturé en légère hausse à 5,2095 francs contre 5,184 francs la veille.

FRANCOFORT 10 janv. 11 janv.
Dollar (en DM) 1,5283 1,5353
TOKYO 10 janv. 11 janv.
Dollar (en yen) 155,10 154,64

MARCHÉ MONÉTAIRE
(officiels privés)
Paris (11 janvier) 10 1/16-3/16
New-York (10 janvier) 5 3/4-7/8

BOURSES

PARIS (DISE, base 100 : 28-12-90)

9 janv. 10 janv.
Valeurs françaises 101,80 99,30
Valeurs étrangères 100,50 100,30
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice global CAC 407,62 406,63
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1552,19 1587,89

NEW-YORK (indice Dow Jones)

9 janv. 10 janv.
Industrielles 2 470,38 2 498,76
LONDRES (indice Financial Times)

9 janv. 10 janv.
Industrielles 1 688,50 1 689,30
Mines d'or 178,28 172,28
Fonds d'investissement 85,39 85,51

TOKYO
10 janv. 11 janv.
Nikkei Dow Jones 23 047,36 23 241,02
Indice global 1 679,88 1 693,68

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	DEVISES		DEVISES		DEVISES	
	base	base	base	base	base	base
\$ E.U.	5,1830	5,1830	+130	+140	+245	+270
\$ can.	4,4915	4,4915	-62	-38	-91	-58
Yen (100)	3,7790	3,7860	+64	+80	+126	+156
DM	3,3925	3,3953	+25	+38	+43	+72
Florin	3,0096	3,0125	+18	+31	+34	+55
FR (100)	16,4833	16,4881	+5	+120	+71	+272
RS	4,0030	4,0080	+38	+62	+71	+113
L (1 000)	4,5091	4,5148	-34	-67	-166	-451
F	9,9089	9,9099	-28	-280	-604	-1399

TAUX DES EUROMONNAIES

TAUX DES EUROMONNAIES									
	6 5/8	6 7/8	7 1/16	7 3/16	7 5/16	7 1/4	7 3/4	8 1/8	8 1/2
\$ E.U.	7 11/16	8 1/8	8 7/8	8 1/8	8 1/8	7 3/4	7 17/16	8 1/8	8 1/2
\$ Can.	8 3/8	8 5/8	8 7/8	9	9 1/8	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2
DM	8 7/8	9 1/8	9 3/16	9 5/16	9 5/16	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8
Florin	9 3/4	9 1/2	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
FR (100)	9 5/8	9 7/8	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16	10 1/16
RS	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
£ (100)	13 3/4	14	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8
Esc.	13 3/4	14	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8
Yen	13 3/4	14	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8

BOURSE DU 11 JANVIER

Cours relevés à 13 h 48

Réglement mensuel

COMPAGNIES						Réglement mensuel						COMPAGNIES																	
COMPANIES	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	COMPANIES	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	COMPANIES	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -												
2970	CALTEX	3760	3760	3741	-0.24	275	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	230	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1890	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	210	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
926	SWP	3760	3760	3760	0.00	276	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	231	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1891	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	211	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
927	OLYMPIA	3760	3760	3760	0.00	277	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	232	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1892	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	212	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1520	Shell T.P.	1210	1210	1210	0.00	278	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	233	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1893	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	213	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1521	Shell T.P.	1210	1210	1210	0.00	279	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	234	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1894	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	214	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1150	Shell T.P.	1210	1210	1210	0.00	280	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	235	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1895	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	215	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
670	Thomson T.P.	850	850	850	0.00	281	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	236	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1896	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	216	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
671	Al. Liquid	850	850	850	0.00	282	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	237	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1897	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	217	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1544	Al. Liquid	850	850	850	0.00	283	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	238	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1898	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	218	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1545	Al. Liquid	850	850	850	0.00	284	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	239	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1899	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	219	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1546	Al. Liquid	850	850	850	0.00	285	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	240	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1900	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	220	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1547	Al. Liquid	850	850	850	0.00	286	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	241	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1901	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	221	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1548	Al. Liquid	850	850	850	0.00	287	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	242	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1902	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	222	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1549	Al. Liquid	850	850	850	0.00	288	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	243	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1903	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	223	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1550	Al. Liquid	850	850	850	0.00	289	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	244	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1904	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	224	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1551	Al. Liquid	850	850	850	0.00	290	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	245	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1905	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	225	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1552	Al. Liquid	850	850	850	0.00	291	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	246	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1906	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	226	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1553	Al. Liquid	850	850	850	0.00	292	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	247	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1907	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	227	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1554	Al. Liquid	850	850	850	0.00	293	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	248	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1908	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	228	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1555	Al. Liquid	850	850	850	0.00	294	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	249	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1909	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	229	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1556	Al. Liquid	850	850	850	0.00	295	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	250	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1910	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	230	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1557	Al. Liquid	850	850	850	0.00	296	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	251	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1911	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	231	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1558	Al. Liquid	850	850	850	0.00	297	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	252	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1912	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	232	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1559	Al. Liquid	850	850	850	0.00	298	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	253	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1913	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	233	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1560	Al. Liquid	850	850	850	0.00	299	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	254	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1914	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	234	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1561	Al. Liquid	850	850	850	0.00	300	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	255	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1915	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	235	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1562	Al. Liquid	850	850	850	0.00	301	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	256	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1916	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	236	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1563	Al. Liquid	850	850	850	0.00	302	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	257	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1917	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	237	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1564	Al. Liquid	850	850	850	0.00	303	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	258	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1918	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	238	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1565	Al. Liquid	850	850	850	0.00	304	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	259	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1919	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	239	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1566	Al. Liquid	850	850	850	0.00	305	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	260	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1920	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	240	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1567	Al. Liquid	850	850	850	0.00	306	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	261	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1921	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	241	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1568	Al. Liquid	850	850	850	0.00	307	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	262	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1922	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	242	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1569	Al. Liquid	850	850	850	0.00	308	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	263	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1923	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	243	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1570	Al. Liquid	850	850	850	0.00	309	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	264	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1924	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	244	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1571	Al. Liquid	850	850	850	0.00	310	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	265	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1925	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	245	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1572	Al. Liquid	850	850	850	0.00	311	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	266	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1926	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	246	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1573	Al. Liquid	850	850	850	0.00	312	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	267	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1927	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	247	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1574	Al. Liquid	850	850	850	0.00	313	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	268	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1928	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	248	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1575	Al. Liquid	850	850	850	0.00	314	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	269	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1929	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	249	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1576	Al. Liquid	850	850	850	0.00	315	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	270	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1930	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	250	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1577	Al. Liquid	850	850	850	0.00	316	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	271	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1931	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	251	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1578	Al. Liquid	850	850	850	0.00	317	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	272	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1932	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	252	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1579	Al. Liquid	850	850	850	0.00	318	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	273	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1933	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	253	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1580	Al. Liquid	850	850	850	0.00	319	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	274	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1934	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	254	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1581	Al. Liquid	850	850	850	0.00	320	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	275	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1935	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	255	Eastman Kodak	204.02	205	205	+0.02
1582	Al. Liquid	850	850	850	0.00	321	Comp. Equip.	255	255	250	-2.15	276	Lafarge	309.50	313	309	-0.15	1936	S.A.T.	1541	1550	1550	+1.23	256					

COMPTANT

(sélection)

[illegible]

Actions

Agache (see G.L.)	778	735	G.F.I.	209/50	289	Sofal	454	451
Agitation	1252	1252	Go Modine Parts	1480	1470	Sofal	502	481 Poo
Applications Hyd	910	910	Grampa Victoria	1350	1257	Sofal	1189	1189
Asht	010	015	G.T.J. Transport	460	460 300	Sofal	16	
Asphaltes	369	650	Hammer	332	332	Sofal	331	331
B.H.P. Export	369	369	Immobilia	060	948	Sofal	354	353 59
B.H.P. Import	220	220 40	Immobilia	4550		Sofal	160	163
Bright Star E.C.	555		Imm. Phase Morocco	389/10	388/10	Sofal	140	140
Brideline	3304	3364	Imm.	410	410	Sofal	402	410
Bumpy	2320	2412	Island (see C.L.)	3170	3070	Sofal	705	
STY Corp	72 50	72 50	Lebanon	370	370	Sofal	705	
Camels	589	580	Lebanon Parts	574	575	Sofal	3480	3545
Carbon Lumin.	050	057	Life Extension	1801	1800	Télécommunications Soc.	3548	3720
Care Products	0 00		Loss-Expansión	2720	276 00	Télécom. Agency	783	
C.E.A.F. Group	372		Localization	490	499	Tour Eff.	238 00	232 50
Consumable Battery	470	479	Location	240	182	Ultr.	928	938
Cumbril	65 30	65	Long Transport	630	636	U.T.A.	2000	2115
Customer Hy	130	127	Lucas	3240	3420	U.T.A.	315	
CO O.P.	149	148 50	Lucas	1580	1570	Urbain	1509	1491
C.I.M.A.	780	750	Machin Ball	25	25 50	West	147	147
CITRAM BR	2205		Mig. Motors	150		Mercat. Soc. Business	300	324 00d

	Marché
--	--------

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/1
	préc.	11/1	achet	vente			
Banc-Union 11 cond.	5 184	5 208	4 950	5 400			
Belgium 100 fr.	8 984	7 007			Or fin (dés en bars)	65000	66100
Allemagne (100 dm.)	339 130	339 230	328 555	349 500	Or fin (en lingots)	65900	66800
France 100 fr.	330 840	16 481			Népal (en 200)		470
Pays-Bas (100 fl.)	330 840		281 800	311	Place P (10 fr.)		489
Italie (1000 lire)	66 130				Place P (20 fr.)		385
Grèce (1000 dr.)	9 901		5 800	10 300	Place P (50 francs)		395
Grèce (100 drachmes)	9 901		5 800	10 300	Place P (100 francs)		395
Grèce (100 dr.)	408 660		381	417	Place P (200 francs)		487
Suède (100 kr.)	80 950		65 050	84 500	Suverain		487
Norvège (100 kr.)	80 950				Place 20 dollars	2600	2800
Norvège (100 kr.)	48 206		40 750	49 950	Place 10 dollars	1370	1292 55
Espagne (100 pes.)	5 373		5 050	5 200	Place 5 dollars		700
Portugal (100 esc.)	4 500		4 250	4 780	Place 50 pesetas	2610	2620
Portugal (100 esc.)	4 500		4 250	4 780	Place 10 francs	410	395
Japan (115 yen)	3 989		3 680				

SICAV (sélection)

10/1

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - a : offert - " : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - ■ : marché continu

M. Mitterrand a demandé à M. Chevènement de rester à son poste

Le divan de Bagdad

Le directeur de Nice-Opéra est inculpé et écroué

La mort de Rémy Montagne

Le crédit formation est étendu aux adultes

CAPELOU